

POLANSKI GÉANT DU CINÉMA | **KESSEL** PAR SUREAU

CAUSEUR.fr

CAUSEUR

www.causeur.fr – Surtout si vous n'êtes pas d'accord – mensuel n° 81 – été 2020

JUSTICE POUR LA POLICE

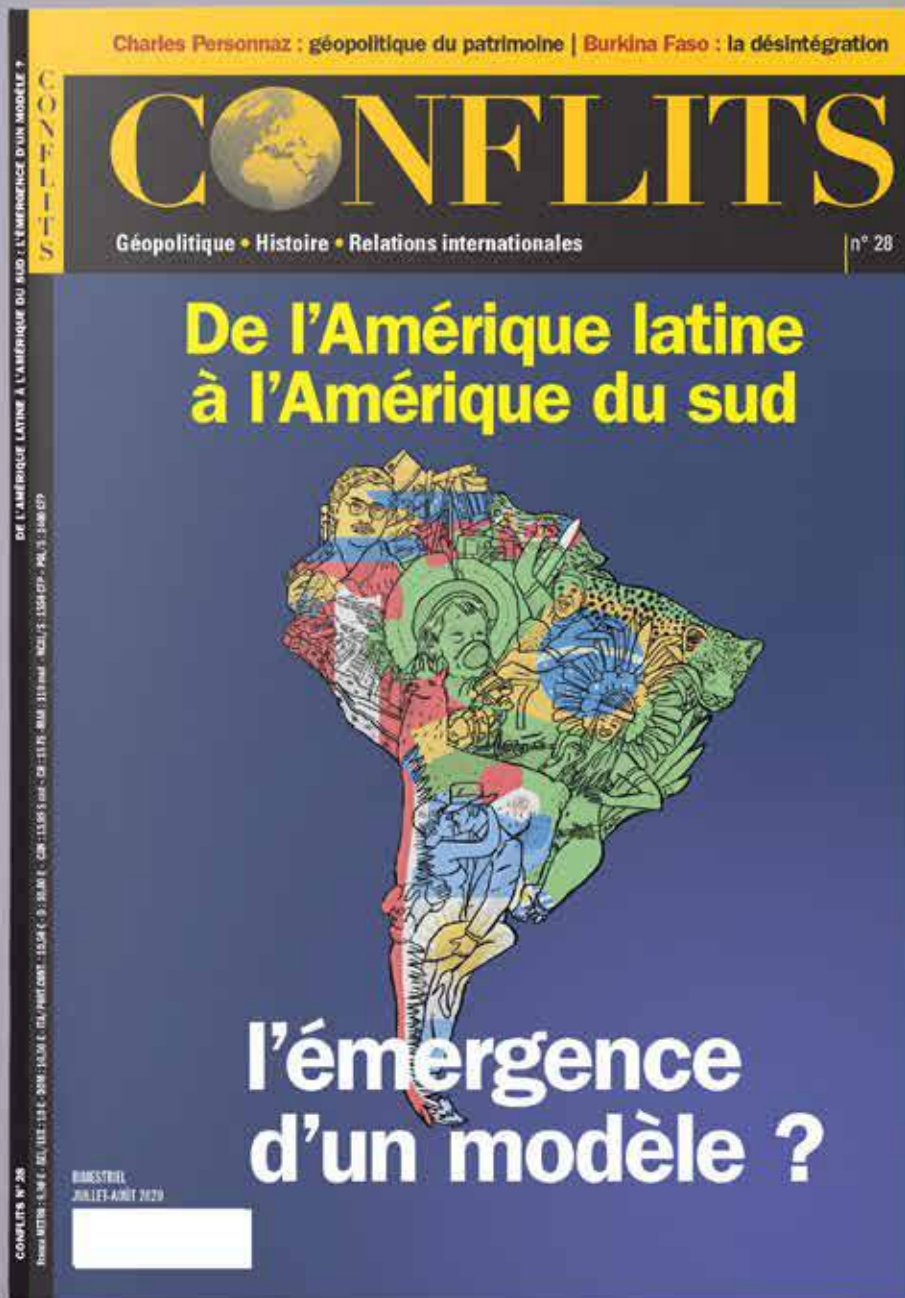
AFFAIRE TRAORÉ
LA VERSION
DES GENDARMES

ISSN 1966-6055
Belg : 6.60 € - Lux : 6.60 € - Suisse : 10.60 CHF - Canada : 12.50 CAD - Maroc : 66 MAD - Dom surface : 6.60 €

L 19516 - 81 - F : 5,90 € - RD



Découvrez le dernier numéro
de la revue **CONFLITS**.



Chez votre marchand de journaux
ou sur le site www.revueconflits.com.

ET ON FERA TAIRE TOUS LES AFFREUX

Alain Soral n'ira pas en prison. Le 25 juin, la cour d'appel de Paris a commué en amende de 5 000 euros la peine d'un an ferme infligée en avril 2019 par le tribunal correctionnel au patron du mal-nommé site « Égalité et Réconciliation ». Cinq jours plus tard, Google annonçait la fermeture de la chaîne YouTube de Dieudonné, forte de 400 000 abonnés, « suite à des enfreintes répétées » au règlement de la plate-forme sur les « discours de haine ».

Cette coïncidence résume l'équation de la liberté d'expression, rendue presque insoluble par l'arrière-monde virtuel qui infuse en continu son fiel à la réalité concrète, et pose à nouveaux frais la question classique – *Quelle liberté pour les ennemis de la liberté ?* – traduite en sabir politique moderne par : *Comment lutter contre les discours de haine ?* Qu'en moins de deux siècles le lexique de la vie publique ait quitté les sommets des concepts pour s'ébrouer dans le marais des sentiments résume peut-être le désastre de notre temps.

Certes, il y a peu de doute sur le caractère « haineux » de leur propos, les deux compères partageant avec leur public l'obsession qui leur fait voir, derrière chaque malheur du monde, la main du lobby que vous savez. De sacrés malins, ces juifs, capables de mentir tout le temps à tout le monde, au point que le bobard qu'ils ont inventé pour passer pour des victimes et mieux dominer le monde tient encore, soixante-quinze ans après. « *YouTube, torchecul d'Israël* », tweetait un certain Wilhem Winter après l'annonce de la suspension, résumant l'ambiance dans la dieudosphère.

Sans doute le débat public gagnerait-il en qualité si cette prose et cette logorrhée (souvent drôles en même temps qu'ignobles, d'ailleurs) n'existaient pas. Seulement, elles existent. Croire qu'on va les neutraliser par étouffement relève de la pensée magique.

Les sociétés libérales doivent-elles accorder à leurs ennemis les droits de « *parler, écrire, imprimer librement* », consacrés par la déclaration de 1789 ? La polémique est récurrente entre les tenants du laissez-faire, déplorant qu'on ne puisse plus rien dire, et les partisans de la censure qui s'indignent qu'on puisse dire n'importe quoi. Au milieu, il y a ceux qui célèbrent la libération de la parole féministe un jour et se désolent le lendemain de la libération de la parole populiste. Aucune société ne tolère une liberté de parole absolue. Il s'agit donc de définir le licite et l'illicite, et ce qui est encore plus important, l'instance légitime pour constater et apprécier les infractions. Les cas de Soral et de Dieudonné permettent d'observer in vivo deux modes de régulation de la liberté d'expression.

Pour Soral, la Justice a tranché : en France, on n'embaïlle pas pour délit d'opinion et c'est tant mieux. Pour autant, on n'a pas le choix entre tolérance totale et tolérance zéro. Le domaine de l'interdit s'est exagérément étendu, avec les dizaines de modifications introduites dans la loi de 1881 pour sanctionner l'incitation à la haine de diverses minorités.

Contre Dieudonné, c'est une multinationale qui est à la manœuvre. Or, si la loi Avia a été réduite en charpie par le Conseil constitutionnel, c'est précisément parce qu'elle abandonnait la défense de l'ordre public à des acteurs privés. Quelques jours plus tard, Google décide souverainement, en se moquant éperdument de nos lois, et d'ailleurs du premier amendement américain, de couper le sifflet à Dieudonné, et à une trentaine d'autres.

Google et les autres sont peut-être réellement imprégnés par l'idéologie inclusive de la gauche américaine (et française). S'ils s'inclinent devant des minorités surchauffées, c'est parce que celles-ci, au terme d'une campagne d'intimidation mondiale, ont rallié le *big business* mondial à leurs causes délirantes. Les plates-formes ne craignent plus seulement le « bad buzz » et les boycotts organisés par des citoyens « en colère » : plus de 200 multinationales, qui ont rallié le mouvement #StopHateForProfit, menacent de leur couper les vivres publicitaires si elles n'en font pas assez « contre la haine ». Résultat, le grand ménage a commencé.

À l'annonce de la fermeture de « iamdieudo4 », les dirigeants de l'UEJF et la Licra ont sablé le champagne, preuve qu'ils ne comprennent rien. S'il faut se résoudre à restreindre le droit sacré de dire des conneries, on doit le faire avec le cœur lourd et la main qui tremble. Comment défendre la liberté de Mila et accepter que l'on bafoue celle de Dieudonné ? Ce n'est pas la même chose, dira-t-on. Ce n'est jamais la même chose. Mais si nous exigeons que la susceptibilité des autres s'accommode de notre liberté, il nous faut bien endurer la leur. Jusqu'à un certain point, bien sûr.

Laisser des entreprises tenues en joue par des obsédés de l'interdit fixer ce point¹, c'est instaurer la dictature du plus fort, ou du plus bruyant. Ce n'est pas à la loi du marché, mais à la loi de l'État de fixer les limites de la liberté d'expression. Heureusement, car la Justice préfère encore les excès de la liberté à ceux de la censure. Contrairement aux plates-formes qui pratiquent le précautionnisme idéologique : sous prétexte de nous protéger des propos blessants, elles finiront par prohiber toute parole tranchante ou simplement singulière.

Ainsi, Mark Zuckerberg, qui avait d'abord résisté à la vague, a-t-il fait repentance. Désormais, les publicités décrivant des minorités comme des menaces « *en raison de leurs origines, de leurs religions, de leurs castes, de leur orientation sexuelle ou de leur statut migratoire* » seront interdites sur Facebook. Gageons que ce régime sera promptement étendu à tous les contenus et qu'il sera impossible d'y publier un texte critique sur les immigrés clandestins ou sur le lobby gay.

En matière de liberté d'expression, il n'y a pas que des mauvaises solutions, il y en a aussi de très mauvaises. En laissant les géants du numérique imposer à tous les règles qui leur sont dictées par un chantage planétaire, nous avons choisi la pire. •

1. Comme on a laissé l'afficheur Jean-Claude Decaux censurer nos amis de *L'Incorrect*, qui n'ont pas pu promouvoir leur une (assez osée il est vrai) sur la remigration.

CAUSEUR

Directeur de la publication
Gil Mihaely

Directrice de la rédaction
Élisabeth Lévy

Directeur adjoint de la rédaction
Daoud Boughezala

Rédaction en chef
Martin Pimentel (causeur.fr), Jérôme Leroy (pages culture).

Rédaction
Sami Biasoni, Cyril Bennasar, Laurent Cantamessi, Paulina Dalmayer, David Desgouilles, Alain Finkielkraut, Jean-Luc Gréau, Basile de Koch, Roland Jaccard, Anne-Marie Le Pourhiet, Bérénice Levet, Jean-Paul Lilienfeld, Patrick Mandon, Peggy Sastre, Erwan Seznec, Jeremy Stubbs.

Correction
Frédéric Baquet

Secrétaire de rédaction
Cécile Michel

Ont participé à ce numéro
François-Xavier Ajavon, Sophie Bachat, Alexis Brunet, Nora Bussigny, Jean Chauvet, Jean Davennes, Rokhaya Diallo, David Duquesne, Pierre Lamalattie, Jean de Maillard, Aurélien Marq, François Sureau, Emmanuel Tresmontant.

Direction artistique
Aymeric Dutheil

Iconographie
Alexandre Deneff

Direction marketing et commerciale
Marina Leroux
Charles Lévy
01 84 79 01 34

Distribution
MLP

Gestion de la diffusion en points de vente
BO Conseil Analyse Média Etude
Otto Borscha - oborscha@boconseilame.fr
09 67 32 09 34 (contact points de vente)

Abonnements et anciens numéros :
www.causeur.fr/boutique
01 84 79 01 35
(Du lundi au vendredi 10h – 17h)
ou clients@causeur.fr

Impression
Berger Levraut Graphique
2780, route de Villey Saint-Étienne
54200 Toul

Image de couverture
© Gabrielle CÉzard / Hans Lucas / AFP

Causeur est édité par Causeur.fr
SAS au capital de 101 900 euros - RCS Paris
Siret 504 830 969 000 29 Naf 5814 Z.
Dépôt légal à parution - ISSN 1966-6055.
Commission paritaire : 0320 D 90295.
Enregistrement CNIL 1296122.
32, rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris
01 84 79 01 35 / info@causeur.fr
www.causeur.fr

SOMMAIRE N° 81 – ÉTÉ 2020

3



Et on fera taire tous les affreux

Élisabeth Lévy

14

La justice mise à nu par ses magistrats, même

Jean de Maillard

16



Jérôme Sainte-Marie

« Il n'y a pas de tournant souverainiste chez Macron »

Propos recueillis par Daoud Boughezala

18

**Fermer les frontières ?
Plutôt mourir**

Erwan Seznec

22

Didier Maïsto

**« Nous sommes dans une
séquence prérévolutionnaire »**

Propos recueillis par Élisabeth Lévy

26

Libye, Erdogan met les gaz

Gil Mihaely

30

**Libertinage : que la fête
recommence !**

Paulina Dalmayer

JUSTICE POUR LA POLICE

34

Flics lives matter

Élisabeth Lévy

38

**La vérité sur l'affaire
Adama Traoré**

Erwan Seznec

42

**Comité Adama, tout le pouvoir
aux people**

Erwan Seznec

46



Linda Kebbab
« Les policiers sont les fonctionnaires les plus sanctionnés de France ! »

Propos recueillis par Daoud Boughezala et Gil Mihaely

50

La faiblesse de l'ordre

Aurélien Marq

54

Privilège de ta race !

Rokhaya Diallo

58

Blues, jazz, rock : c'est pas du ghetto !

Sophie Bachat et Patrick Eudeline

60

C'est la France qu'on déboulonne

Bérénice Levet

63

Woke, la haine recuite

Jeremy Stubbs

66

Racistes du troisième millénaire

Sami Biasoni

68

Indigénistes et politiques, les accords déviants

David Duquesne

CULTURE & HUMEURS

72

Itinéraire d'un enfant peu gâté

Patrick Eudeline

76

Le roman de Polanski

Patrick Mandon

80



L'hymne à la joie de François Sureau

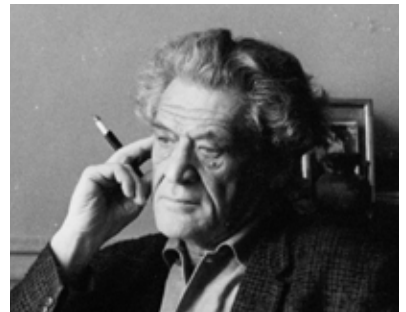
Élisabeth Lévy

84

Bruno Carette, le génie des Nuls

Daoud Boughezala

86



La faute de Joseph K.

François Sureau

88

Le bel été du mauvais genre

Jérôme Leroy

92

Tant qu'il y aura des... DVD

Jean Chauvet

94

La glace prend le maquis

Emmanuel Tresmontant

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse

**Prochaine parution :
le 2 septembre 2020**

Béart, un père et trépassé

Par Jean Davennes



Emmanuelle Béart a voulu rendre hommage à son père chanteur. Qui pourrait l'en blâmer ? C'est ce qu'on se disait avant d'écouter le double album de reprises qu'elle vient d'éditer. À elle la première chanson en duo avec le fils Dutronc (on est donc entre héritiers...), soit le célèbre titre *Qu'on est bien*, dont les paroles originales disent :

*« Qu'on est bien dans les bras d'une personne du sexe opposé
Qu'on est bien dans ces bras-là
Qu'on est bien dans les bras d'une personne du genre qu'on n'a pas.*

*C'est la vraie prière, la prochaine aime le prochain
C'est la vraie grammaire, le masculin s'accorde avec le féminin. »*

C'était sans compter sur la vigilance de Mademoiselle Béart qui s'autorise purement et simplement à caviarder

le paternel pour chanter :

« Qu'on est bien dans les bras d'une personne du genre qui nous va

Qu'on est bien dans ces bras-là

C'est une prière, la prochaine aime le prochain

C'est une grammaire, le masculin s'accorde avec le féminin. »

Et plus loin, toujours et encore en substitution aux paroles originelles : *« Qu'on est bien dans les bras d'une personne du sexe désiré. »*

Et voilà comment on transforme une chanson tout bêtement hétérosexuelle en un hymne dans l'air du temps. Un caviardage d'autant plus incongru que Guy Béart dans sa chanson se gardait bien de toute forme d'homophobie en chantant : *« Certains jouent quand même les atouts de même couleur / Libre à eux, moi j'aime les valets pour les dames, les trèfles pour les cœurs. »* Ce n'était pas assez pour Emmanuelle B. qui rejoint ainsi l'actuelle cohorte de celles et ceux qui voudraient refaire l'Histoire et les histoires au cinéma, en littérature, sur les noms de rues et sur les statues.

Spécialement pour cette fille à papa, voici le début d'un long travail à faire concernant la chanson française. Fini le *« Ton style, c'est ton cul »* de Léo Ferré, à remplacer immédiatement par un bien plus valorisant *« Ton style, c'est ton QI »*. Remanié le *Fernande* de Brassens qu'il faut désormais chanter ainsi : *« Quand je pense à Fernande, je bande, je bande / Quand je pense à Antony, je bande aussi. »*

Complété le *Mes hommes* de Barbara par impérativement la formule *« Mes hommes et mes femmes »*.

On a du pain sur la planche et du ridicule à tuer sur l'air du *« Ah ! ça ira, ça ira, les guillotineurs de mots à la lanterne ! »* •

Didier dénonce... les barbus

Par Alexis Brunet



Longtemps d'obédience stalinienne, l'auteur de polars Didier Daeninckx a abondamment mouchardé ceux de son camp suspects de ne pas penser assez bien à son goût. Ses croisades antiracistes au parfum de purges lui ont même valu le sobriquet de « Didier Dénonce » (Fayard), que Patrick Besson a immortalisé dans un roman.

L'écrivain chasseur de « rouges-bruns » a-t-il retourné sa

veste ? Dans *Municipales : banlieue naufragée*, il raconte pourquoi il vient de quitter sa banlieue rouge après soixante-dix ans d'ancienneté. Le voilà qui dénonce désormais acteurs et collaborateurs d'un pouvoir qui aiguille le naufrage d'une Seine-Saint-Denis rongée par l'islamisme. Mais, cette fois, il ne nomme personne. Crainte des représailles ? Sans doute.

Pas d'envolées lyriques dans ce réquisitoire, mais des faits accablants : 28 000 électeurs inscrits dans une commune de 90 000 habitants, 70 % d'abstention, *« le suffrage censitaire rétabli de fait »*, un élu chargé de l'égalité hommes-femmes dans la commune limitrophe qui invite régulièrement un certain Tariq Ramadan. Familier du terrain, où il possède un pied-à-terre, frère Tariq prêche la bonne parole dans des salles municipales.

À Aubervilliers, un habitant sur deux vit sous le seuil de pauvreté, contre 15 % à l'échelle nationale, et le revenu moyen culmine à 13 000 euros par an, tient à préciser l'auteur. Quand l'État a fait désertion, les tribus reprennent leurs droits, un terrain propice aux règlements de comptes interethniques, comme la ville de Dijon en fut dernièrement le théâtre.

En refermant *Municipales : banlieue naufragée*, l'antifa toujours en retard d'une guerre sera tenté de dénoncer Daeninckx à Didier. •

L'amer dure trois ans

Par Daoud Bougezala



En Occident, le mariage est aujourd'hui moins une institution qu'un contrat. Si bien que chacun est libre de donner et de retirer son consentement au gré de ses envies. À Vicence (Vénétie), Andrea, 40 ans, en a fait l'amère expérience. Ce professeur de sport était tombé sous le charme de Laura, 31 ans, sur un ferry pour la Sardaigne. Le sportif, ancien ouvrier et militaire revenu à la vie civile, et la militante des droits de l'homme employée dans le commerce électronique faisaient la nique à tous les déterminismes. Du coup de foudre en 2014 à 2017, le couple filait le parfait amour. Au point de vouloir se marier et vivre ensemble.

Et voilà qu'à six mois des noces, Laura découvre des photos et des documents compromettants dans les affaires de son futur époux. Vingt ans plus tôt, Andrea a en effet frayed avec l'extrême droite et été accusé d'avoir passé à tabac deux jeunes homosexuels avec ses camarades de jeu. Dénoncé, puis innocenté par la police, le jeune homme avait tourné la page. Révulsée par ces révélations, Laura s'est alors résolue à ne plus épouser son promis, le laissant néanmoins casser sa tirelire pour louer le restaurant de la noce et préparer le domicile conjugal.

À dix jours du mariage, elle annonce son refus de convoier en lui balançant son passé extrémiste au visage. Andrea tente désespérément de la reconquérir, clame ne jamais avoir fait de mal à une mouche et ne plus se reconnaître dans l'excité qu'il était. Las, la cérémonie est annulée. Dépitée, l'éconduit n'a plus qu'une solution légale pour noyer son chagrin : porter plainte et espérer récupérer une partie de son pécule en invoquant une rupture tardive d'engagement. Le 29 mai dernier, le tribunal de Bologne a ainsi condamné Laura à lui verser 30 000 euros pour réparation du préjudice subi. On savait grâce à Frédéric Beigbeder que l'amour durait trois ans. On connaît désormais son coût : 30 000 euros. •

Inrocks around the bunker

Par Nora Bussigny

Les Inrocks ont tranché : internet doit penser clair et marcher droit ! N'écouter que son courage, début juin, dans une grande enquête au ton indigné, l'hebdo de la gauche culturelle a révélé l'existence d'une communauté virtuelle de 22 000 réacs osant prendre en dérision « des militant-es pour des causes progressistes comme le féminisme, l'antiracisme, ou encore les droits LGBTQI ». Sur Facebook, le groupe « Neurchi de Social justice warriors » (traduisez littéralement : « chineurs de justiciers du Net ») brocarde en effet les lubies post-modernes comme l'écriture inclusive, la « non-mixité choisie » ou les hommes enceintes. Usant de tous les procédés à la mode (à commencer par les « mêmes », ces images détournées façon roman-photo), ces chineurs se sont attiré les foudres de militants diversitaires peu amateurs de second degré. Ces belles âmes ont transmis aux Inrocks une anthologie des commentaires glanés sur le groupe Facebook incriminé : « enculé de chauve », « bougnoule infiltré », « niakoué », « ta gueule la grosse », « baise ta mère salope »... Les mêmes précisent que l'écrasante majorité de ce sous-groupe droitard serait masculine et blanche, ce que réfute leur porte-parole Adam : « Rien qu'au sein de l'équipe de modération, sur huit, un-e est non binaire et polyamoureuse, un homosexuel, et moi je suis juif. » Il s'y trouverait même des esprits progressistes tellement las des excès de leur propre camp qu'ils préfèrent se payer une bonne tranche de rire plutôt que de prêcher la bonne parole. Voilà bien trop de mauvais esprit au goût de certaines féministes ! Après la publication de l'enquête des Inrocks, les plus zélées ont enjoint leurs ouailles de signaler le groupe Facebook pour « discours haineux ». Résultat : il n'a pas fallu longtemps aux équipes du réseau social pour fermer définitivement le groupe privé. La morale de cette histoire, c'est que la Toile n'a pas besoin de la loi Avia pour censurer les déviants. •



Vendons la France au poids !

Par François-Xavier Ajavon



Le temps est peut-être venu de vendre la France au poids. L'option est à considérer pour un pays ployant lourdement sous des siècles d'histoire. Comme le temps est au déboulonnage des statues et que les grandes figures de notre passé ne valent plus bédard aux yeux de beaucoup de nos contemporains, il y a peut-être un coup économique à jouer, d'autant que les cours du bronze et du cuivre sont à leur plus haut. Cinq tonnes de Colbert en bronze peuvent vous payer une maison de campagne dans le Lubéron. Douze tonnes du général Lyautey dans un alliage métallique avantageux, et c'est la fortune ! À moins qu'elles soient refondues en monuments à la gloire de Yannick Noah, Assa Traoré ou Omar Sy... Pour sauver le pays de la crise post-Covid, nous pouvons aussi vendre à l'étranger les plus grands chefs-d'œuvre de notre patrimoine ! C'est du moins ce que défend sans rire un start-uppeur débridé dans une tribune intitulée « Et si on vendait la Joconde pour aider le secteur de la culture ? » Sur le site du journal *Usbek & Rica*, Stéphane Distinguin propose de céder le chef-d'œuvre au marché international de l'art. Rassurons-nous : même vendue, *La Joconde* pourrait conserver son ombre fantomatique grâce à la « blockchain » et aux outils de la « cryptomonnaie » : « On pourrait envisager de "tokeniser" *La Joconde*, il s'agirait alors de créer une représentation numérique d'un actif sur une blockchain. Encore plus schématiquement, ce serait un peu comme créer une monnaie dont le sous-jacent serait notre tableau afin d'en permettre la gestion et l'échange de pair-à-pair, de façon instantanée et sécurisée. » Le caractère incompréhensible de ces paroles en accroît le charme. Traduisons : pour le chantre de la nouvelle économie, vendre *Mona Lisa* serait une opportunité commerciale et culturelle : « Permettre au Louvre et à tant d'autres institutions de montrer leurs œuvres au plus grand nombre en générant des excédents, c'est moins prendre un risque qu'être à la hauteur de l'époque. » Pas de doute, il est de son temps. •

Obsédés asexuels

Par Sophie Bachat

Le sigle LGBT ne cesse de se rallonger au gré des caprices des minorités sexuelles. Jamais en retard d'un combat sociétal, le Canada y regroupe douze orientations sexuelles dont certaines paraissent pour le moins fantaisistes : LGBTTIQQ2SAAP ! Quésaco ? Le second T signifie « travesti.e ou transsexuel.le », le Q « questioning » (ceux qui n'ont pas encore décidé de leur orientation), 2S désignent les « *bi spirited* » (« bi spirituel »), c'est-à-dire tous ceux qui se sentent tantôt homme, tantôt femme dans la culture amérindienne... Gare à l'appropriation culturelle ! Et ce n'est pas fini : P regroupe les « pansexuel.e.s » et A les asexuels. Cette dernière tribu fait justement l'objet d'un long d'article d'Agnès Giard sur son excellent blog *Libé*, « Les 400 culs ». Au fond, qu'est-ce qu'un asexuel ? Loin de l'abstinent occasionnel ou du serial loser à la Jean-Claude Dusse, l'asexuel revendique ne pratiquer aucun sport horizontal. Dès 1980, le manuel des troubles mentaux américain *DSM* classait l'absence de désir sexuel parmi les pathologies. « *Dans notre société, une vie conjugale sans sexe est considérée comme insalubre et une relation sexuelle sans orgasmes comme malsaine voire suspecte* », y lisait-on. Rien d'étonnant à ce que les asexuels se disent discriminés en raison de leur état... Revers du jouir sans entraves de Mai 68, l'asexualité nous rappelle que l'Occident a troqué la morale religieuse contre une injonction au plaisir. Lorsque l'orgasme devient obligatoire et que des féministes confectionnent des clitoris en pâte à sel pour expliquer comment les faire jouir, on comprend que certains passent leur tour. •



Ces bronzes qu'on a coulés

Par Pierre Lamalattie



Plutôt que détruire des monuments, il vaudrait mieux en ériger de nouveaux et rééquilibrer le parc existant dans le sens de la sensibilité de notre temps. C'est, en substance, ce que dit à bon escient sur LCI, le 19 juin, la députée LREM Frédérique Dumas. Retenez ce nom : Dumas.

Notre patrimoine sculpté ressemble un peu à notre patrimoine de fromages : souvent, ça pue, mais on l'aime quand même. Il faut rappeler que les statues ont une double nature : hommage ou message (vieillissant parfois mal) et œuvre d'art embellissant l'espace public. Le premier aspect peut être fatal au second. Il faut donc, dans certaines périodes, protéger la statuaire des changements d'opinion. On aimerait toutefois pouvoir citer de temps en temps quelques monuments dédiés à des héros de couleur. Hélas, il y en a très peu et ce n'est pas un hasard. Le régime de Vichy livre aux Allemands environ la moitié des bronzes du domaine public. Consigne est donnée

de cibler prioritairement les Noirs, les féministes et les plus mauvaises têtes républicaines.

Une des fontes mémorables intervenues à Paris sous l'Occupation est celle de la statue du général Dumas, homonyme de la parlementaire évoquée plus haut. Fils d'une esclave noire de Saint-Domingue, il devient une des figures majeures des armées révolutionnaires. Son nom est gravé sur l'Arc de triomphe. On retient surtout qu'il défend les Alpes, fonde les chasseurs alpins et met en fuite les Autrichiens. Militaire avisé, efficace et économe de vies, c'est un homme de caractère et un ardent patriote. Bonaparte l'admire. Dumas se brouille cependant avec ce dernier en qui il voit poindre le dictateur. Il est aussi avec trois amis, futurs généraux d'empire, un combattant intrépide et parfois même un vrai casse-cou. Ce sont ces quatre-là qui inspirent à son écrivain de fils les personnages des Trois Mousquetaires.

La statue du général Dumas figurait avec celles de son fils (par Gustave Doré) et de son petit-fils, tous trois prénommés Alexandre, place des Trois-Dumas à Paris 17^e, aujourd'hui renommée place du Général-Catroux. On pourrait – on devrait – refondre et réimplanter cette statue à partir de l'original en plâtre, comme l'a fait, par exemple, la ville de Villers-Cotterêts touchée par une perte analogue. Au lieu de cela, la Mairie de Paris érige en 2010, à côté du socle laissé vide, une création contemporaine sommaire évoquant des fers d'esclave en format XXL. Cependant, depuis longtemps une association fondée par Claude Ribbe, écrivain d'origine guadeloupéenne et militant antiraciste (candidat sur la liste LREM aux municipales), demande qu'on réimplante cette glorieuse statue. Indiscutablement, ça aurait de la gueule ! •

LE DALTONIEN DU MOIS

« L'alliance rouge-brun commence à exister dans l'électorat français »

Roland Cayrol, politologue, LCI, 25.06.2020

MONDE DE MERDE !

Asseyez-vous en demi-cercle, les enfants. Ce mois-ci, pour les vacances, l'oncle Basile va vous raconter la merveilleuse histoire de George Abitbol, « l'homme le plus classe du monde ».

50 FILMS EN UN SEUL

L'événement culturel du moi, c'est la sortie du livre que j'attendais depuis vingt-sept ans : une édition critique de *La Classe américaine*, le premier *flim* de Michel Hazanavicius, dans la collection « Les Grands Classiques ». Un pastiche littéraire en forme d'hommage à la parodie cinématographique la plus classe du monde : que demande le peuple ?

À l'origine de ce chef-d'œuvre d'absurde, un heureux imbroglio. En 1993, pour fêter son 70^e anniversaire, la Warner avait ouvert son catalogue à Canal, dans l'espoir sans doute d'un documentaire promotionnel. Allez savoir par quelle ruse de la raison, le dossier s'est finalement retrouvé dans le bureau d'Hazanavicius et de feu son compère Dominique Mézerette, alors spécialistes ès-détournement en tous genres.

Les voilà donc à la tête de 50 films américains, de *La Tour infernale à Rio Bravo* en passant par *Autant en emporte le vent*, et même *Supercopter*. Que croyez-vous qu'ils en firent ? Un « grand détournement », évidemment, mixant le tout dans un seul long-métrage, selon un scénario inventé au fil des visionnages, et sur des dialogues originaux de « ouf malade », comme on dit là-bas.

Au vu du résultat, sans surprise, la Warner a rugi comme le lion de la MGM, et interdit toute forme de commercialisation de cette palinodie insultante. Mais grâce à ça le film va devenir introuvable, donc culte – et l'est resté même depuis qu'il est en accès gratuit sur YouTube. Des millions de vues, et plein de groupes de fans pour qui les répliques sont autant de mantras. Dès le début, un avertissement donne le ton :

**ATTENTION
CE FLIM N'EST PAS
UN FLIM SUR LE CYCLIMSE.
MERCI DE VOTRE COMPRÉHENSION.**

L'action, apprend-on carte à l'appui, se déroule « entre l'Australia et la South America, dans l'Océan South

Pacific, sur l'atoll de PomPom Galli ». Un petit paradis préservé où l'on côtoie, entre autres stars, Clark Gable et Lauren Bacall, James Stewart et Henry Fonda, Robert Mitchum et même Julien Lepers. Mais le héros, c'est George Abitbol (John Wayne, excellent comme toujours). Hélas ! Dès les premières minutes George, qui vient juste d'être élu « l'homme le plus classe du monde », meurt en disant : « *Monde de merde !* »

Aussitôt un quotidien de référence (le même que dans *Les Hommes du président*) met sur l'affaire ses deux pires limiers, Pétère et Stévène (Hoffman et Redford). Le patron du journal est décidé à percer le mystère de ce testament :

– « *Monde de merde* » ? C'est sûrement un nom. Si c'est une femme, je veux savoir quelle femme ; si c'est un cheval, je veux savoir dans quelle course ! »

HAZANAVICIUS, ENTRE HEGEL ET MARX

Au cours de leurs investigations, nos deux glands reporters vont rencontrer de nombreux témoins, qui pour la plupart ont « connu George quand [ils étaient] cowboys, au temps du Tégzas. »

Beaucoup partagent l'opinion d'Angie Dickinson : « *Il avait pas plus de classe que de beurre au cul !* » Mais à part ça, l'enquête piétine – jusqu'à la réapparition de George, bien vivant.

À partir de ce moment-là, le scénario devient moins crédible. Mais c'est que le temps presse ; il s'agit d'en venir à l'essentiel. (Attention, *spoiler*.) À la fin, Abitbol re-meurt en redisant « *Monde de merde !* »

À travers cette fin répétitive, qu'a voulu suggérer l'auteur ? Pour le comprendre, il faut se souvenir de la réponse de Marx à Hegel : « *Certes, les grands événements se répètent, mais la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce.* » Avec Hazanavicius, nouveau progrès dialectique : dans l'univers de PomPom Galli, la farce commence dès la première fois.

VIVRE ET PENSER COMME UN POMPOM GALLIEN

Dans ce monde-là comme ici, paraître et fausses fenêtres sont le cadre de la vie en société. Sauf qu'à PomPom Galli, c'est officiel. Du coup on relativise plein de trucs, et c'est bien agréable.

Quand je fais la connaissance de quelqu'un, je ne tarde jamais à lui parler de *La Classe américaine*. Connaît-il ce monde magique, et si oui, l'apprécie-t-il à sa juste valeur ? Et sinon, à titre de repêchage, que pense-t-il de *South Park* et de *Monty Python* ? Ainsi me fais-je d'emblée une assez bonne idée du rapport qualité-prix d'une conversation prolongée avec mon interlocuteur.

En vérité, je me sens PomPom Gallien de cœur. C'est là que je veux vivre, comme d'autres sur Tik Tok ou

BFM. L'important dans la vie, c'est de se fixer des buts. J'aime tout sur cet atoll, et d'abord l'idiome local. Très proche du français, cette langue est riche en expressions adaptées à toutes les situations. *La Classe américaine* est un recueil de citations géant où l'on n'a qu'à puiser en fonction de l'humeur et des circonstances.

EXEMPLES DE FORMULES POMPOM GALLIENNES UTILISABLES DANS LA VIE DE TOUS LES JOURS

– Pour détendre l'atmosphère :
« *C'est tout ce que ça te fait, quand je te dis qu'on va manger des chips ?* »

– Pour se débarrasser d'un importun (quatre niveaux) :

Niveau 1 : « *Tu n'es vraiment pas très sympa.* »

Niveau 2 : « *Je préfère m'en aller plutôt que d'entendre ça plutôt que d'être sourd.* »

Niveau 3 : « *Le train de tes injures roule sur les rails de mon indifférence.* »

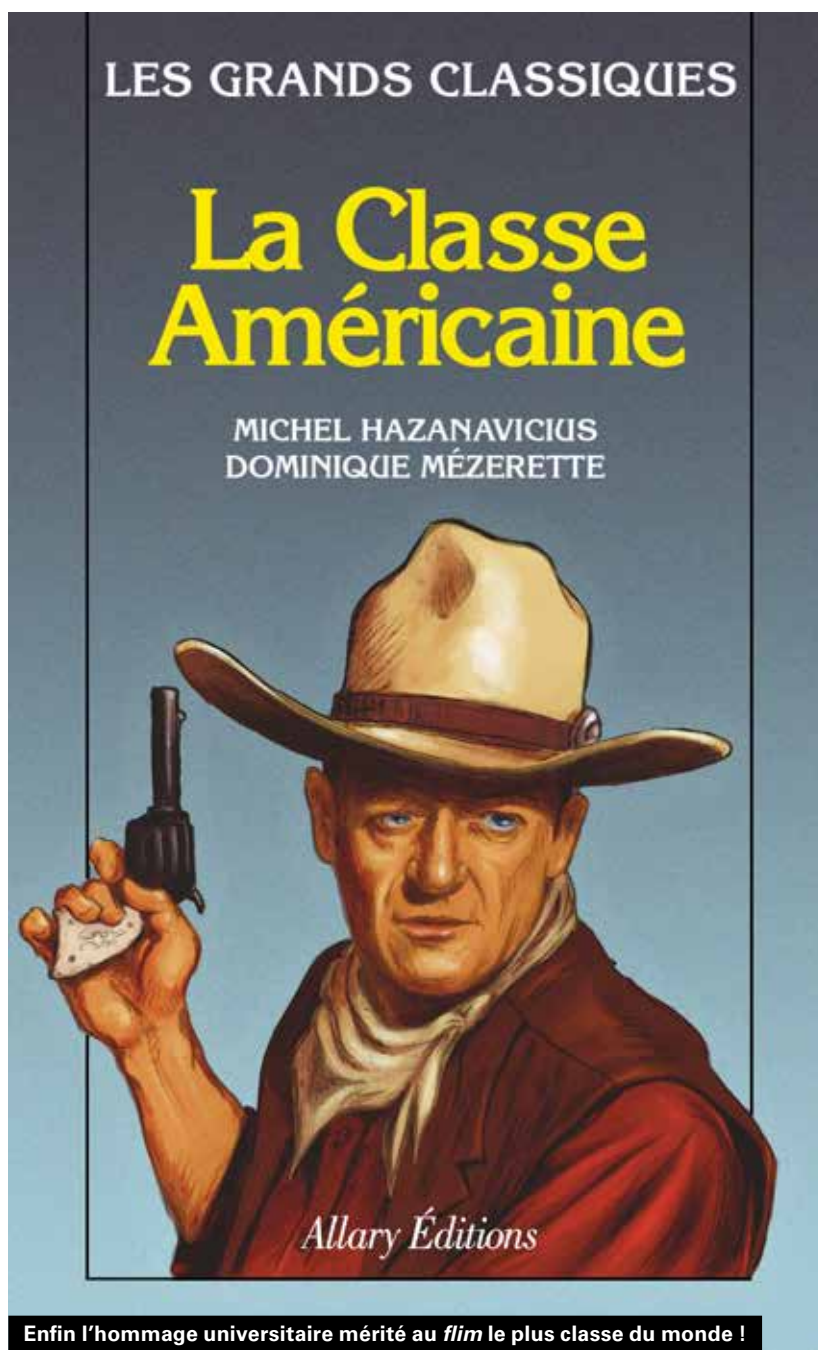
Niveau 4 : « *Considère qu'on est plus amis, Abitbol !* »

– Pour défendre les valeurs humanistes : « *Qu'est-ce que j'apprends ? On tient des propos intolérables, où y'a pas de tolérance ? Tu sais donc pas que c'est mal d'être raciste (...).* »

Le livre, qui paraît aux éditions Allary, rend à *La Classe* un hommage mérité en lui réservant le traitement dû aux Grands Classiques.

Outre le texte intégral, présenté comme un drame en cinq actes, le lecteur y trouvera un important appareil critique, comprenant même la « *Liste des flims pas utilisés* ».

Dans une introduction en forme de « *Notice littéraire et historique* », deux professeurs de lettres parodient à plaisir le jargon de leurs pairs. Ici, ils distinguent, dans la structure même de l'œuvre, « *un emprunt transparent à l'Œdipe-Roi de Sophocle* ». Là, ils consacrent quelque 10 000 signes au « *Langage, comme un moyen de dire les choses* ».



Imperturbable foutage de gueule universitaire, en écho à celui du flim. Sauf que *La Classe*, elle, donne volontiers dans la provoc « sociétale » : misogynie, racisme & antisémitisme réunis, avec un généreux nappage d'homophobie.

Hazanavicius est le premier à le dire : pas question de refaire un truc pareil aujourd'hui. On s'en doutait, mais qu'importe ! Avec *La Classe américaine*, le flim et désormais le livre, on tient l'essentiel : l'indispensable vade-mecum de survie dans ce « *monde de merde !* » •



LE SCANNER DE TARTUFFE

Par Peggy Sastre



Telle est prise qui croyait prendre. Selon les informations de Mediapart, la juriste et députée LREM Laetitia Avia serait accusée de propos racistes, homophobes et généralement violents par cinq de ses anciens assistants parlementaires. L'ironie est mordante, car Avia n'est autre que l'architecte de la loi contre les contenus haineux sur internet, adoptée le 13 mai à l'Assemblée nationale et heureusement lourdement retoquée au Conseil constitutionnel un gros mois plus tard. La commissaire générale de la police des mots en dirait donc des gros lorsqu'elle se croit à l'abri des coups de matraque qu'elle veut garantir à d'autres ?

À supposer que la réalité soit conforme à ce qu'en rapporte le *pure player* d'Edwy Plenel, nous sommes face à un cas clinique de tartufferie. On prêche l'inverse de ce qu'on fait. On réserve ses leçons à d'autres que soi-même. Ce qui est excessivement énervant, mais pas surprenant lorsqu'on sait à quoi peut servir notre cerveau : rouler des mécaniques pour rafler une plus grosse part du gâteau, quitte à manger la laine sur le dos de nos congénères. Comme la plupart de nos mécanismes cognitifs façonnés par des millions d'années d'évolution, cette stratégie n'est jamais aussi efficace que lorsqu'elle est inconsciente et sa fonction première est éminemment offensive.

L'un des spécialistes de cette « duperie de soi » est le biologiste Robert Trivers. En 1976, dans l'avant-propos qu'il signe pour l'édition originale du *Gène égoïste* de Richard Dawkins, il écrit : « Si [...] la duperie est fondamentale à la communication animale, alors il existe forcément une forte sélection pour la détection de la duperie qui, à son tour, a dû sélectionner une certaine disposition à la duperie de soi rendant certains faits et motivations inconscients afin de ne pas trahir – par les subtils signes de la connaissance de soi – la duperie ainsi pratiquée. » Un an plus tôt, son collègue Richard Alexander était un tantinet plus laconique : « La sélection a probablement empêché à la compréhension [des] motivations égoïstes d'être intégrée à la conscience humaine, voire d'être facilement acceptable. »

Le point de départ des deux scientifiques est le même : embabouiner sciemment son monde est extrêmement coûteux.

Premièrement, vous risquez de prendre cher si vous êtes démasqué. Que les personnes authentiquement vaccinées contre la réprobation sociale soient aujourd'hui si minoritaires dans notre espèce – si tous les sociopathes et les psychopathes du monde se donnaient la main, on arriverait à tout casser à 3 % de l'humanité – n'est pas un hasard en termes adaptatifs : il y a fort à parier que leurs ancêtres aient été salement éliminés du pool génétique, vu les punitions réservées aux tricheurs et aux traîtres de par le monde, les époques et les cultures. Mais qu'on les retrouve concentrés aux extrémités de la gaussienne sociale – dans les plus hautes sphères du pouvoir et dans les plus sombres bas-fonds – ne fait pas non plus tomber à la renverse. Pourquoi ? Parce que ce sont deux écosystèmes où leurs aptitudes sont les plus à même de s'exprimer, vu que le ratio bénéfices/risques de la manipulation d'autrui y est le plus optimal. Comme le dit Trivers dans *The Folly of Fools*, son riche ouvrage sur la duperie de soi paru en 2011, le pouvoir ne corrompt pas tant qu'il sélectionne les plus corrompus et les plus corruptibles. Ce qui vaut aussi, de manière sans doute plus intuitivement évidente, pour les criminels.

Deuxièmement, le mensonge est un processus mental énergivore. Il faut littéralement se creuser la tête pour inventer une histoire fausse

tout en sachant un chouia à quoi ressemble la vérité vraie – le mensonge doit être plausible et ne pas risquer de contredire des connaissances que peuvent posséder la personne ou le groupe que vous espérez berner. Et une fois la fabulation façonnée, il faudra vous en souvenir tout le temps et sur le bout des doigts ou sinon gare à vos fesses. Face à une telle « charge cognitive », tout ce qui peut l'alléger est bon à prendre. Le meilleur des régimes ? Faire tout simplement disparaître de notre conscience notre envie de tromper et napper le tout d'émotions qui aideront autant à notre persuasion qu'à celle des autres, victimes de nos bobards à notre esprit défendant.

« Nul ne ment autant qu'un homme indigné », disait Nietzsche. Un peu plus diplomate, Bertrand Russell nous invitait à nous méfier des émotions fortes et fortement aversives que nous pouvons ressentir lorsque nous croisons des opinions contredisant les nôtres, car elles témoignent peut-être de la fragilité de nos croyances que nous cherchons ainsi à fortifier en faisant le gros dos.

Laetitia Avia ne sera ni la première ni la dernière à tomber pour hypocrisie. Cette propension à juger plus durement autrui que soi-même pour une même infraction est ancrée dans notre nature. Son caractère « par défaut » a été mis en lumière par la psychologie sociale. Lorsqu'on demande à des individus de formuler un jugement moral tout en étant soumis à une lourde charge cognitive (par exemple, devoir se remémorer une suite de nombres), le biais d'auto-indulgence est aux abonnés absents. Quand notre cerveau turbine, nous sommes objectifs et le jugement est identique, que la transgression soit de notre fait ou pas. Ces recherches indiquent par ailleurs l'existence d'un mécanisme cognitif cherchant à formuler des évaluations universellement justes avant que nos « facultés supérieures » ne se mettent en branle pour nous peindre sous un jour plus favorable. Son intérêt n'est pas très difficile à saisir : posséder un tel module d'observation impartiale ouvre un boulevard à l'autodiscipline et nous permet, en cas de conflit, de savoir qui est réellement en faute. Mais que nous soyons objectifs ou subjectifs, le but est toujours le même : être en pole position dans la course aux « ressources sociales », si précieuses aux étranges singes que nous sommes. •

LA JUSTICE MISE À NU PAR SES MAGISTRATS, MÊME

Par Jean de Maillard

Doté de pouvoirs excessifs, opérant depuis sept ans en secret sous la férule d'une hiérarchie centralisée, le Parquet national financier vient de se saborder au terme de l'affaire Fillon.

Éliane Houlette, Paris, 23 janvier 2017. L'ex-procureure du Parquet national financier (PNF) a évoqué des « pressions » de sa hiérarchie dans l'enquête sur François Fillon.

La femme de César doit être insoupçonnable. Chacun sait pourtant que, dans leur orageuse union, l'État a toujours été le premier à jeter le doute sur les frasques, réelles ou supposées, de sa justice. Ombrageux et jaloux, il n'a jamais cependant voulu demander le divorce, ni même accepté de la laisser s'émanciper. Il s'est toujours assuré en revanche de la garder sous sa coupe, en lui rappelant ses stricts devoirs d'obéissance et de fidélité. Après avoir jeté sa gourme, à la fin du siècle précédent, dans quelques affaires de corruption, la justice a fini par comprendre ce qu'on attendait d'elle et a appris comment satisfaire quelques-uns de ses propres penchants, tout en servant de rabatteur à son seigneur et maître. C'est ainsi qu'au fil du temps, État et justice sont parvenus à trouver des accommodements qui les satisfaisaient tous les deux. L'opinion publique, témoin muet de leur lunatique relation, a pu d'ailleurs croire – c'était ce qu'on voulait qu'elle crût – que la justice était tranquillement rentrée au bercail.

Ces quelques lignes pourraient résumer toute l'évolution, depuis trente ans, de notre système judiciaire. Il est loin le temps où le garde des Sceaux affrétait un hélicoptère pour l'Himalaya en vue de récupérer un procureur en vacances et de sauver la République des initiatives d'un substitut trop zélé¹. Durant toutes ces années, on a pu faire, sans vagues, du juge d'instruction un mort-vivant, ce qui valait beaucoup mieux que d'en faire un martyr. Il n'y a pas eu besoin de lui enlever ses attributions et moins encore de le sacrifier. Il a suffi de donner tout simplement aux parquets, placés sous haute surveillance et qui n'ont de comptes à rendre qu'à leur hiérarchie, des pouvoirs qui concurrencent largement ceux de l'« homme le plus puissant de France ». Seuls quelques « accidents » judiciaires ont pu alors faire éclater encore, ici ou là, un scandale, comme l'affaire Cahuzac, qui allait montrer que le système n'était pas encore assez bien verrouillé. C'est dans ces conditions qu'est né en 2013 le Parquet national financier (PNF), chargé de centraliser les poursuites les plus sensibles qui seraient désormais suivies de près par une poignée de magistrats triés sur le volet. Le PNF a, depuis lors, bien rempli la mission qui lui était assignée. Doté de pouvoirs d'enquête qui valent largement ceux des juges d'instruction, mais sans être encombré par les droits de la défense, agissant – selon les besoins – tantôt dans l'ombre, tantôt en pleine lumière, il est parvenu à incarner la vertu financière ou, plutôt, il l'incarnait jusqu'à ces derniers jours, qui ont vu tomber le masque de la comédie.

Beaucoup en étaient restés à l'idée désuète que, lorsque le pouvoir politique s'intéresse à la justice, c'est pour l'empêcher de faire son travail et qu'il serait encore assez maladroit et grossier pour aller lui-même lui mettre des bâtons dans les roues cahotantes de la charrette judiciaire. Ce sont

en général les mêmes qui croyaient que le PNF était un instrument de moralisation de la vie publique. Comment auraient-ils imaginé qu'un organe centralisé entre les mains expertes de quelques hiérarques au sommet des honneurs judiciaires, nommés après des parcours professionnels sans faute, disposant de pouvoirs exorbitants, enquêtant en secret, dont les agents sont promis eux-mêmes à une brillante carrière et n'ont d'autres censeurs que leurs supérieurs hiérarchiques, puisse servir à autre chose qu'à faire triompher la justice et le droit ? Il est rare qu'en France un haut magistrat mette sur la place publique les petits arrangements de l'institution judiciaire avec l'idée de justice et c'est du jamais-vu que le chef d'un des plus grands parquets saborde tout seul son propre service. Pourquoi M^{me} Houlette a-t-elle vendu la mèche, venant se plaindre tout haut de ce qui fait le quotidien des parquets et qu'elle a vécu toute sa vie professionnelle durant ? Il y a trois manières d'analyser le naufrage d'une institution quand il est provoqué de l'intérieur. La première est de l'attribuer aux vices du système ; la seconde aux vices de ceux qui en ont la charge ; la troisième à la conjugaison des deux précédentes. Que le Parquet national financier soit une hérésie judiciaire, il n'y a que dans la patrie des droits de l'homme que la chose pouvait passer inaperçue, au nom d'une autorité républicaine qui sert à perpétuer les privilèges, au premier rang desquels l'impunité des grands. Mais cela n'est ni nouveau ni propre au PNF, et il faudrait, pour revenir à des mœurs plus saines, réviser tout le système qui fait du juge le simple auxiliaire du parquet et de celui-ci le majordome des puissants. Aucune famille politique ne le souhaite quand elle est au pouvoir ou qu'elle espère y revenir, ce ne sera donc sûrement pas une réforme mise au programme du « monde d'après ».

Que, par ailleurs, les hommes et les femmes qui ont la charge de la justice ne soient pas parfaits, cela peut chagrinier, mais ne devrait pas surprendre. La vraie question est donc de savoir pourquoi nos tribunaux, construits sur le modèle des casernes, se sont transformés en cour du roi Pétard, avec des généraux qui retournent leurs canons contre les murs qui les protègent. L'arbre du PNF cache peut-être une forêt moins bucolique qu'on ne le croit, mais pour s'en assurer, il faudrait y pénétrer. Et personne, aujourd'hui, n'en prendrait le risque. Ceux qui aiment voir le verre à moitié plein ou qui sont les moins avertis de la chose judiciaire pourront se réjouir de voir, en tout cas, grâce aux aveux publics de M^{me} Houlette, que le Code pénal et le Code de procédure pénale, judicieusement utilisés, peuvent servir *en même temps* à défendre la vertu républicaine et à faire pencher la balance électorale dans la bonne direction. Et tout cela pour bien moins cher que l'envoi d'un hélicoptère au fin fond du Tibet. •

1. En novembre 1996, tandis que le procureur d'Évry, Laurent Davenas, est en vacances dans l'Himalaya, un magistrat de son parquet, Hubert Dujardin, décide d'ouvrir une information judiciaire visant Xavier Tiberi. Il reproche à cette dernière d'avoir été rémunérée 200 000 francs pour la rédaction d'un rapport bidon par le conseil général de l'Essonne. Affolé, le garde des Sceaux, Jacques Toubon, envoie un hélicoptère pour tenter de trouver Laurent Davenas, afin qu'il empêche son vice-procureur de saisir un juge d'instruction. Prudent, L. Davenas feindra de ne pas avoir été informé des recherches dont il était l'objet.

Jean de Maillard est ancien magistrat et essayiste. Son dernier livre *L'Arnaque : la finance au-dessus des lois et des règles* (Gallimard, 2010).

JÉRÔME SAINTE-MARIE

« IL N'Y A PAS DE TOURNANT SOUVERAINISTE CHEZ EMMANUEL MACRON »

Propos recueillis par Daoud Bougezala



Politologue et sondeur, Jérôme Sainte-Marie dirige Pollingvox, une société d'études et de conseil spécialisée dans les enjeux d'opinion. Dernier livre paru : *Bloc contre Bloc* (Le Cerf, 2019).

Après les municipales, le politologue et sondeur Jérôme Sainte-Marie observe l'affaiblissement de l'échelon communal. Dans un contexte d'abstention massive, les succès des Verts et de la gauche dans les grandes villes doivent être relativisés.

Causeur. Que reprenez-vous des résultats des élections municipales ?

Jérôme Sainte-Marie. La principale leçon est l'affaiblissement d'un véritable pilier de la République : le scrutin municipal. Avec 58 %, l'abstention massive du second tour n'est pas réductible au Covid-19. Autrefois, on parlait de la République au village, car ce sont dans ces 36 000 communes que s'est enraciné notre régime. En février, plus de six Français sur dix exprimaient leur confiance dans leur maire et dans leur conseil municipal. C'est exceptionnel par rapport au reste des institutions. On se retrouve pourtant aujourd'hui dans une situation assimilable à celle des élections législatives de 2017. Il y avait également eu 58 % d'abstention au second tour, tant et si bien que la majorité des sièges de l'Assemblée nationale, pour La République en marche, reposait sur 15 % des inscrits. Une partie des problèmes du quinquennat vient de là.

Cette crise de légitimité manifeste-t-elle un malaise beaucoup plus profond qu'une simple grogne contre le régime d'Emmanuel Macron ?

C'est une nouvelle illustration de la crise démocratique. Le monde municipal est resté relativement stable avec des mairies de droite et des mairies de gauche. Simplement, les mairies de gauche sont plus dominées par les écologistes qu'auparavant. Pourquoi ? Les Français redoutent une catastrophe économique, une perte d'emploi, une perte de pouvoir d'achat et une dislocation de notre système social, voire de notre État. Or, l'échelon municipal a peu de prérogatives en la matière. En revanche, il en a une pour une autre préoccupation des Français, certes secondaire, mais réelle : l'environnement.

D'où une vague de victoires écologistes à Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Tours, Marseille...

Relativisons-la. Les médias raisonnent sur un second tour ayant lieu essentiellement dans les villes moyennes ou grandes. Le succès vert se fait sur une base très minoritaire, dans le cadre des villes, des métropoles et des villes-centres décrites par Christophe Guilluy. Ce n'est plus du tout la même sociologie que le reste de la France. Au second tour des municipales, seul un tiers des Français était appelé aux urnes. Et sur ce tiers, une part énorme n'est pas allée voter. Enfin, dans la plupart des cas, les candidats verts étaient têtes de liste d'une couleur beaucoup plus chatoyante. Le cas emblématique est celui de Marseille, où Michèle Rubirola a été choisie parce que, compatible avec tous, elle empêchait un blocage : les socialistes voulaient être tête de liste, la France insoumise aussi. Et les Marseillais ont voté pour elle, ou plutôt pour ses listes marquées à gauche, parce qu'elle était porteuse de beaucoup d'autres demandes sociales que l'environnement.

Vers la fin du confinement, Jérôme Fourquet diagnostiquait une certaine radicalisation de l'électorat. Pourquoi ce sentiment ne s'est-il pas manifesté dans les mairies ?

Les choses ne se passent plus via le vote, mais des mouvements de rue comme celui qu'on connaîtra peut-être demain avec les soignants. D'autant que la formation la plus opposée dans les sondages au macronisme, le RN, était doublement exclue de ce scrutin. D'abord, les électeurs du Rassemblement national habitent essentiellement les petites villes. Jérôme Fourquet a d'ailleurs montré qu'aux européennes, Jordan Bardella atteignait 28 % dans les communes de moins de 3 500 habitants contre seulement 14 % dans les communes de 100 000 habitants. Plus la taille de la ville augmente, plus son score baisse. Souvent, il n'y a pas beaucoup de listes Rassemblement national, tant il est difficile de s'afficher avec cette étiquette dans une petite ville. La France insoumise joue également de moins en moins ce rôle de radicalité et se livre désormais à des jeux d'appareil avec une espèce de gauche reconstituée.

C'est-à-dire ?

La France insoumise a tenté une forme de populisme de

gauche, mais a refusé toute forme d'alliance ou de report de voix avec l'autre populisme qu'est le RN. Du « populisme de gauche », il ne reste donc plus que le mot « gauche ». Dans le dernier sondage présidentiel de l'IFOP pour Sud Radio qui donne Macron-Le Pen à 55 %-45 %, la gauche est à 25 % toutes formations confondues, de l'extrême gauche jusqu'à l'électorat Jadot. Dans ce cadre, les Verts incarnent la tentative de retrouver l'époque où les partis politiques étaient ceux de la classe moyenne, de la petite bourgeoisie. C'est une façon d'échapper au conflit de classes caractérisant le quinquennat d'Emmanuel Macron.

Autrement dit, le vote EELV s'aggrave au « bloc bourgeois » que vous opposez au « bloc populaire » ?

Non. Entre ces deux blocs qui polarisent les classes sociales, il y a toujours eu beaucoup de monde. Un Français sur deux cherche des solutions moyennes comme le vote vert, contestataire mais pas trop. D'ailleurs, l'écologisme peut constituer l'accompagnement idéal pour les transformations capitalistes, portant les idéaux du sans-frontiérisme, de l'individualisme et du mondialisme. La croissance et le capitalisme verts permettent de reconstituer des marges et de lancer une forme de keynésianisme écolo.

Mais tout le monde adopte désormais ce discours social. Avec la crise, Emmanuel Macron a changé de politique en nationalisant les salaires, réhabilitant la souveraineté et la relocalisation de l'industrie. Le populisme souverainiste perd-il une partie de sa rente ou en sort-il renforcé ?

Il n'y a pas de tournant souverainiste chez Emmanuel Macron, mais quelques concessions verbales qui ne satisfont que Jean-Pierre Chevènement, si j'ose dire. Quand on parle d'indépendance nationale et européenne dans la même phrase, il y a une contradiction. Et le recours à de l'argent public pour surmonter la crise correspond à ce qui avait été fait lorsqu'il fallait sauver le système bancaire en 2008. Bref, rien de très nouveau sous le soleil : on sauve un système grâce à de l'argent public, ce qui a comme effet d'accroître l'endettement et de restreindre encore davantage la souveraineté nationale.

N'est-ce pas une sorte de 1983 à l'envers ?

Pas du tout. Le gouvernement dépense de l'argent public de manière transitoire, mais cela ne modifie en rien sa volonté de réformes structurelles, en matière de Code du travail ou de périmètre de la propriété publique. Rappelons que Macron a été élu pour « libérer les énergies » et réduire la part du public dans l'économie. Il ne peut renoncer à ces réformes, sinon il perdrait une partie de son électorat qui partirait vers plus libéral que lui. Au niveau de la souveraineté nationale, je ne vois pas du tout Emmanuel Macron revenir sur ses vues europhiles, pour ne pas dire européistes, comme en témoigne l'idée d'un emprunt commun, portée avec l'Allemagne. •

FERMER LES FRONTIÈRES ? PLUTÔT MOURIR...

Par Erwan Seznec

Dans la lutte contre le Covid-19, la France a perdu un temps précieux avant de rétablir des contrôles aux frontières, comme le préconisait l'OMS dès le 16 février. Quand la désinvolture rejoint l'idéologie, les citoyens trinquent.

Il faudrait « éviter la circulation des gens qui viennent des endroits qui sont des foyers d'épidémie ». Le 26 février 2020, Marine Le Pen émet ce qu'il faut bien appeler un truisme lors de la matinale de France Inter. Elle propose ce que la France fera trois semaines plus tard : restaurer des contrôles aux frontières. « L'OMS n'a jamais recommandé de fermer les frontières », rétorque le jour même l'épidémiologiste Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale de l'université de Genève, dans *Ouest France*. Le faire reviendrait à « enfreindre les recommandations internationales ». Restreindre la libre circulation des personnes pour freiner le Covid est « une fausse bonne idée », tranche LCI le 13 mars 2020, trois jours avant que la mesure entre en œuvre. C'est un « faux remède », « nationaliste et xénophobe », persiste à penser *Le Monde* du 10 avril. Le 29 avril, c'est l'apothéose. Le quotidien *Les Échos* tient la preuve scientifique que les contrôles aux frontières sont inutiles, pour ne pas dire stupides. Selon une étude française, « l'épidémie ne serait pas venue directement de Chine ou d'Italie ». Le virus circulait déjà chez nous à bas bruit quand il est apparu au grand jour.

Le problème est que, selon les auteurs de l'étude, *Les Échos* l'ont interprétée de travers (voir encadré). Quant à Flahault, il joue sur les mots. Fin février, au moment où

il s'exprime, l'OMS n'a certes pas préconisé la fermeture totale, qui n'existe nulle part, même en Corée du Nord, mais elle a demandé aux États d'instaurer des contrôles sanitaires stricts à tous les points d'entrée sur leur territoire, avec détection et mise à l'isolement des malades potentiels ! Ces recommandations datent du 16 février. Elles sont toujours disponibles sur le site de l'OMS¹. Pendant un mois, la France n'a donc tenu absolument aucun compte de ces neuf pages de conseils de bon sens. Par désinvolture, sous-estimation du problème et manque de moyens, le tout pimenté d'une bonne dose d'idéologie – Donald Trump et Marine Le Pen étaient pour, il fallait donc être contre –, la restauration temporaire des contrôles aux frontières est devenue la décision à ne surtout pas prendre face au Covid. Jusqu'à ce que l'Allemagne la prenne le 16 mars, suivie par la France le lendemain, ainsi que par l'UE pour ses frontières extérieures. Cela ne posait aucun problème juridique, les traités européens prévoyant depuis les origines des exceptions à la libre circulation pour raisons sanitaires. À cette date, près de 70 pays, dont la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis, avaient déjà renforcé sans états d'âme les barrières à l'entrée sur leur territoire. Les deux premiers pays ont enregistré proportionnellement 30 à 40 fois moins de morts du Covid que le troisième, ce qui suggère que contrôler les arrivées ne suffisait pas. Il fallait aussi le faire tôt.

Trois à quatre semaines de perdues

En France, non seulement les autorités ont perdu du temps, mais elles le savaient. Pendant la dernière semaine de février et les deux premières semaines de mars, il y a eu une valse-hésitation consternante. Audrey (prénom changé) travaille dans une école de commerce de Bretagne. Une étudiante devait arriver d'Italie du Nord début mars, raconte-t-elle. « L'agence régionale de santé nous a demandé de la placer en quarantaine, au motif qu'elle venait d'une zone à risque. Cette jeune fille avait voyagé de Milan à Paris en avion, avec des dizaines d'autres passagers, puis en train. À aucun moment elle n'avait été contrôlée. L'ARS nous demandait en défini-

« Le Règlement sanitaire international n'a pas échoué, il n'a pas été appliqué »

Entretien avec Hélène De Pooter, maître de conférences en droit public, université de Franche-Comté.

Propos recueillis par Erwan Sez nec

Causeur. Votre thèse¹, soutenue en 2013, commence par une description prémonitoire de la pandémie de Covid : un voyageur contracte un virus à l'étranger, asymptomatique à son retour, il le transmet autour de lui. L'épidémie se propage à toute vitesse, les hôpitaux sont débordés, il faut fermer les écoles et interdire les rassemblements.

Hélène De Pooter. Les spécialistes des maladies infectieuses n'ont pas été surpris par l'émergence de cette nouvelle maladie et sa propagation. Dès 1995, les États ont réfléchi à un texte destiné à appréhender une telle situation. L'épidémie de SRAS de 2002-2003 a accéléré les discussions. Le nouveau Règlement sanitaire international (RSI), adopté en 2005, est entré en vigueur en 2007 dans 196 pays, dont la France. C'est un succès, car le texte est ambitieux. Les États y acceptent des obligations importantes en matière de surveillance et de notification des maladies infectieuses.

Il n'a pourtant pas empêché la pandémie.

Un texte en soi ne peut rien empêcher. C'est son application qu'il faut apprécier. Or, le RSI n'a pas été correctement appliqué, en particulier par la Chine. À mon avis, le texte garde toute sa pertinence. Le renégocier pour l'améliorer serait risqué, car il y a

peu de chances de retrouver le consensus de 2005, dans le contexte international actuel. Par ailleurs, plusieurs reproches adressés actuellement à l'Organisation mondiale de la santé sont à nuancer.

En effet, l'OMS appelle à la détection des cas de Covid dès le 17 janvier. Par la suite, elle actualise ses directives toutes les semaines. Le 16 février, elle demande des contrôles aux frontières, en invoquant le RSI.

Certains États ou territoires comme Taïwan ou la Thaïlande avaient anticipé ces directives en appliquant des mesures de dépistage des voyageurs dès le début du mois de janvier. Mais la plupart n'ont appliqué des mesures sanitaires que tardivement, ce qui n'est pas une surprise. Les mesures de protection de la santé publique apparaissent souvent comme des entraves à la liberté des échanges internationaux.

Le Règlement sanitaire est « contraignant », selon le site du ministère français de la Santé. Est-ce à dire que la France a manqué à ses obligations en ne suivant pas les directives de l'OMS ?

Il faut distinguer deux choses. Le RSI en lui-même est un texte juridiquement contraignant. Mais lorsqu'il autorise le directeur général de l'organisation à adopter des « recommandations », celles-ci n'ont pas de caractère obligatoire, comme d'ailleurs toutes les recommandations émises par l'OMS, qu'elles soient ou non adoptées sur le fondement du RSI. Cependant, un juge national quelque peu audacieux pourrait estimer qu'un État qui a négligé ces recommandations a commis une faute susceptible d'engager sa responsabilité. •

1. *Le Droit international face aux pandémies : vers un système de sécurité sanitaire collective ?*, Pedone, 2015.

tive d'assurer le travail qui n'avait pas été fait aux frontières. » 15 000 voyageurs en provenance d'Italie arrivaient alors chaque jour en France.

Au même moment, la situation était encore plus extravagante en Haute-Savoie. Un premier cas de Covid est repéré à La Balme-de-Sillingy (5 000 habitants) le 24 février. Un résident de la commune âgé d'une soixantaine d'années, qui se rendait souvent en Lombardie pour son travail, est testé positif au Covid. L'ARS se lance à la recherche des cas contacts, c'est-à-dire les personnes ayant croisé ce premier patient. On ne peut donc pas l'accuser de prendre le Covid à la légère. Le village est confiné le 2 mars, deux semaines avant le reste du pays.

Pourtant, la frontière va rester ouverte, alors que les autorités tiennent la preuve que le Covid vient d'Italie. Dès le 27 février, lors d'une conférence en ligne, le docteur Pierre Poles, responsable du centre 15 de Haute-Savoie, l'explique clairement : « Il y a un vrai foyer lié au coronavirus en Italie et on est tout près de l'Italie. Il y a énormément de Haut-Savoyards qui vont en Italie. » Le 15 reçoit des appels de gens « qui sont malades et qui reviennent d'une zone à risque, en Lombardie ou Vénétie ».

Le 2 mars, toujours, le préfet de Haute-Savoie et le directeur de l'ARS tiennent une conférence de presse déconcertante. Le préfet martèle que la fermeture du tunnel du Mont-Blanc serait une mesure « inopérante, inef- →



Un policier français surveille les chemins pédestres sur les hauteurs de Menton, près de la frontière italienne, 27 avril 2020.

ficace ». Il annonce pourtant des équipements de protection (masque, gants, etc.) pour les équipes de la police aux frontières qui auraient à contrôler des cars transportant des passagers en provenance des zones touchées par le virus en Italie ! S'il faut protéger les policiers de ces cars, pourquoi les laisser entrer ? Il va de soi que les policiers n'ont pas les moyens de procéder à des tests et qu'ils ne pourront pas trier les entrants. Par ailleurs, ils ne sont pas assez nombreux. Ils vont donc recevoir des renforts. « Des porteurs sains potentiels qui sont repartis ensuite dans la région » au risque de diffuser le virus, relève avec bon sens David Albert, membre de la brigade de nuit, du syndicat Alternatives Police CFDT. Les équipements de sécurité annoncés par le préfet sont arrivés tard et en faible quantité, accompagnés en prime de « la consigne de ne pas les utiliser, sans qu'on sache pourquoi », pointe le policier. Le comble, c'est que, fin janvier, la France avait affirmé à la Commission européenne qu'elle ne manquait de rien dans ce domaine ! « Les États n'ont pas indiqué de besoin ou souhaité de renfort pour leur stock d'équipement de protection individuelle. La Commission a demandé aux États de l'indiquer, si cela changeait », écrit le comité de sécurité sanitaire de la Commission le 27 janvier.

Les guerres éclatent quand les diplomates mentent aux journalistes, puis se mettent à croire ce que racontent les journaux, disait le satiriste Karl Kraus. Dans la crise du Covid, les politiques ont alimenté les éditorialistes en éléments de langage sur l'absurdité des contrôles aux frontières, tout simplement parce que la France n'avait pas les moyens de les restaurer. Puis, pendant trois ou quatre semaines absolument cruciales pour la propagation du virus, ils ont fini par croire que ces contrôles étaient réellement superflus. Jusqu'à ce que s'impose l'évidence, rappelée le 25 mai sur Euronews : « Faire de l'abolition des contrôles fixes aux frontières une espèce de tabou totalement intouchable n'a aucun sens, ça ne résiste pas à la réalité. » Ces propos de bon sens n'émanaient pas de Marine Le Pen, mais de Jean Quatremer, pilier des correspondants de presse à Bruxelles, fort peu suspect de penchant souverainiste. •

1. « Prise en charge des voyageurs malades aux points d'entrée dans le contexte de la flambée de Covid-19 : lignes directrices provisoires », OMS, 16 février 2020.

L'étude scientifique qui démontrait l'inutilité de fermer les frontières

Le 29 avril, *Les Échos* présente une étude scientifique sous un titre troublant : « Coronavirus : en France, l'épidémie ne serait pas venue directement de Chine ou d'Italie ». Une équipe de l'Institut Pasteur emmenée par Étienne Simon-Lorière a mis en évidence que « le Covid circulant en France n'est pas de même nature (clade) que le Covid italien ou chinois ». Il circulait à bas bruit depuis janvier. « Fermer les frontières n'aurait donc servi à rien », conclut *Les Échos*. Et le très sérieux quotidien économique d'insister : le patient zéro du Covid en France serait « un cas sans historique de voyage et n'ayant été en contact avec aucune personne revenant de l'étranger ». Le Covid est-il tombé du ciel ou sorti de la mine ? *Les Échos* ne le précise pas, mais insiste sur une autre conclusion des chercheurs. Les mesures de confinement « ont été particulièrement efficaces. [...] Les analyses phylogénétiques montrent qu'il y a eu peu de transmission locale, ce qui veut dire que les restrictions de circulation ont empêché la propagation localement ». Fermer les frontières, non. Interdire les sorties, oui.

Hélas, dès le lendemain, 30 avril, dans *Marianne*, le Pr Simon-Lorière se dit « très étonné qu'un quotidien ait titré que la principale souche du virus

présente en France était liée à un groupe génétique qui n'avait aucun lien avec la Chine et l'Italie. Aujourd'hui, on ne peut pas l'affirmer. » Dans *Le Parisien*, deux jours plus tard, il va plus loin : « Ces deux pays ne sont pas exclus. Ils sont même très très en haut dans la liste » dans la provenance des cas de Covid de France.

L'étude sur laquelle le quotidien économique s'est emballé est une publication en pré-print (sans comité de lecture) parue dans *BioRxiv*. Elle porte sur 97 cas seulement, à partir de prélèvements faits entre le 24 janvier et le 24 mars dans la partie nord-est de la France, donc sans la Haute-Savoie. L'équipe qui l'a réalisée est très prudente dans ses conclusions. Elle a publié ses résultats provisoires compte tenu de l'urgence. Le premier média à avoir repéré ces travaux a été le *South China Morning Post*. Ce quotidien chinois en a fait un compte rendu enthousiaste, ce qui se comprend. Lue avec un peu de chauvinisme, l'étude tendait à dédouaner la Chine comme source de contamination. Repris par les agences, le papier allait tout à fait dans le sens de ce qu'un quotidien de cadres supérieurs souvent en déplacement avait envie d'écrire. À l'heure actuelle, le processus de diffusion du Covid n'est pas encore parfaitement décrit, mais plus personne ne doute sérieusement qu'il soit arrivé en France par la Chine et l'Italie. •

DIDIER MAÏSTO **« NOUS SOMMES DANS UNE SEQUENCE PRÉREVOLUTIONNAIRE »**

Propos recueillis par Élisabeth Lévy



Didier Maïsto.

Ancien militant RPR, le PDG de Sud Radio Didier Maïsto revendique sa fibre populaire. Ce soutien inconditionnel des Gilets jaunes dénonce la trahison des élites politico-médiatiques. Chroniqueuse sur son antenne, Elisabeth Lévy lui apporte la contradiction.

Causeur. Je dois préciser que vous êtes mon employeur puisque j'officie sur Sud Radio, la station dont vous êtes PDG. Votre livre tient de l'autobiographie, de la profession de foi politique et de l'investigation, car vous y relatez notamment le scandale de la chaîne Numéro 23¹. Pour un « passager clandestin », vous n'avez pas mal réussi.

Didier Maïsto. Je suis entré par effraction dans un certain nombre de milieux. Dans ma famille, c'était déjà compliqué. Mes parents étaient divorcés, et j'ai vécu avec mes grands-parents. Je n'ai certes pas manqué d'amour, mais j'ai dû devenir autonome très vite. À 18 ans, j'étais en hypokhâgne à Toulon, mais j'avais un peu le démon de l'aventure, je suis parti sillonner les routes d'Europe pour des courses de moto avec un cousin. Ensuite j'ai repris des études de droit et de lettres. Et j'ai intégré la rédaction du *Figaro Magazine*.

Et vous vous êtes retrouvé au RPR...

Si, trente ans avant les Gilets jaunes, j'ai rejoint le RPR, c'était par admiration pour les idées sociales et souverainistes de Philippe Séguin. Étant le fruit d'une immigration italienne complètement assimilée qui a pu prendre l'ascenseur social, je suis attaché à la nation française. J'adore la France avec ses excès, ses manques, ses frustrations, ses affrontements spectaculaires. J'ai travaillé pour quatre députés, avec des ministres, des hauts fonctionnaires, créé le Club du 4 novembre pour soutenir la candidature de Jacques Chirac, alors que toute la classe politique et les médias étaient sous le charme d'Édouard Balladur. Comme ils le seront sous celui d'Emmanuel Macron en 2017...

L'élection de Chirac a été un vaste malentendu, pour ne pas dire une arnaque...

Sans doute : on avait fait campagne sur la fracture sociale, la France pour tous, bref les idées de Séguin, et on s'est retrouvé avec Juppé à Matignon !

Tout ce que vous avez vu dans le monde politique vous indigne, des accointances libyennes de Patrick Ollier aux réseaux d'intérêts sur le mode « passe-moi la

rhubarbe, je te file le séné ». Ce n'est pas très nouveau dans les collectivités humaines.

Que des individus ou des groupes humains perdent de vue l'intérêt général, tant qu'ils ne sont pas financés par l'argent public, et tant qu'ils prennent leurs responsabilités dans leurs entreprises ou clubs sportifs, même si c'est contestable sur le plan moral, ça reste leur affaire. La politique, c'est autre chose... À l'issue des années Mitterrand (une autre belle arnaque !), l'opposition prétendait incarner une volonté populaire. J'étais tout jeune, ma déception a donc été à la mesure de mes attentes. J'ai compris que le pire endroit pour faire avancer des idées, c'était un parti politique !

Tout de même, vous avez bien dû rencontrer des gens intègres, soucieux de respecter leurs promesses ?

J'ai rencontré des gens intègres, qui respectaient leurs promesses... jusqu'à un certain point. Mais vous devez suivre la ligne du parti. Sinon, vous êtes broyé. D'abord parce que les investitures sont données par les partis politiques. Ensuite parce que la V^e République n'est pas du tout une démocratie parlementaire, mais une monarchie républicaine...

Peut-être, mais elle a la faveur des Français...

En êtes-vous sûre ? Aujourd'hui, nous assistons à un mouvement mondial de protestation des citoyens – désigné comme populiste –, qui exprime surtout une demande forte de participation à la vie publique. Seulement, la politique est devenue un métier et même le métier de ceux qui n'en ont pas ! Et quand vous êtes payé, forcément vous n'allez pas scier la branche sur laquelle vous êtes assis...

Ce n'est pas dans la politique que l'on fait fortune de nos jours !

Je ne suis pas inspecteur des impôts, mais dès qu'on s'intéresse au sujet, on découvre des patrimoines immobiliers sans commune mesure avec l'argent déclaré !

Vous évoquez une corruption endémique et généralisée. À supposer que cela ait existé à ce point, il n'est pas sûr que cela perdure, alors qu'on se demande parfois qui, du politique ou du juge, gouverne le pays.

Je ne suis pas non plus pour la République des juges ou l'inquisition. Mais tous les citoyens doivent être jugés de la même façon. Or, les dernières affaires démontrent à quel point la justice obéit au pouvoir politique. Pour les campagnes présidentielles, les dépenses sont plafonnées à 22 millions, mais une campagne coûte cinq fois plus cher. Tout le monde le sait et pourtant la Commission des comptes de campagne et le Conseil constitutionnel valident tout. Au bout du bout, les élus sont rarement inquiétés. Et on peut découvrir des années plus tard que des gens qu'on pensait être des parangons de vertu cachaient des choses. Pensez aux comptes en Suisse de Raymond Barre... →

Les comptes en Suisse, c'est une chose, les finances de campagne une autre. Et puis, trouvez-vous que Nicolas Sarkozy n'a jamais été inquiété ? On a écouté ses conversations avec son avocat, espionné d'autres avocats, Mediapart ne le lâche pas d'une semelle et il n'y a pas de condamnation. Alors, si la justice est aux ordres, c'est à ceux de l'opinion et des médias, pas du pouvoir.

La justice est aux ordres... et les ordres changent en fonction des majorités. En dépit du retentissement médiatique, on s'intéresse à des détails. Dans le cas de Nicolas Sarkozy, l'histoire du juge de Monaco est croquignolesque, mais dérisoire. Ce qui est beaucoup plus important, ce sont les rapports qu'il a eus avec Mouammar Kadhafi, les possibles potentiels financements, l'accueil qu'on lui a réservé, alors que c'était un terroriste international.

On a négocié l'accueil contre un arrêt de son soutien au terrorisme. C'était peut-être une mauvaise décision politique (quoique), pas une faute pénale.

Mais Kadhafi a été assassiné – je pèse mes mots – et les mêmes qui allaient se prosterner sous sa tente gardée par ses fameuses Amazones – en réalité ses esclaves sexuelles dont certaines avaient à peine 14 ans – ont applaudi au nom des droits de l'homme. Quant au terrorisme, il se développe partout. On a eu la défaite, plus le déshonneur.

Kadhafi n'était pour rien dans les attentats de l'EI. Cela dit, voulez-vous vraiment être gouvernés par des gens exemplaires et ternes ?

Que nous ayons des dirigeants hauts en couleur, dotés d'une faconde mode Balkany, impolis comme peut l'être Sarkozy, très bien. Les comportements et les paroles à la Audiard, c'est truculent, c'est la France, on aime ça, on préfère des élus qui nous ressemblent, et qui ne soient pas tout gris. Mais on peut aussi être tout cela, tout en restant honnête.

La plupart des gens ne sont pas malhonnêtes, sans être honnêtes à 100 %. Vous confondez les petits manquements et la corruption de haut vol, le financement politique et les comptes en Suisse. Du coup, le monde est divisé entre les voleurs et les volés. Cette conception est très largement partagée par les Gilets jaunes. Dès le début du mouvement, vous êtes, racontez-vous, redevenu journaliste. Téléphone portable en main, vous avez relaté tout ce que vous voyiez. Et vous écrivez : « J'aime les Gilets jaunes, sans restriction. » Aucun rédacteur en chef ne demanderait à un journaliste un reportage sur la femme qu'il aime. L'amour rend aveugle...

Ne soyez pas manichéenne avec moi comme l'ont été les médias mainstream avec les Gilets jaunes ! Je ne sais pas si je suis aveugle, mais la répression a quand même fait 25 borgnes. Ça, c'est la réalité.



Affrontements entre Gilets jaunes et forces de l'ordre près des Champs-Élysées, Paris 8 décembre 2018.

Ne soyez pas manichéens avec les médias. Comme souvent, ils ont commencé par adorer, puis ils se sont lassés. Comme beaucoup de Français...

Les médias mainstream n'ont jamais « adoré ». Leurs principaux animateurs, de Patrick Cohen à Jean-Michel Aphatie, ont eu des propos terribles dès le début, sans jamais aller sur le terrain. Le service public n'a pas été en reste. Renaud Dély (France Info) a parlé de « vermine » et Roselyne Fevre, cheffe du service politique de France 24 a évoqué « une espèce d'écurie de branquignols », avec « un goût pour la violence, l'antisémitisme, le racisme, le complotisme, bref tout ce qu'il y a de pire chez l'homme ». Je ne l'ai pas inventé.

Ça, ce n'était pas au début. Mais revenons à votre engagement.

Il y a eu un acte déclencheur. J'étais sur la route nationale 12, je me suis arrêté à un rond-point pour parler avec les Gilets jaunes. En rentrant, incapable de dormir j'ai écrit un texte : « Je suis vulgaire comme un Gilet jaune ». Je parlais de la France laborieuse, la France de ceux qui fument des clopes et roulent au diesel, des ouvriers et des petits patrons. La France des troquets, du tiercé et des plats du dimanche. La France, qui n'est ni de droite ni de gauche – ou un peu des deux. La France des illettrés, des harkis, des légionnaires, la France des prostituées et des poissonnières, la France de ceux qui ont choisi la France pour y vivre, y travailler et y mourir. Bref, la France de ceux qui ne sont rien, mais pas personne. Ce texte a eu un fort retentissement chez les Gilets jaunes. Mais quand

je me suis retrouvé dans l'émission de Pascal Praud, vous étiez la seule à me défendre, Maurice Szafran vitupérait et avait la bave aux lèvres. Gérard Leclerc était révolté.

Eh bien, il y a des gens que vos idées révoltent. Mais quand vous parlez d'un « système basculant vers le totalitarisme avec l'aide de l'écrasante majorité des éditocrates », vous charriez grave. Dans un régime totalitaire, les gens seraient-ils sortis sur les ronds-points ?

Très vite les cabanes des ronds-points ont été détruites et les gens fortement verbalisés. Ensuite ils ont été mutilés. Avant la présidentielle, j'avais dit que si Emmanuel Macron était élu, nous basculerions dans le chaos et le soft-fascisme. Les médias mainstream s'en étaient offusqués. Et aujourd'hui ? C'est le syndrome de la grenouille plongée dans la casserole d'eau froide. Elle finit cuite.

Je ne vois toujours pas de fascisme, même soft... Mais je vois chez les Gilets jaunes la tentation de la violence et la propension à transformer le désaccord politique en haine personnelle.

Au départ, les Gilets jaunes étaient pacifiques. Je reconnais que ceux qui ont eu le courage de continuer à manifester se sont radicalisés. Le pouvoir politique a fait faire le sale boulot aux forces de l'ordre. Emmanuel Macron a choisi la manière forte et le théâtre avec son « Grand Débat ». On voit le résultat. Même les policiers se retournent désormais contre ce pouvoir, qui pourtant ne tient plus que par... la police. Nous sommes dans une séquence prérévolutionnaire, plus aucune parole n'est perçue comme légitime.

Seulement, il n'y a pas le moindre projet révolutionnaire. Les manifestations se sont soldées par un nombre anormal de blessés graves, parmi les manifestants, mais aussi les policiers et gendarmes. Vous livrez à ce sujet un certain nombre d'observations troublantes.

Je suis loin d'être anti-flic. J'ai beaucoup de policiers et de gendarmes dans ma famille. Mais à l'acte X, le 19 janvier 2019, j'ai vu des jeunes gens intimider, provoquer, insulter les policiers, puis franchir les cordons très tranquillement. C'est facile de lancer un slogan dans une foule, et de le faire reprendre par les plus excités. « C'est ta première manif, me disait-on, maintenant c'est comme ça. » À l'époque, il y avait encore beaucoup de familles, le mouvement ne s'était pas radicalisé.

Des policiers en civil dans une manif, c'est vieux comme le monde et c'est nécessaire, pour le maintien de l'ordre et pour le renseignement. Peut-être y a-t-il eu des manipulations. Mais vous avez tort de conforter les Gilets jaunes dans la conviction que leur colère leur donne tous les droits. Beaucoup ont participé aux saccages et

empêché d'honnêtes commerçants de travailler. Fallait-il leur laisser l'espace public ?

Au début, les Gilets jaunes espéraient que les policiers allaient baisser les boucliers et que ça allait aboutir... Que le pouvoir allait se mettre autour d'une table et trouver une réponse politique.

Mais aboutir à quoi ? Se mettre autour d'une table avec qui ?

De toute façon, ça ne risquait pas d'arriver, alors que le pouvoir leur a livré une guerre.

Le président a débloqué 10 milliards et ceux qui avaient hurlé pour les cinq euros d'APL ont dit que c'étaient des miettes. Peut-on occuper la rue pendant un an sans proposer de solution politique ?

Si vous me demandez s'il était pertinent de manifester autant, la réponse est non ! Les Gilets jaunes ne sont pas une force politique, ni apolitique : ils sont transpolitiques. Ils remettent en cause le système dit représentatif et demandent plus de participation...

Eh bien, après la Convention citoyenne pour le climat, j'aime encore plus la démocratie représentative, même imparfaite...

C'est encore une forme de représentation viciée, car cette convention a été encadrée par des militants verts radicaux, ce n'est pas très clair ce tirage au sort ! Mais je suis favorable à un recours accru au référendum. Bien sûr, il faut le réserver à des questions qui sont vraiment d'intérêt général, la relocalisation, l'industrie ou le système de santé, sinon cela tournera forcément à une vaste réunion de copropriété où chacun défendra son bout de trottoir !

Le système politique ne parvient plus à fabriquer de légitimité, et les élites sont décriées. Cela ne signifie pas que les Gilets jaunes soient légitimes pour imposer leurs points de vue.

En tout cas, les Gilets jaunes ont mis le doigt sur les vrais problèmes. Cependant, peut-être que le problème essentiel ne tient pas aux institutions, aux entités, aux fonctions, mais aux personnes qui les représentent ou les occupent. Donnez-nous de bons gouvernants, de bons juges, un bon président du CSA, un bon président de la République et vous aurez de bons gouvernés. Les Français ne sont pas si bornés. Rien n'est inéluctable, Sodome et Gomorrhe ont fini par être détruites. •



Didier Maïstro,
Passager clandestin,
Au Diable Vauvert,
mars 2020.

1. Ayant gratuitement obtenu une fréquence publique pour la chaîne TNT Numéro 23, Pascal Houzelot, n'ayant lui-même investi que 11 000 euros, l'a revendue quelques mois plus tard près de 90 millions d'euros à Alain Weill (BFM, RMC) qui a cédé dans la foulée son groupe à Patrick Drahi (SFR Altice). Cette affaire est toujours à l'instruction.

LIBYE ERDOGAN MET LES GAZ

Par Gil Mihaely



Conférence de presse du président turc Recep Tayyip Erdogan
et du Premier ministre libyen Fayez el-Sarraj, Ankara, 4 juin 2020.

Divisée entre deux camps rivaux soutenus par des puissances étrangères, la Libye est devenue un nouveau front de la guerre mondiale contre le djihadisme. Profitant du conflit pour remettre un pied en Afrique du Nord, la Turquie espère faire main basse sur le gaz offshore.

« **J**e considère aujourd'hui que la Turquie joue en Libye un jeu dangereux et contrevient à tous ses engagements pris lors de la conférence de Berlin. » C'est par cette formule on ne peut plus directe qu'Emmanuel Macron a exprimé le mécontentement de la France après l'intervention militaire turque dans ce pays en proie à la guerre civile depuis la chute de Kadhafi en 2011. En septembre de cette même année 2011, un autre président français, Nicolas Sarkozy, premier chef d'État occidental à faire le voyage à Tripoli depuis la chute de Kadhafi, avait été accueilli en grand vainqueur et acclamé par la foule. Sarkozy pensait alors que la France allait cueillir les fruits de son intervention militaire, menée six mois plus tôt en plein printemps arabe, pour soutenir les rebelles et sauver leur bastion de Benghazi.

Avec l'approbation des Nations unies, l'OTAN était intervenue pour empêcher l'armée de Kadhafi de détruire Benghazi. L'aviation de l'OTAN, essentiellement franco-britannique, avait accompli rapidement sa mission. Sans mettre en doute la probabilité du massacre annoncé, son empêchement fut probablement le seul et unique succès de la coalition dirigée par la France. L'espoir d'un monde arabe rompant avec l'autoritarisme et rejoignant l'Occident démocrate et libéral s'est brisé sur les dures réalités géopolitiques et anthropologiques. La Russie avait accepté à contrecœur de soutenir une intervention humanitaire qui a tourné à l'opération de changement de régime. Elle a retenu la leçon. En Syrie, Moscou a dit niet aux Occidentaux et lancé une intervention aérienne aussi brutale qu'efficace pour sauver le régime d'Assad. Quant à la population de Benghazi, sauvée in extremis en février 2011, elle a ensuite payé un lourd tribut aux guerres fratricides entre milices, sans parler de l'attaque de la mission diplomatique américaine locale en septembre 2012, un an presque jour pour jour après la visite triomphale de Sarkozy.

Aujourd'hui, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan soutient l'administration de Tripoli de Fayez al-Sarraj, qui dirige formellement le GNA (gouvernement d'union nationale). Formé en 2016 sous l'égide de l'ONU pour

sortir de la deuxième guerre civile libyenne, il s'agit d'une coalition instable de groupes islamistes, d'autonomistes régionaux originaires de la ville côtière de Misrata et de la minorité berbère, ainsi que de milices urbaines qui ressemblent à s'y méprendre à des gangs criminels.

Face au GNA, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, l'Égypte, la France et la Russie soutiennent Khalifa Haftar – ancien bras droit de Kadhafi depuis le coup d'État de septembre 1969 devenu son pire ennemi – et une Assemblée nationale rivale installée à Tobrouk. « L'armée nationale libyenne », sous le contrôle de Haftar, est constituée de membres de tribus cyrénaïques ainsi que de mercenaires du Soudan et du Tchad. Elle est soutenue par la Russie, à travers des mercenaires et probablement de l'aviation.

Pourquoi la France a-t-elle décidé de soutenir Haftar ? L'artisan de cette alliance, Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense lors de l'intervention française au Mali, à partir de 2013, était très sensible à la question migratoire, surtout après la crise de 2015. Les Français connaissaient déjà Haftar, qui leur semblait être l'homme de la situation, une personne capable de rassurer aussi bien militairement que sur le plan économique et politique.

Le maréchal libyen est soutenu par le président égyptien Sissi, un bon client de l'industrie militaire française (surtout des Rafale, dont Le Drian a joué un rôle important dans la vente à l'Égypte). Autre ami commun : les Émirats arabes unis, partenaire stratégique de Paris, de Haftar et de l'Égypte. Petit à petit, le vieux maréchal arrive à s'imposer comme l'homme de Paris en Libye, seul à même d'unifier et de pacifier le pays en mettant dehors les djihadistes et en fermant au passage l'autoroute migratoire. Quand Emmanuel Macron arrive à l'Élysée, il nomme Le Drian au Quai d'Orsay et essaie de rapprocher les deux rivaux libyens, Haftar et al-Sarraj. L'initiative française échoue et Macron, suivant la ligne Le Drian (qui n'est pas dénuée de pertinence par ailleurs), décide de parier sur Haftar. L'homme de Benghazi, dont la dernière visite à l'Élysée date du 9 mars dernier, semble alors être un cheval gagnant. En avril, ayant pris le contrôle de presque tout le pays, ses forces lancent une offensive pour s'emparer de la capitale. Cette attaque précipite l'intervention turque pour sauver le gouvernement de Tripoli, ce qui change la donne.

Avec une grande habileté, Ankara a mis sur pied une force efficace appuyée à la fois sur 2 000 mercenaires syriens et une structure de commandement et de soutien turque avec drones, blindés et conseillers militaires.

Comme la Russie en Syrie, la Turquie a réussi à fusionner ses capacités technologiques et militaires avec des troupes mercenaires pour forger un outil opéra- →

tionnel efficace, qui vient de changer le cours de la guerre. Mises en échec, les forces de Haftar se sont retirées vers l'est. À la mi-juin, le ministre turc des Affaires étrangères et le chef des services de renseignement d'Ankara, Hakan Fidan, se sont rendus à Tripoli pour annoncer une nouvelle ère de coopération entre les deux pays. Cette nouvelle donne ne plaît guère aux (autres) pays de l'OTAN, organisation dont la Turquie est toujours membre : la logique expansionniste turque inquiète en Europe et au-delà. Peu avant d'intervenir militairement en Libye, le gouvernement turc avait signé avec le GNA – alors menacé à Tripoli par l'avance des troupes de Haftar – un protocole d'accord partageant entre les deux signataires une grande partie de la Méditerranée orientale et ses abondants gisements sous-marins de pétrole et de gaz. Plus grave encore, en coupant la Méditerranée en deux bassins, l'alliance Tripoli-Ankara assure à la Turquie un droit de veto sur la construction de gazoducs entre l'est et l'ouest de la mer, interdisant du même coup à la Grèce, à Chypre, à Israël et à l'Égypte d'exporter leur gaz vers l'Europe. Ce protocole d'accord, qui voyait la Turquie revendiquer les eaux grecques jusqu'aux côtes crétoises, est un chiffon rouge pour la France et les États-Unis.

La découverte de gisements de pétrole sous la Méditerranée orientale avait déjà entraîné la région dans une sorte de guerre froide, la Grèce et Chypre ayant mis sur pied une coalition régionale de défense et d'énergie aux côtés d'Israël et de l'Égypte, face à leur adversaire commun : la Turquie d'Erdogan. Les États-Unis soutiennent cette alliance antiturque, considérant qu'un futur gazoduc de la Méditerranée orientale (que la Turquie espère bloquer grâce à son accord avec le GNA) rivalisera avec les exportations des hydrocarbures de la Russie vers l'UE, et réduira ainsi l'influence russe sur l'Allemagne et l'Europe centrale, qui auront deux sources d'approvisionnement au lieu d'une seule. Encore un casse-tête pour l'OTAN...

Dans ce contexte, la France, de plus en plus hostile à la Turquie, signe son retour stratégique en Méditerranée orientale, menant des exercices navals et aériens conjoints et déployant des vaisseaux de la Marine nationale pour empêcher l'empiètement turc dans les eaux grecques et chypriotes.

Sur le plan de la diplomatie et de la communication, Emmanuel Macron est devenu le critique le plus féroce d'Erdogan au sein de l'OTAN, accusant le gouvernement turc de soutenir l'État islamique en Syrie, de déstabiliser la région par ses guerres contre les alliés kurdes syriens des États-Unis et d'accélérer la fin (la fameuse « *mort cérébrale* ») de l'Alliance atlantique. La diplomatie turque a rétorqué que c'était plutôt le soutien de la France au « *putschiste et au pirate Haftar* » contre un gouvernement (le GNA)

formé sous l'égide de l'ONU qui exacerbait la crise libyenne...

Résumons : dans une situation qui pourrait aboutir à une guerre, la France se range dans le camp de la Russie face à un pays membre de l'OTAN. En effet, alors que les forces de Haftar se replient vers l'est du pays, l'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi menace d'intervenir directement si les forces turco-tripolitaines avancent vers Benghazi. Résultat temporaire : sur le territoire qui, sur les cartes, est appelé Libye, deux entités belligérantes, respectivement soutenues par des puissances régionales rivales, sont en train d'émerger aux portes sud de l'Europe.

Erdogan est en train de « syrianiser » la moitié de la Méditerranée

Pour la France et l'Union européenne, le chaos qui s'installe dans la durée en Libye est un double désastre stratégique. D'une part le pays est (re)devenu une base arrière du terrorisme vers le Sahel et l'Europe : l'auteur de l'attentat de Reading, le 20 juin, était libyen, tout comme celui de Manchester en 2017. D'autre part, il est le point de départ de nombreux réseaux permettant aux migrants de traverser la Méditerranée. On imagine sans peine, mais non sans effroi, ce que pourrait faire Erdogan – qui a déjà montré ses talents de maître-chanteur au sujet des frontières orientales de l'UE – s'il maîtrisait un second nœud d'immigration clandestine vers l'Europe.

De même, l'ambiguïté de la Turquie à l'égard des djihadistes en Syrie n'est de bon augure ni pour la Libye ni pour le Sahel, où les forces françaises, africaines et européennes luttent contre Al-Qaïda. On comprend pourquoi, fin mai, devant la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat, Jean-Yves Le Drian a parlé d'une « *“syrianisation” de la Libye* ». *On peut même aller plus loin : Erdogan est en train de fusionner les deux zones de conflits – la guerre syrienne et la bataille pour le contrôle de la Libye – afin de « syrianiser » la moitié de la Méditerranée.*

En 1911, l'Italie chassait l'Empire ottoman de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque (que leurs nouveaux maîtres appelaient désormais « Libye »). De l'Algérie au Liban en passant par l'Égypte, les puissances européennes ont pris le contrôle du Maghreb et du Machrek aux dépens des Turcs. Plus d'un siècle après, tout a changé, sauf l'histoire des acteurs et la géographie de la région dans laquelle leurs ambitions se déploient et leurs intérêts se heurtent. •

FORMATION

Marché de l'art, investissement et blanchiment d'argent

*Émergence de nouvelles
places institutionnelles
Blanchiment d'argent
Financement du terrorisme
Conformité juridique
Le marché de l'art
est en pleine mutation
internationale*



/// Comprendre le fonctionnement
du marché de l'art

\\ Intégrer les nouvelles règles juridiques

/// Déceler les nouveaux acteurs,
les nouveaux flux, les nouvelles
organisations du marché

\\ Adapter sa stratégie d'investissement
face au risque de blanchiment
et de financements illicites

Une journée de formation

pour disposer de l'essentiel à savoir
sur les nouvelles modalités du
marché de l'art, les réglementations
et son organisation.

PUBLIC

Investisseurs, gestionnaires de fonds,
assurances, galeries.

TARIF

Possibilité de financement par
la formation professionnelle.

ANIMÉS PAR



JEAN-BAPTISTE NOÉ

Docteur en histoire économique,
rédacteur en chef de la revue de géopolitique
Conflits.



AUDE DE KERROS, Graveur et critique d'art

PIERRE LAPORTE, Avocat, fondateur
du cabinet Governances



CONTACT

www.orbis-geopolitique.fr

QUI SOMMES-NOUS ?

Orbis met la géopolitique au service des entreprises. **Orbis Géopolitique** organise des formations pour cadres et dirigeants d'entreprise. Celles-ci sont animées par des universitaires et des chercheurs qui mettent l'expertise de leur domaine au service des entreprises, afin de les aider à s'adapter à un monde en perpétuelle évolution.

Enregistré sous le numéro 117 884 41 44 78. Cet enregistrement ne vaut pas agrément de l'État.



Orbis
École de géopolitique

LIBERTINAGE QUE LA FÊTE RECOMMENCE !

Par Paulina Dalmayer

Avec le confinement, l'industrie du sexe a fait grise mine. Passés ces deux mois de frustration et de lassitude, maîtresses, soumis et échangistes brûlent de retrouver les lieux de libertinage. Enquête.

L Le confinement a eu ceci de charmant qu'il a permis moult théories sur nos comportements amoureux et pratiques sexuelles, théories délivrées des contraintes habituelles du réel. Tablant sur notre besoin de sécurité affective, les psys, à commencer par Boris Cyrulnik, prédisaient ainsi le renouveau des amours romantiques, au moment même où les Français s'abandonnaient aux joies du papillonnage et de la consommation compulsive du prochain sur la Toile.

Les chiffres en témoignent : 38 % d'augmentation de visionnages de films porno en France pendant le confinement, auxquels il faut ajouter une hausse de 27 % des messages envoyés au mois d'avril sur les applications Tinder, Meetic et OKCupid. La fonction « Passeport » sur Tinder, permettant de draguer à l'échelle planétaire en supprimant la géolocalisation, était jusque-là payante. Offerte en accès libre



Bologne (Italie), 16 mai 2020.

pendant la crise sanitaire, elle a permis à quelque 175 millions de personnes dans le monde de s'adonner aux jeux de l'amour à distance et du hasard numérique selon Group Match qui édite plusieurs applications de rencontres. Beaucoup ont sans doute cru à ces passions sans frontières se riant des obstacles. L'illusion, certes, n'a pas duré. Faut-il pour autant le regretter ?

DJ à ses heures perdues et accessoirement de confession libertine, Martin, 33 ans, beau gosse au regard à la James Dean, parle de cette période dans une salve de rires : « *Quand Tinder a débloqué sa fonction Passeport, ce fut de la folie à l'état pur. Je n'ai jamais autant tchatché. Mais entre les filles exotiques qui cherchaient des pigeons au portefeuille bien fourni et ces autres Américaines qui fantasmaient sur un French Lover, on était vite frustré et, en fin de compte, vite lassé.* » Scrupuleusement respectées par les adeptes du libertinage, à en croire notre interlocuteur, les mesures sanitaires ont surtout bouleversé le travail des professionnels du divertissement charnel. Maîtresse Gladys, une dominatrice quadragénaire, a dû réviser sa stratégie commerciale : « *J'ai passé deux mois à travailler sur ma commu-*

nication, ma présence sur les réseaux sociaux et les sites, mais je n'ai reçu aucun client. Financièrement, c'est dur, même si je ne pense pas avoir perdu mon temps. » La branche, de plus en plus concurrentielle, a tenté de survivre à l'aide de la webcam et de scénarios de soumission adaptés aux circonstances. Là aussi, le virtuel a montré avec évidence ses failles et ses limites. « C'était délicat pour les clients confinés avec des familles », reconnaît Maîtresse Gladys, évoquant l'aspect logistique de l'exercice. La perspective d'arborer un collier clouté devant ses enfants pouvait dissuader les pratiquants les plus fervents, les spécificités psychologiques de la discipline rendaient d'autres plus méfiants encore : « Les soumis ont besoin de connaître la personnalité de leur dominatrice et à distance, cela ne fonctionne pas. Après tout, je vends mon emprise sur l'autre. Pour que les gens s'abandonnent, ils doivent avoir une confiance totale. » Une confiance revenue dès la levée du confinement, en dépit des risques de contamination. « J'ai un habitué âgé qui est venu en séance avec un masque pour aussitôt l'enlever sans la moindre inquiétude. Il n'y a pas d'échange de fluides en soumission, alors ça rassure », détaille Maîtresse Gladys. Son sens de la responsabilité lui a fait adopter des règles d'hygiène strictes bien avant que la pandémie ne pousse les Français à dévaliser le rayon savon des supermarchés.

Ces précautions n'aident pas à faire revivre la grande fête charnelle.

Pendant le confinement, la boulimie sexuelle a surtout frappé les célibataires coincés en solo chez eux

« Peu évident », admet Martin dépité, soulignant la frilosité des organisateurs de soirées privées et accusant avec peine la fermeture des boîtes de nuit jusqu'à septembre. « La fête de la musique a été un excellent révélateur de la fougue des jeunes. Les gens sont en attente, prêts à saisir toute occasion pour s'amuser et draguer », peste-t-il, convaincu que les habitués de la bringue dénudée ne songent qu'à revenir au Cap d'Agde. Plus que l'apparition hypothétique d'un cluster sur les plages réservées aux naturistes, il faut redouter selon lui les retards des trains, le trafic aérien incertain et les difficultés à se loger. Une réticence qui a pourtant peu de chances de profiter de nouveau à YouPorn ou aux sites de rencontres, tant l'emballement qu'ils ont provoqué, comme par surprise, semble épuisé. Pendant le confinement, estime Martin, la boulimie sexuelle a surtout frappé les célibataires coincés en solo chez eux – ce fut le cas de 27 % des Français. Mais plus personne ne semble prêt à se satisfaire de plaisirs solitaires devant l'écran. Le sexe et l'amour restent encore largement une affaire de peau, de regards et de contacts charnels. Au moins une part de la vie que le numérique n'aura pas. •

Splendeurs et misères des séducteurs

Une fois réprimé le réflexe de recul face à la couverture d'une laideur criminelle – et sans aucun rapport avec le contenu –, le lecteur curieux est vite récompensé. Au-delà d'un polar bien ficelé à lire sur la plage, *Bleu, saignant ou à point ? En mode séduction au Touquet*, de James Holin, est une micro-étude du comportement séducteur, fort utile en cette période de l'année où l'« amour » rime moins encore que d'habitude avec « toujours ». D'ailleurs l'« amour » n'a proprement pas de place dans l'histoire de James Holin, ou plutôt de son personnage : Dragoljub, dit Drago, un jeunot d'origine bosniaque exilé en France où il s'entraîne avec rigueur pour participer au « World Seduce Tour ».

Le jeu, réunissant au Touquet les meilleurs lovelaces du monde sous l'égide de Sky TV, et bien qu'il soit romanesque et loufoque à souhait, s'inspire pourtant de l'autobiographie de Neil Strauss. Il y a une décennie, cet ancien journaliste de *Rolling Stone* reconverti en coach en séduction a fait date en publiant *The Game : les secrets*

d'un virtuose de la drague, bourré de conseils et d'exercices pratiques. Avidé de succès, Drago suit ses instructions à la lettre et, faille narcissique aidante, s'engouffre dans le pitoyable rituel de la pêche aux 06. Incapable de s'assumer dans le désir pour une femme, même dans la rencontre avec Michèle, une avocate quinquagénaire, l'apprenti Don Juan confond sa névrose avec la voie vers l'accomplissement. La grande réussite de Holin est de rendre son héros totalement inconscient de sa propre misère affective, de sa versatilité, de sa condamnation à répéter à l'infini, tel un Sisyphe de la jouissance, la même phrase-acroche, « j'aime votre style », en assujettissant son estime de soi à la réponse d'une femme visée au hasard. Dans l'impasse de son désir aussi impuissant que constant, Drago renonce, sans le savoir, à la merveilleuse et risquée passion de l'autre, pour se vouer à la seule passion d'un séducteur obsessionnel : lui-même. Il faut pourtant lui reconnaître le courage d'aborder les femmes dans la rue, art désormais révolu et sans doute bientôt pénalisé. •



James Holin, *Bleu, saignant ou à point ? En mode séduction au Touquet*, Ravet-Anceau, 2018.



JUSTICE POUR LA POLICE

Rassemblement nocturne de policiers aux Invalides,
pour dénoncer la stigmatisation de leur profession
et exprimer leur mécontentement face aux annonces
du gouvernement, Paris, 20 juin 2020.



34

Flics lives matter

Élisabeth Lévy

38

**La vérité sur l'affaire
Adama Traoré**

Erwan Seznec

42

**Comité Adama
Tout le pouvoir aux people**

Erwan Seznec

46

**Linda Kebbab
« Les policiers sont les
fonctionnaires les plus
sanctionnés ! »**

Propos recueillis par

Daoud Boughezala et Gil Mihaely

50

La faiblesse de l'ordre

Aurélien Marq

54

Privilège de ta race !

Rokhaya Diallo

58

**Blues, jazz, rock : c'est pas du
ghetto**

Sophie Bachat et Patrick Eudeline

60

**C'est la France qu'on
déboulonne**

Bérénice Levet

63

Woke, la haine recuite

Jeremy Stubbs

66

**Racistes du troisième
millénaire**

Sami Biasoni

68

**Indigénistes et politiques
Les accords déviants**

David Duquesne

FLICS LIVES MATTER

Par Élisabeth Lévy



Une voiture de police incendiée, lors d'une manifestation de policiers pour dénoncer « la haine antiflics », 18 mai 2016.

La nouvelle offensive antiraciste revendique sa haine pour tout ce qui représente la nation française, son passé et ses institutions. Dans ce grand récit victimaire, les « violences policières » prétendument exercées contre les Noirs et les Arabes tiennent une place de choix. Cet amalgame injuste ignore l'ensauvagement d'une société dans laquelle les forces de l'ordre sont devenues des cibles.

Le scandale Adama Traoré n'est pas celui qu'on croit. Il ne réside pas dans la mort du jeune homme : aussi bête et triste soit celle-ci, elle ne cache aucun mystère, aucun secret inavoué. Sinon que s'il avait obtempéré, il serait sans doute en vie.

Depuis quatre ans, l'instruction confiée à trois juges, preuve de l'importance que la Chancellerie accorde à cette affaire sensible, a retracé, minute par minute, les circonstances qui ont abouti à sa mort (voir le récit d'Erwan Seznec pages 38-41). Les magistrats n'ont pas relevé la moindre trace de brutalité disproportionnée ou de racisme. Les trois gendarmes concernés, longuement auditionnés, n'ont pas été mis en examen et n'ont subi aucune sanction. À ceci près qu'eux et leurs proches entendent quotidiennement parler d'eux comme de meurtriers. Et que leur vie a été dévastée.

Le scandale, c'est qu'un mensonge répété mille fois soit devenu une vérité – et, en prime, l'étendard d'une offensive idéologique contre l'idée même de nation française soumise à un impitoyable et interminable réquisitoire rétrospectif. Une phalange d'activistes de talent a réussi à vendre un énorme bobard à des médias qui ont fait preuve d'une complaisance inouïe et accrédité la thèse d'une « bavure » que rien ne vient étayer, tombant dans tous les panneaux agités devant eux, comme la fameuse « contre-expertise », signée par un unique expert choisi par la famille et opportunément tombée le 2 juin. Ce jour-là, surfant sur la vague George Floyd et le succès planétaire de #BlackLivesMatter, le comité Adama parvient, pour la première fois, à mobiliser au-delà de ses maigres troupes habituelles : 20 000 personnes sont rassemblées devant le palais de justice de Paris. Un policier noir est traité de « vendu » ! *Le Monde* publie un compte-rendu énamouré, les deux journalistes reprenant à leur compte sans la moindre distance le grossier amalgame entre George Floyd et Adama Traoré. Quant à Assa Traoré, elle y est présentée comme une « figure de proue de la lutte

contre les violences policières ». Une icône est née. Quelques semaines plus tard, Christophe Castaner, interrogé sur les éventuelles poursuites intentées contre les organisateurs de cette manifestation illégale, lâchera son magistral aveu : « *L'émotion doit prévaloir sur le droit.* »

En quelques semaines la « sœur Courage » devient « la combattante », titre d'un long portrait presque intégralement hagiographique que lui consacre *Le Parisien* le 28 juin. On l'interroge sur ses intentions politiques. Ivre de sa notoriété, la nouvelle Angela Davis ne demande pas, elle exige. « *Nous parlerons avec le gouvernement quand les gendarmes seront mis en examen.* » Quand elle scande, « Pas de Justice, pas de paix », on entend « Ni Justice ni paix ».

Le comité Adama connaît son heure de gloire, au centre d'une agitation qui permet à l'islamo-gauche insoumise de se recycler dans la dénonciation du privilège blanc.

S'agissant de la nouvelle offensive antiraciste et de sa haine proclamée pour tout ce qui représente notre passé, qu'on me permette de renvoyer aux excellents textes de Bérénice Levet, Jeremy Stubbs, Sami Biasoni, David Duquesne. Et d'adresser mes remerciements à Rokhaya Diallo, qui a accepté de venir défendre son point de vue dans nos colonnes (pages 54-56). Que nos désaccords abyssaux ne nous transforment pas en ennemies est un des rares signes d'espoir dans une période où ce qui semblait hier être une lubie d'Houria Bouteldja (la fondatrice du Parti des indigènes de la République), ou une invention foutraque de Muray, est devenu la norme. Hier, on comptait les femmes, et il n'y en avait jamais assez ; aujourd'hui on compte les Noirs.

Tout est allé très vite. Citons deux faits qui ressemblent à des poissons d'avril.

Fin juin, L'Oréal annonçait la suppression des mots blanc/blanchissant, clair/éclaircissant, sur fond de campagne contre les produits éclaircissants, qui témoignent, paraît-il, de l'assignation des femmes de couleur aux stéréotypes « blancs » – nous voilà condamnés à utiliser un lexique qui nous brûle les lèvres. Mais quid des produits bronzants, ne devraient-ils pas être dénoncés comme vecteurs d'appropriation culturelle ?

Le 1^{er} juillet, le *New York Times* déclare qu'il écrira désormais « Black » avec une majuscule et « white » en minuscule. Bien sûr, c'est l'Amérique. Mais si les vols transatlantiques sont interrompus, les idées voyagent de plus en plus vite. Chez nous, ça commence soft. Toutes les rédactions cherchent à recruter des journalistes noirs – pour le moment où on comptera. Le président défend Colbert, mais propose de débaptiser quelques rues pour leur donner des noms de combattants africains.

Tout Blanc est un raciste, comme tout homme est un violeur et tout flic une brute. Aussi le policier →

a-t-il le douteux privilège d'être trois fois mauvais. Le comité Adama opère la jonction entre les deux fronts, celui du racisme et celui des « violences policières », qui seraient également systémiques. Et martèle quelques contre-vérités simples : les policiers contrôlent au faciès, les Arabes et les Noirs ont peur de la police. Il faut en finir avec cette affaire de contrôle au faciès. Les policiers contrôlent les populations qui se trouvent là où ils interviennent. Au lieu de brailler au racisme, on ferait mieux de s'interroger sur la surreprésentation des descendants d'immigrés parmi les délinquants condamnés. Les magistrats jugent-ils au faciès ?

Depuis une dizaine d'années au moins, pas une manifestation ou presque ne se finit sans violence. Les images de la place de la République ou de l'esplanade des Invalides, saturées par les gaz lacrymos et dévastées par de véritables batailles rangées entre « black blocks » et forces de l'ordre, nous sont désormais familières. « *La société est plus violente, mais supporte de moins en moins la violence*, souligne Jean-Michel Schlosser, ancien policier reconverti dans la sociologie. *En 68, prendre un coup faisait partie du jeu, aujourd'hui, c'est tout de suite la plainte à l'IGPN, et tout le tremblement.* »

Parallèlement, on a enregistré une progression constante et une montée en puissance des violences antipolicieres : « *Entre les planches de 68 et l'acide de 2020, il y a une sacrée différence* », résume Jean-Michel Schlosser. Caillassages, guet-apens, véhicules incendiés – sans oublier les insultes à jets continus –, des centaines de gendarmes et de policiers sont blessés dans des missions de sécurité publique et de maintien de l'ordre. Soumis à rude épreuve par les attentats de 2015 et par la lutte antiterroriste, ils n'étaient pas préparés à affronter la haine antiflics qui, de loi travail en réforme des retraites, s'est déployée au grand jour, jusque sur des affiches de la CGT.

La longue crise des Gilets jaunes a transformé le malaise en plaie vive. Beaucoup de policiers ont une âme de Gilet jaune, devoir les réprimer a été un crève-cœur. Chargés, samedi après samedi, de maintenir l'ordre dans des conditions chaotiques, ils ont dû obéir à des instructions souvent illisibles. Le nombre anormalement élevé de blessés graves parmi les manifestants traduit au minimum des erreurs techniques. Le flic de base, qui n'en peut mais, en a gros sur la patate. Quand ses chefs se plantent, c'est lui qui passe pour une brute. Et qui doit demander à ses enfants de ne pas parler de son métier.

Ils ont dû, de surcroît, travailler sous la surveillance constante des caméras et téléphones portables. Des vidéos ne montrant souvent qu'une partie de l'action étaient diffusées, accréditant l'idée de violences gratuites. Faute d'avoir été menée, la guerre des images a été perdue. Jusqu'à l'arrestation de l'infirmière-martyre qui crie « Je veux ma Ventoline » lors de la manifestation des soignants

du 16 juin. Dans une nouvelle version diffusée quelques heures après la première, on découvre que, quelques secondes avant d'être arrêtée, elle insulte les policiers, leur fait des doigts d'honneur et leur envoie à la tête ce qui ressemble à un pavé (mais il paraît que ce sont des cailloux). La victime est l'agresseur.

Cependant, il serait absurde de le nier. S'il n'y a évidemment pas de violences policières, comme système destiné à asseoir une domination, il y a bel et bien des violences illégitimes commises par des policiers. La plupart relèvent de l'erreur, d'autres sans doute du sadisme ou du pétage de plomb. Sont-elles toutes sanctionnées ? Tous les responsables le jurent, la main sur le cœur. « *Nous sommes l'administration la plus sanctionnée et la plus contrôlée du pays* », affirme la syndicaliste policière Linda Kebbab (pages 46-49). On peut compter sur les victimes, très au fait de leurs droits, pour saisir les instances compétentes.

Dans les commissariats, la grande majorité des policiers, qui font leur boulot dans des conditions éprouvantes, se sentent victimes d'un amalgame injuste. Alors, le 8 juin quand, au lieu de défendre ses flics, Christophe Castaner prend le parti de leurs accusateurs, la révolte gronde : « *En cas de soupçon avéré de racisme, la suspension sera envisagée systématiquement* », lâche le ministre. Un soupçon avéré, le bel oxymore que voilà. Les policiers comprennent qu'en cas de pépin, on les jettera aux chiens. Comme toujours. Ce commissaire parisien a gardé la foi. Et il rappelle que des milliers de gardes à vue se passent sans aucun problème. Mais il ne cache pas son inquiétude. « *Zyed et Bouna sont morts électrocutés parce que des policiers couraient après des jeunes qu'on leur avait signalés. Ils faisaient leur travail. Pendant dix ans, on a raconté que la police était responsable. Et quand la Justice a tranché et a innocenté les policiers, on nous a dit : déni de justice. Alors que peut-on faire ?* » Contre l'émotion érigée en pensée politique, pas grand-chose. Jeter ses menottes à terre. Et serrer les dents.

Les policiers supporteraient sans doute l'hostilité d'une partie de l'opinion, s'ils n'avaient pas le





Scènes d'émeutes à Sarcelles, en marge d'une manifestation contre l'intervention militaire israélienne dans la bande de Gaza, 20 juillet 2014.

sentiment que le rapport de forces qui les oppose aux délinquants et aux criminels leur est de plus en plus défavorable. L'usage de la force, même dans des conditions parfaitement réglementaires, a beau être légal, il est toujours vaguement perçu comme illégitime. « *Si vous voulez des policiers irréprochables, il faut des policiers protégés*, suggère un responsable de la PJ. *Un type de 50 ans qui se fait insulter durant des heures par des minots qui ont l'âge de ses enfants peut le supporter, s'il sait que son insulteur sera puni. Mais ce n'est jamais le cas.* » C'est la question de la fameuse réponse pénale sur laquelle les policiers, tous services confondus, sont intarissables. À quoi bon se fatiguer à arrêter des délinquants que la Justice ne sanctionne pas ou si peu. C'est la principale raison de la souffrance policière.

Signe des temps, les policiers manifestent eux aussi. Ils jettent leurs menottes à terre, menacent de faire la grève des « interpell ». On se donne des frissons en se demandant ce qui se passerait si la police lâchait. Mais on n'y croit pas.

À Dijon, quatre nuits durant, des Tchétchènes venus de toute la France ont affronté des « Dijonnais », comme l'a drôlement écrit *Le Monde* – il s'agissait de Franco-Maghrébins. Une histoire d'adolescent tabassé, de vengeance et d'honneur. Les forces de police ne sont quasiment pas intervenues, peut-être parce qu'elles ne sont pas équipées pour jouer les Casques bleus entre deux bandes armées. Et la querelle s'est achevée par un pacte conclu à la mosquée du coin. Nous savons désormais à quoi ressemblerait un monde sans police. •

LA VÉRITÉ SUR L'AFFAIRE ADAMA TRAORÉ

Par Erwan Seznec



Déploiement de gendarmes à Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise), suite à des affrontements entre des résidents et les forces de l'ordre après la mort d'Adama Traoré, 23 juillet 2016.

Causeur a reconstitué la journée de la mort d'Adama Traoré (19 juillet 2016) et les suivantes, telles que les gendarmes les ont vécues. Les faits, les expertises, les contre-expertises et l'instruction démontrent qu'il n'y a pas eu de faute. Ni aucun racisme.

Causeur a reconstitué la journée du 19 juillet 2016 et celles qui ont suivi, telles que les gendarmes les ont vécues. Dire que leur version diverge de celle du comité Vérité pour Adama serait un euphémisme. Ce n'est pas un plaidoyer. Ils n'en ont pas besoin. Les faits, les expertises, les contre-expertises, une instruction basée sur 2 700 procès-verbaux, tout va dans le même sens : il n'y a pas eu de faute. Et pas la moindre trace de racisme.

19 juillet 2016, vers 15 heures

La journée est étouffante et l'actualité très lourde. Cinq jours plus tôt, Mohamed Lahouaiej-Bouhlel, un Tunisien de 31 ans, a tué 86 personnes sur la promenade des Anglais, au volant d'un camion. À la gendarmerie de Persan, Val-d'Oise, le chef du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (PSIG) annonce la mission du jour. Rien de palpitant. Il s'agit d'interpeller une vieille connaissance, Bagui Traoré, un dealer soupçonné d'extorsion de fonds [Bagui sera condamné en mai 2019 pour trafic de stupéfiants, NDLR]. La victime est une dame sous curatelle tombée dans un piège classique, dit le chrome. Les vendeurs de drogue lui ont fait crédit en sachant qu'il ne serait guère difficile de lui mettre la pression pour se faire payer le moment venu. C'est la routine. Trois ans plus tôt, la gendarmerie a repris en main un secteur difficile.

Les premiers temps, les gendarmes cueillaient littéralement sur la voie publique des dealers presque scandalisés d'être interrompus dans leur commerce. En 2016, la vente de drogue se poursuit au grand jour. Un des points d'approvisionnement les plus connus se trouve devant le PMU de Beaumont-sur-Oise. L'endroit ménage aux petits trafiquants plusieurs échappatoires à pied, en cas d'arrivée des gendarmes.

Deux équipes s'y dirigent pour interpeller Bagui Traoré. La première est en civil. La seconde, en tenue, gare sa voiture à distance, prête à intervenir. La famille Traoré est bien connue à Beaumont. Quatre des frères Traoré ont déjà eu affaire à la gendarmerie et à la justice.

L'interpellation de Bagui Traoré se passe sans incident. Trafiquant expérimenté, il ne garde ni drogue ni argent liquide sur lui. Comme il ne sait pas encore qu'il est recherché pour extorsion de fonds, il n'oppose pas de résistance. Le jeune homme avec lequel il discutait, en revanche, prend la fuite sur un vélo type BMX. C'est son frère Adama Traoré, bien connu des gendarmes. Mais à ce stade, aucun ne l'a identifié. Le cycliste lâche rapidement son vélo, conçu pour les acrobaties et non la vitesse. Il est rattrapé une première fois et déjà, dit qu'il est essoufflé au gendarme qui entreprend de lui passer les menottes. Après une algarade et l'intervention d'un opportuniste complice, Adama lui glisse entre les doigts et reprend sa course.

Aux environs de 17 heures

La deuxième équipe entre alors en scène. Elle reçoit un appel radio. Adama est signalé dans une rue. Il se cacherait entre les voitures. Sur place, l'équipe de trois gendarmes est orientée vers un logement, où se trouve Adama. Les gendarmes entrent. Ils ne voient rien, tout d'abord, car les stores sont baissés pour protéger le peu de fraîcheur qui subsiste. La pièce est plongée dans l'obscurité. Puis l'un d'eux aperçoit les yeux d'Adama Traoré, au sol, enroulé dans une couverture, sur le ventre. Les gendarmes ne voient pas ses mains et ne savent pas s'il est armé. Comme il résiste, ils l'immobilisent. En procédant à la palpation, l'un des gendarmes le reconnaît enfin.

Les trois gendarmes sont expérimentés. Le chef de patrouille qui a reconnu Adama est moniteur d'intervention professionnelle (MIP) : non seulement il maîtrise les gestes qu'il vient d'accomplir, mais il les enseigne. En moins de deux minutes, les gendarmes passent les menottes dans le dos à Adama et ressortent. L'interpellation a apporté sa dose d'adrénaline, mais à aucun moment les gendarmes n'ont eu le sentiment de perdre le contrôle de la situation. Le jeune homme a résisté, mais il n'était pas armé. Il n'a pas été nécessaire de le mettre à terre, il l'était déjà. Adama Traoré paraît résigné, mais il marche. Il porte 1 330 euros en coupures de 10 et 20 euros et un pochon contenant des résidus d'herbe. Sa sœur expliquera plus tard que c'était de l'argent donné par ses proches pour son anniversaire, puisqu'il a 24 ans ce jour-là. Les gendarmes pensent plutôt qu'il portait la recette de deal du jour, et que c'est pour cette raison qu'il a fui.

18 heures

Alors que la patrouille rentre à la gendarmerie de Beaumont-sur-Oise, les gendarmes constatent qu'Adama a tendance à somnoler. Ils n'échangent pas vraiment avec lui, préférant laisser redescendre la tension. En le sortant de la voiture, un gendarme constate qu'il a uriné sur le siège, signe d'une perte de conscience. On le place en position latérale de sécurité. Les secours sont appelés. Ils arrivent en six →

minutes. Ils tentent de le ranimer en lui faisant un massage cardiaque, sans succès. Ce massage débuté manuellement et poursuivi avec une table à masser mécanique est sans doute la raison pour laquelle l'autopsie relèvera une fracture de la face interne d'une côte. C'est un effet secondaire fréquent.

19 heures

Adama Traoré décède à 19 h 05, alors que les pompiers sont présents. La gendarmerie prévient immédiatement la préfecture. Comme le veut la procédure dans un tel cas, les gendarmes qui l'ont interpellé rendent leurs armes. Ils sont placés à l'isolement et soumis à un contrôle visant à détecter une éventuelle prise d'alcool ou de stupéfiant (tous ces contrôles seront négatifs). Le procureur adjoint de Pontoise arrive à la gendarmerie. La nouvelle de l'arrestation de Bagui et Adama a circulé dans leur cité. Il y a de plus en plus de monde devant la gendarmerie.

21 heures

Le temps passe. La mère d'Adama Traoré est à l'extérieur. Elle réclame des nouvelles de son fils. Le procureur adjoint n'arrive à franchir le pas. Comprenant que la situation devient explosive et que les consignes peuvent se faire attendre encore longtemps, un capitaine de gendarmerie finit par prendre les choses en main. À 21 h 30, il sort et annonce le décès. Deux heures trop tard, sans doute. Cent vingt minutes de silence pendant lesquelles la rumeur a enflé. « Ils » l'ont tué. C'est l'émeute. Une gendarme se fait casser le nez en tentant de calmer la foule devant la gendarmerie. Bagui Traoré, qui était en garde à vue, est relâché le soir même en signe d'apaisement (il sera renvoyé aux assises en juillet 2019 pour avoir tenté de tuer des représentants des forces de l'ordre, juste après sa garde à vue).

20 juillet 2016

Affrontements avec les forces de l'ordre, incendies de véhicule, caillassage de pompiers, manifestations, le secteur de Persan-Beaumont-Champagne-sur-Oise s'embrase. La famille d'Adama est dévastée. Elle n'est pas la seule. Immédiatement, des menaces de mort sont proférées contre les gendarmes qui ont interpellé le jeune homme, mais aussi contre leurs femmes et leurs enfants, comme s'il s'agissait d'une guerre des gangs et que la gendarmerie en était un parmi d'autres. Leurs noms circulent. La hiérarchie les informe qu'ils vont devoir quitter la région immédiatement. Ce n'est pas une sanction. Ils sont mutés, pour leur sécurité. R. a 27 ans, une petite fille de neuf mois. Il appelle sa compagne, gendarme dans une autre unité :

« Il faut que je te parle...

– J'allais monter le lit que je viens d'acheter pour la petite.

– Tu peux le laisser dans l'emballage. On s'en va. »

24 juillet 2016

Le ministre de l'Intérieur ne s'est pas déplacé. L'atten-

tat de Nice mobilise toute son attention. 86 morts et une sauvagerie insensée d'un côté, une arrestation qui a – peut-être ! – mal tourné de l'autre, le choix est vite fait. Du reste, les émeutes sont restées circonscrites au Val-d'Oise et commencent à se calmer. Pour les gendarmes, en revanche, le calvaire commence. Dans les jours qui suivent la mort d'Adama Traoré, ses proches ne parlent pas du tout de crime raciste. Après quelques semaines seulement cette thématique s'impose, au mépris de l'évidence. Le peloton de gendarmerie de Persan illustre lui-même la diversité, bien entendu, mais il est hors de question de commenter leur implication éventuelle dans l'arrestation d'Adama. Ce serait racialisier une question qui n'a pas lieu d'être.

C'est ce qui va se passer, sous l'impulsion du comité Vérité pour Adama. La figure de proue de celui-ci est Assa Traoré. Les gendarmes la découvrent. Bagui, Adama et Ysoufou Traoré sont des incontournables de la cité Boyenval, mais leur sœur ne s'y montre jamais. Elle vit à Ivry-sur-Seine et travaille à Sarcelles. Ce n'est pas elle qui vient les chercher à la gendarmerie lorsqu'ils sont arrêtés – ce qui arrive souvent.

Un mois plus tard

Une instruction a été ouverte. Suite à une communication hasardeuse du procureur de Pontoise, elle est dépaycée à Paris. Les gendarmes sont entendus. Les magistrats ne les mettent pas en examen. Ils sont témoins assistés. Rien n'est retenu contre eux à ce stade, et rien ne le sera par la suite. Bien au contraire, deux expertises vont confirmer leurs dires : il n'y a pas eu de « plaquage ventral » (une expression qui ne correspond à aucune méthode pratiquée par les forces de l'ordre), pas de genou sur la carotide, pas de cage thoracique écrasée. Adama Traoré paraissait robuste. En réalité, il avait des fragilités. L'autopsie a mis en évidence une sarcoïdose pulmonaire, une cardiopathie hypertrophique et un trait drépanocytaire. En langage profane : un problème au poumon, une fragilité possible du cœur et une tendance possible à l'essoufflement causé par la drépanocytose, une maladie génétique particulièrement répandue en Afrique de l'Ouest. Adama Traoré est probablement mort après avoir piqué un sprint un jour de grande chaleur, comme cela a pu arriver à des footballeurs professionnels de son âge tels Marc-Vivien Foé en 2003 ou Patrick Ekeng en 2016. Il se trouvait de plus en état de « *stress intense* » et « *sous concentration élevée de tétrahydrocannabinol* », autrement dit, du cannabis.

Trois ans plus tard, 2019

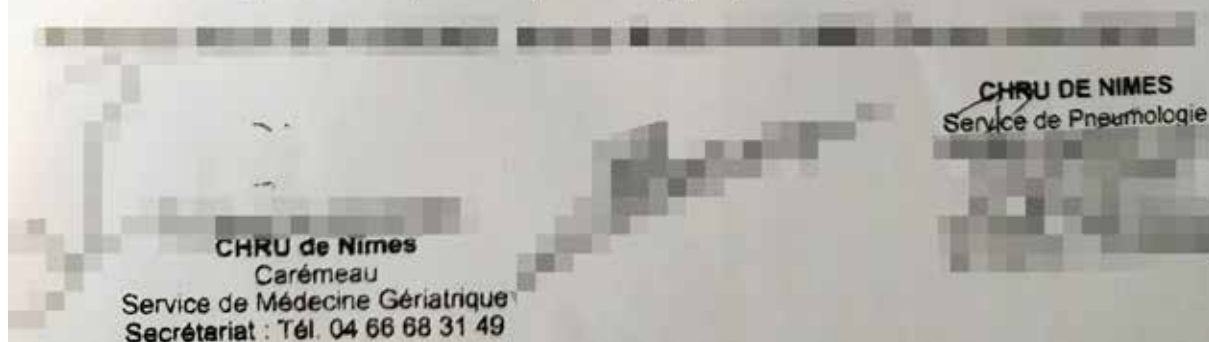
Pour le troisième anniversaire de la mort de son frère, le 19 juillet 2019, Assa Traoré publie son « J'accuse ». En toute simplicité. Elle donne les noms et prénoms de toutes les personnes qu'elle estime impliquées dans le décès de son frère, comme s'ils avaient participé à un complot : gendarmes, magistrats, experts, tous mouillés, tous menteurs ! Un scénario classique de mauvaise

CONCLUSION MOTIVÉE PAR LE RAPPORT D'EXPERTISE

Nous avons l'honneur de déposer les conclusions suivantes à propos de l'expertise de Monsieur Adama TRAORE que nous avons réalisée à la demande du Tribunal de Grande Instance de Paris :

Monsieur Adama Traore n'est pas décédé « d'asphyxie positionnelle », mais d'un œdème cardiogénique. Nous ne retrouvons pas de pathologie évidente expliquant cet œdème cardiogénique. Néanmoins l'association d'une sarcoïdose pulmonaire, d'une cardiopathie hypertrophique et d'un trait drépanocytaire ont probablement pu y contribuer dans un contexte de stress intense et d'effort physique, sous concentration élevée de tétrahydrocannabinol.

En foi de quoi, nous déposons le présent rapport, à Nîmes, le 24 mars 2020



série policière. Les gendarmes portent plainte en diffamation. Ils ne peuvent pas ouvrir un magazine ou allumer leur télévision sans risquer d'entendre qu'ils sont des meurtriers. Ils cachent à une partie de leur entourage qu'ils sont au cœur du dossier. La thèse de la bavure étouffée par une machination d'État se répand. Beaucoup de gens y croient.

Quatre ans plus tard, mai 2020

Le comité Vérité pour Adama a commandé sa propre expertise à des médecins reconnus. Les juges d'instruction ont accepté une contre-expertise. Elle a confirmé la première, en mars 2020 (voir extrait ci-contre). Le dossier comprend plus de 2 700 procès-verbaux. Personne n'a été mis en examen. Il y a des anomalies et des contradictions dans les récits des témoins, comme toujours, mais absolument rien d'explicable. Les magistrats instructeurs s'orientent logiquement vers un non-lieu. Un homme est mort, oui, mais il n'y a pas d'affaire. Le problème est que plusieurs centaines d'articles racontent le contraire ! Dans leur immense majorité, ils ne prennent pas en compte le dossier.

Les gendarmes voient avec effarement monter la marée de l'empathie pour Assa Traoré. Une empathie irraisonnée, qui habille de bouillie compassionnelle de

dangereux dérapages. Ils enragent de ne pas pouvoir répondre. Leurs proches compilent silencieusement les émissions et les articles mensongers. Peut-être dans l'espoir de pouvoir un jour rétablir les faits, rien que les faits.

En attendant, les gendarmes prennent sur eux. Ils ont l'habitude. Ils voient souvent la mort et la violence. Les suicidés, les accidentés. Les martyrs. Certaines affaires vous hantent. Comment oublier qu'on a sorti d'une machine à laver le corps sans vie d'un enfant de trois ans torturé par ses parents ? Et comment, malgré tout, traiter les bourreaux en êtres humains ? C'est ce que les gendarmes doivent pourtant faire. Ils n'y arrivent pas toujours. Certains dérapent et la hiérarchie les sanctionne. Des représentants des forces de l'ordre passent chaque année en correctionnelle. Sur quels critères la « machine d'État » aurait-elle décidé d'étouffer la vérité spécialement sur l'affaire Traoré ? Le comité Vérité pour Adama répond par le complotisme : ce n'est pas un cas isolé, les bavures racistes sont légion et le pouvoir les cache. Cette rhétorique est de celles qui transforment des manifestations en émeutes et des émeutes en affrontements ethniques. Le pire, c'est que ceux qui en abusent avec tant de désinvolture savent que le jour où les choses se gâteront vraiment, ils pourront appeler la gendarmerie. •

COMITÉ ADAMA TOUT LE POUVOIR AUX PEOPLE

Par Erwan Seznec



Assa Traoré donne une conférence de presse
devant la mairie de Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise),
lors d'un rassemblement en mémoire de son frère
décédé lors d'une interpellation, 20 novembre 2016.

Si la France entière croit connaître les circonstances de la mort d'Adama Traoré survenue dans une gendarmerie le 19 juillet 2016, la genèse mondaine du comité qui entend en faire la victime d'une bavure raciste est bien moins connue. Enquête.

Le 19 juillet 2016, la mort d'Adama Traoré est annoncée en début de soirée. Il fait très chaud. L'ambiance est électrique. Des émeutes commencent dès la nuit tombée et se poursuivent les cinq jours suivants. Les pouvoirs publics craignent un effet de contagion, comme en 2005, où tout était parti de la mort de deux jeunes poursuivis par la police. Ils sont assez vite rassurés. Les tensions se bornent au secteur de Beaumont-sur-Oise, Persan et Champagne-sur-Oise, où Adama Traoré avait ses habitudes. Ce n'est pas le cœur de la banlieue, plutôt une zone mixte, mi-village, mi-cité, tout près des plaines et des bois de Picardie, surveillée par les gendarmes et non par la police.

Alors que le corps du jeune homme n'a pas encore été autopsié, la famille d'Adama joue l'apaisement. « *Sous le coup de l'émotion et de la colère, certains membres de la famille ont pu dire des choses farfelues* », déclare Lassana Traoré dans *Le Journal du Dimanche* du 24 juillet 2016. Installé à Bordeaux, c'est l'aîné de la famille. Il travaille. Il a pris ses distances avec les cités où zonait encore Adama. Il faut que « *cessent les fantasmes d'un côté comme de l'autre* », ajoute M^e Frédéric Zajac, qui défend la famille. La mort d'Adama Traoré, qui ne fait même pas la une, à cause de la tuerie de la promenade des Anglais, survenue cinq jours plus tôt, semble vouée à un oubli rapide.

Mais les militants décolonialistes sont déjà sur le coup. On ne peut pas les accuser d'avoir récupéré l'affaire Adama : ils l'ont inventée de toutes pièces. Le 20 juillet, alors qu'ils sortent d'un rendez-vous en mairie de Beaumont, les proches d'Adama Traoré sont approchés par Samir Elyes Baaloudj, 44 ans, un historique du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), fondé en 1985. Ils rencontrent aussi Sihame Assbague, 31 ans, qui organise le même été un camp décolonial non mixte à Reims. Le lendemain de la mort d'Adama Traoré, elle twitte déjà à son sujet le hashtag #BlackLivesMatter. À l'époque, il est repris seulement par la sphère militante. C'est un bide. Suivant les conseils de ces militants, la famille remercie très vite M^e Zajac. Elle se tourne vers un autre pénaliste, habitué des dossiers médiatiques, Yacine Bouzrou.

Assa Traoré, payée par la Fondation Rothschild

Ces militants vont par ailleurs sélectionner comme porte-parole la demi-sœur d'Adama, Assa Traoré. Adama avait une jumelle, Hawa, mais elle vit à Valence et ne pourra pas se libérer facilement pour les médias. Assa est à Paris. Elle a du charisme et apprend vite. Elle va assumer à merveille le rôle de « la grande sœur qui a veillé sur la fratrie après la mort du père », survenue en 1999.

C'est un rôle de composition. En réalité, Assa n'a pas vécu longtemps avec Adama. Dès le décès du chef de famille, la famille polygame s'est scindée. La seconde épouse a quitté Beaumont-sur-Oise pour s'installer juste à côté, à Champagne-sur-Oise, avec ses deux jumeaux de sept ans, dont Adama. Au moment où son demi-frère meurt, Assa Traoré ne partage plus son quotidien depuis dix-sept ans. Elle a fait sa vie, a trois enfants, habite à Ivry-sur-Seine et travaille à Sarcelles. « *On ne la croisait jamais sur le terrain* », souligne un gendarme du secteur.

Elle répète souvent qu'elle a appris le décès d'Adama alors qu'elle se trouvait en Croatie pour « *déplacement professionnel* ». C'est exact, mais à préciser. En tant qu'éducatrice spécialisée, elle encadrait avec une collègue un groupe de sept adolescents en voyage à Rabac, une station balnéaire de la côte Adriatique. Une semaine de vacances offerte à des jeunes défavorisés, ce qui cadre mal, bien sûr, avec le discours martelé par le comité Adama sur les populations racisées-abandonnées-persécutées des cités.

Le nom de l'employeur d'Assa Traoré cadre encore plus mal avec ce discours. Il s'agit d'une fondation issue d'un réseau qui, sous l'Occupation, venait en aide à des jeunes ayant de réelles raisons de courir pour échapper aux contrôles d'identité : l'Œuvre de protection des enfants juifs. Créée en 1945, l'OPEJ est désormais un acteur du social avec délégation de service public. Elle s'occupe de tous les enfants en difficulté, sans distinction de confession. Son nom complet est Fondation OPEJ-Baron Edmond de Rothschild, car elle bénéficie du soutien généreux de la Fondation Rothschild.

Assa Traoré a publié au Seuil en mars 2017 un livre-témoignage écrit avec Elsa Vigoureux, du *Nouvel Observateur*. À aucun moment elle n'évoque ces détails. Elle « *remercie la Fondation OPEJ pour sa compréhension et son soutien* », en dernière page, sans développer le sigle. Ce soutien n'était pas seulement moral. Assa Traoré n'est pas retournée travailler après le décès de son demi-frère. Jusqu'en août 2017, elle a bénéficié d'un arrêt maladie : à ce titre, elle a été prise en charge par la Sécurité sociale. Elle ne nous a pas précisé son indemnité. La réglementation prévoit un équivalent temps plein les premiers mois, qui décroît ensuite. Elle est restée salariée de l'OPEJ jusqu'en décembre 2019, sans salaire, précise-t-elle, mais avec la certitude de pouvoir réintégrer son poste à tout moment. Pas de quoi hurler au scandale : après tout, →

qu'elle soit tombée malade après la mort de son frère ne serait nullement surprenant.

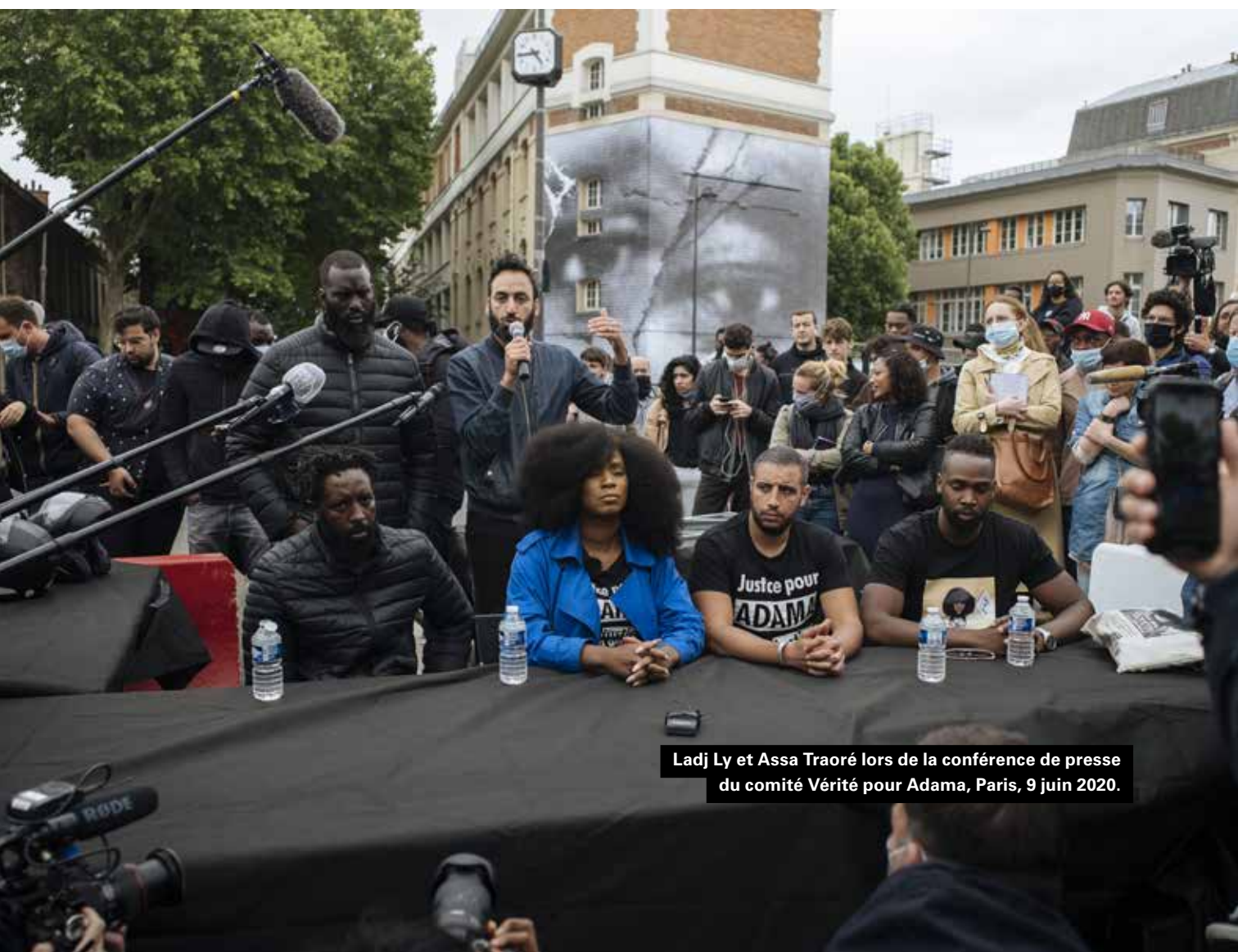
La figure de proue du comité Adama payée par les Rothschild ? L'histoire ne semble pas du tout amuser l'OPEJ. « *Oui, Assa Traoré travaillait chez nous, mais nous avons eu des directives du siège, nous ne pouvons pas en parler* », répond non sans embarras une salariée de l'antenne de Sarcelles. Même mutisme au siège. Le directeur général, Johan Zittoun, évoque « *le secret professionnel le plus strict* » concernant le personnel. La vérité est plutôt que l'OPEJ a toléré en connaissance de cause un arrêt maladie très limité. Un salarié arrêté pour raison de santé n'a pas le droit de militer¹. Or, l'employeur était forcément au courant de l'activisme d'Assa Traoré. Au moins une de ses ex-collègues de Sarcelles a relayé pratiquement toutes les opérations du comité Adama sur sa page Facebook. Y compris celle du 26 mai 2018, où Assa Traoré, mégaphone en main, crie à ses supporters, place de la République : « *En Afrique, ils vont renverser le président, ils renversent le palais, ils rentrent dans le palais ! Ça se passe comme ça en Afrique, pourquoi ça ne devrait pas se passer comme ça en France ?* »

Obsédés par la race

Ce passage par l'OPEJ est presque comique. Il serait anec-

dotique si le noyau dur du comité Adama ne comprenait pas autant d'antisionistes virulents obsédés par les considérations de races. C'est le cas d'Almamy Kanouté, conseiller municipal à Fresnes de 2008 à 2013, éducateur spécialisé, militant de la Brigade anti-négrophobie et de Nuit debout, acteur dans *Les Misérables*, de Ladj Ly. C'est encore plus vrai de Youcef Brakni, militant de la cause indigéniste à Bagnolet, ancien du Mouvement islamique de libération, partisan de la convergence avec les Gilets jaunes au nom de la lutte contre les « violences policières² ».

Ces porte-parole autoproclamés des cités ne recherchent pas le dialogue avec la puissance publique, mais le rapport de forces, l'embrasement et la révolution, grâce à la convergence des luttes (de classe, de genre, de race, etc.). Ils le pensent, ils le disent, ils l'écrivent. Comme tant de révolutionnaires, ils snobent les vérités embarrassantes. Par exemple, le fait que la majorité de la population des quartiers demande plus d'uniformes au bas des tours, plus de patrouilles, plus de contrôles, etc. Les premiers auteurs de violence sur les jeunes « racisés » des cités sont d'autres jeunes racisés. L'année où Adama Traoré a trouvé la mort, les règlements de comptes entre dealers des cités marseillaises faisaient en moyenne un mort tous les dix jours. Colombes, à moins d'une demi-heure de route de Beaumont, vivait un été rythmé par



Ladj Ly et Assa Traoré lors de la conférence de presse du comité Vérité pour Adama, Paris, 9 juin 2020.

les fusillades à l'arme automatique entre trafiquants. Quatre ans plus tard, aucune des listes présentes au second tour des municipales à Beaumont-sur-Oise n'a fait campagne sur les « violences policières », mais toutes ont insisté sur la sécurité.

Au niveau national, le comité Justice et Vérité pour Adama a recruté des soutiens de taille au sein d'une gauche insoumise, de plus en plus perméable aux thèses indigénistes. En 2014, Clémentine Autain, alors candidate du Front de Gauche aux municipales à Sevran, faisait circuler une pétition pour obtenir des renforts de policiers. C'était l'époque, bien révolue, du Mélenchon tricolore. En 2019, la même Autain proposait d'intégrer Assa Traoré à la liste de la France insoumise aux Européennes. Les députés Éric Coquerel et Danièle Obono y étaient également favorables. En vue de la présidentielle, en attendant le Grand Soir.

Le vote des banlieues, clé fantasmée de la présidentielle

Moins médiatique que Danièle Obono, Éric Coquerel est l'un de ceux qui ont contribué au tournant multi-culti de Mélenchon en lui vendant deux idées : primo, les 600 000 voix qui lui ont manqué pour atteindre le second tour de la présidentielle en 2017 se trouvent dans les banlieues ; secundo, il faut s'allier aux indigénistes pour les capter. Dans cette perspective, toutes les exagérations seront bonnes. Il s'agit d'organiser la montée des tensions pour être sûr d'affronter Marine Le Pen au second tour. Il sera alors temps de développer un discours rassembleur et apaisé.

Affaire Traoré. Jeunesse en colère. Mobilisation des cités. Premier tour décisif. Présidentielle gagnée au second grâce au front républicain. Par effet de cliquet, Adama Traoré serait la clé du pouvoir suprême. Farfelu ? Sans doute. Même si, après avoir rassemblé seulement 19 % des suffrages au premier tour, Éric Coquerel lui-même a été élu député de Seine-Saint-Denis en 2017, dans un second tour marqué par une abstention massive (68 %).

Ce scénario fantasmagorique d'une révolution commencée dans la rue et gagnée dans les urnes est probablement à l'origine de l'hallucinant plan média mis en place autour d'Assa Traoré, même avant la mort de George Floyd. Un livre au Seuil avec Elsa Vigoureux en 2017, un deuxième chez Stock avec l'universitaire Geoffroy de Lagasnerie en 2019. Un passage en vedette dans l'émission « Clique », de Mouloud Achour, en janvier 2017. Le soutien inconditionnel de Mediapart, Bastamag et Reporterre. Un portrait dans *Libération* en septembre 2016³. La une des *Inrocks*, en avril 2019 (avec présentation de ses futures robes de créateur dans la rubrique « Où est le cool ? », pour que *fashion* rime avec *revolution*). Un entretien croisé avec Angela Davis organisé par la revue *Ballast* en janvier 2019. Une soirée de soutien en décembre 2019 avec l'écrivain Édouard Louis, l'économiste Thomas Porcher, l'ex-footballeur

Vikash Dhorasoo, la chanteuse Camélia Jordana, la militante Rokhaya Diallo, etc. Assa Traoré est devenue une people.

Cependant, la mort atroce de George Floyd à Minneapolis, le 25 mai 2020, fera plus avancer la cause que les gesticulations du radical-choc. Le 2 juin à Paris, 20 000 personnes défilent dans les rues contre les violences policières, bloquant le périphérique, saturant les antennes des chaînes d'information en continu. Un succès spectaculaire si l'on songe que les précédentes manifestations du comité Adama ont au mieux rassemblé 1 500 personnes. « *Il ne faut pas imaginer que les discours racistes et décolonialistes cartonnent dans les cités* », raconte Marie-Laure Brossier, élue à Bagnolet en 2014, et adversaire de longue date de Youcef Brakni. « *Il rame depuis des années, avec sa thématique des violences policières. C'est toujours le même public qui suit ses interventions.* » Selon elle, aux yeux des indigénistes, les Gilets jaunes incarnent tout ce qu'ils ne sont pas et rêvent d'être : un mouvement de masse, spontané et populaire. Le comité Adama surfe sur la vague d'émotion provoquée par la mort de George Floyd. Il ne l'a pas créée.

Le problème est que le gouvernement ne semble pas du tout s'en apercevoir. Au contraire, il semble cautionner cette imposture, comme en témoigne l'humiliante affaire de l'audience demandée par Nicole Belloubet à Assa Traoré – audience refusée par celle-ci. Nos gouvernants, en somme, confondent fâcheusement peuple et people.

Le mensonge, toutefois, commence peut-être à se voir. Le 13 juin, la deuxième manifestation pour Adama Traoré à Paris a rassemblé moins de monde que celle du 2 juin. Son message était confus, parasité par des appels au boycott des produits israéliens. Le 9 juin, Assa Traoré a magistralement raté son passage à « Quotidien ». Alors que la bienveillance de l'équipe de Yann Barthès lui était acquise, elle a réfrigéré l'ambiance en tentant de donner des leçons de journalisme à une chroniqueuse, qui avait relevé une de ses nombreuses approximations. Un désastre en direct, devant 2 millions de téléspectateurs, mais avec une circonstance atténuante. Ces quatre dernières années, la jeune femme a été très peu contredite, les interviews étant menées par des sympathisants⁴. Ils ne lui ont peut-être pas rendu service. •

1. Les activités politiques et associatives ne sont pas autorisées pendant un arrêt maladie. Cassation civile 2, 15 juin 2017, n° 16-17567.

2. Ce sont des gendarmes qui sont cités dans l'affaire Adama, alors que l'essentiel des polémiques de la période Gilets jaunes visaient la police, mais la « convergence des luttes » ne s'embarrasse pas de ces nuances.

3. Dans lequel il est écrit qu'elle « balaie l'idée de racisme anti-Noirs que certaines personnes ont pu évoquer ».

4. Dans son livre, Elsa Vigoureux, journaliste pourtant expérimentée, reprend sans questionnement l'explication des 1 330 euros en coupures de 10 et 20 euros que portait Adama Traoré au moment de son interpellation sur un point de deal : c'était de l'argent donné par ses proches pour ses 24 ans.

A woman with long brown hair, wearing a grey blazer over a dark blue top and olive green high-waisted trousers, stands against a light-colored, textured wall. She is looking slightly to her right.

LINDA KEBBAB

**« LES POLICIERS SONT
LES FONCTIONNAIRES,
LES PLUS SANCTIONNÉS
DE FRANCE ! »**

**Propos recueillis par
Daoud Boughezala et Gil Mihaely**

**Linda Kebbab est porte-parole du syndicat
de police Unité-SGP-FO.**

Linda Kebbab, représentante du syndicat Unité SGP-FO, s'insurge contre la vulgate antiflics. Des accusations de racisme systémique à l'affaire Adama Traoré, la policière rétablit les vérités qui dérangent.

Causeur. Y a-t-il du racisme au sein des forces de l'ordre ?

Linda Kebbab. Il y en a, comme partout, ni plus ni moins. Mais une chose est sûre : contrairement à ce que prétendent certaines associations, notre police ne peut pas être comparée avec la police américaine. La France n'a pas de culture ségrégationniste alors qu'il y a encore soixante ans, la police américaine verbalisait les Noirs parce qu'ils n'étaient pas assis à la bonne place ! Plus encore, en quarante ans, la police française est devenue beaucoup plus multiethnique et ouverte sur le monde. Dans les années 1950, les policiers avaient connu des guerres d'indépendance, des conflits mondiaux... Dans les années 1970, des exactions pouvaient encore être commises par les policiers dans les quartiers populaires. Aujourd'hui, on nous parle d'un racisme qui frapperait l'institution tout entière. Prétendre que la police violente systématiquement les minorités ethniques, ce n'est pas une libération de la parole, mais une diffamation. De l'Éducation nationale à la médecine en passant par le journalisme, tous les milieux professionnels ont leurs tares. La seule différence, c'est que la police est une institution armée dont on exige l'exemplarité.

Les sanctions contre vos collègues violents ou racistes sont-elles à la hauteur des infractions commises ?

Avec 60 % des sanctions prononcées dans la fonction publique, les policiers sont les fonctionnaires les plus sanctionnés de France ! Pas parce que nous fautions davantage, mais parce que la hiérarchie est beaucoup plus sévère avec nous. Sur les 3 millions d'interventions de voie publique qui ont lieu chaque année en France, 99,96 % se déroulent sans accroc. Autrement dit, seules 0,04 % des opérations débouchent sur des plaintes, ce qui représente 1 400 plaignants. Sur ce total, une centaine de plaintes sont justifiées et 40 policiers (sur un total de 140 000) révoqués. Leur renvoi est décidé par une instance collégiale, composée pour moitié de représentants de notre administration et pour moitié de ceux des syndicats. Pourtant, 98 % des révocations sont demandées à l'una-

nimité parce que le policier incriminé a déshonoré. Pour autant, tout n'est pas rose. Il règne une certaine omerta dans l'administration policière : comme je révèle des dysfonctionnements dans les services, je suis saquée par ma hiérarchie !

Que voulez-vous dire ?

Quand vous pointez du doigt un problème, la hiérarchie fait tout pour vous détruire alors qu'elle se montre parfois totalement attentiste avec d'autres, a fortiori s'ils occupent une fonction à responsabilités. Cependant, dans ces cas-là, il s'agit moins de racisme que de lâcheté, de fainéantise ou de volonté de ne pas faire de vagues. À Rouen, en décembre 2019, on a eu connaissance d'un échange sur WhatsApp au sein d'une brigade chargée de la surveillance des détenus dans les dépôts du tribunal de grande instance. Y étaient tenus des propos suprématistes très durs, tels que « *on va laisser s'entre-tuer les Noirs, les pédés, les musulmans, les juifs et ceux qui restent, on les achève* ». Mon syndicat a été avisé par la plainte d'un policier noir qui y était insulté. Il était évident qu'on ne défendrait pas les collègues auteurs de propos indignes des valeurs républicaines. Dès lors, on s'est dit que l'administration ferait son travail. Or, que s'est-il passé ? Le directeur départemental de la Sécurité publique (DDSP) a saisi l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), laquelle a fait son enquête et a rendu ses conclusions. Mais le DDSP aurait dû les suspendre d'office au lieu de se décharger sur l'IGPN ! Aujourd'hui, ce manquement est médiatisé et entache notre institution.

Ce scandale révèle-t-il un malaise diffus au sein de la police autour des questions identitaires ?

Je ne crois pas. L'omerta que je pointe existe dans tous les corps de métiers. La police est un métier très corporatiste, où on a du mal à révéler les faiblesses du collègue, surtout quand il a le même grade. Ce corporatisme fait aussi notre force.

Si malaise il y a, il tient aux grandes difficultés du métier et à l'impression d'être abandonnés par nos autorités politiques et administratives. En banlieue parisienne, mes collègues en prennent plein la figure dans des cités où les politiques ont ghettoisé des populations depuis des décennies. Certains collègues me confient : « *La seule fois où j'entends parler arabe, c'est quand je me fais insulter !* »

Moi qui suis arabophone, je ne conçois pas qu'on utilise une langue de façon si indigne.

Reste que la police doit intervenir dans des zones ethniquement très tendues, comme à Dijon où Tchétchènes et Maghrébins se sont récemment affrontés dans des scènes de guerre...

À Dijon, il y a les Tchétchènes et les Maghrébins, mais dans le 93, des Arabes s'opposent violemment à des Noirs, des Sri Lankais à des Arabes, parfois à coup →

de machettes, sans que cela soit forcément médiatisé. Dans ce contexte tendu, mes camarades ne sont pas racistes. Ils ont fait de moi leur porte-parole alors que je ne cache pas mes origines algériennes, quand les racistes antipolice m'y renvoient. Quand Ahmed Mrabet a été tué devant *Charlie Hebdo*, les collègues, en tenue d'honneur, sont allés lui rendre hommage et le saluer dans le carré musulman.

Méfiez-vous des manipulations : des interventions sont parfois maquillées en violences racistes par des militants antipolice. Il y a quelques mois, à Marseille, les policiers sont intervenus pour arrêter un mari coupable de violences conjugales. Ils ont menotté cet homme extrêmement violent. Les riverains, qui avaient entendu les coups pleuvoir, ont invectivé la maréchaussée en filmant l'interpellation avec leurs smartphones : « *Vous le violencez, vous exercez des violences policières, c'est honteux ! Lâchez-le.* » C'est malheureusement une scène très courante.

Globalement, depuis la répression des Gilets jaunes, estimez-vous rompu le fil qui relie la population française à sa police ?

Pas tout à fait. Certes, la popularité de la police est plus basse qu'avant le mouvement des Gilets jaunes, mais elle reste bien plus élevée que celle des politiques ou des journalistes. Cependant, le mouvement des Gilets jaunes a bel et bien créé des fractures avec la population, mais nous payons ici un échec politique. Pendant des années, nos dirigeants ont ignoré le ressentiment économique et social croissant de la classe moyenne. Personne n'a parlé à ces personnes-là, sinon les fonctionnaires qui y sont confrontés dans l'urgence, c'est-à-dire les soignants, les policiers et les gendarmes.

Certes, les politiques ont une grande responsabilité. Mais sur un plan sécuritaire, comment jugez-vous la manière dont Christophe Castaner a géré la crise des Gilets jaunes à son arrivée Place Beauvau en octobre 2018 ?

Sévèrement. Quand arrivent les premières violences sur les manifestations des Gilets jaunes, une des erreurs que fait le ministre de l'Intérieur, c'est de les déloger des ronds-points partout en France. Partant, ils sont tous montés à Paris où ils ont été infiltrés par des groupes extrémistes. Cette gestion politique hors-sol a radicalisé le mouvement et favorisé l'action des black blocs qui en ont profité pour venir caillasser des policiers. Pourtant, la police avait les moyens de mettre de côté les radicaux que les services de renseignement savent localiser et suivre. Le Code de procédure pénale permet en effet de contrôler l'identité des personnes dont l'attitude indique qu'ils vont commettre des infractions. Et comme ces individus n'ont souvent pas de pièce d'identité, on peut les emmener au poste trois ou quatre heures de façon à les écarter des cortèges. Mais depuis la loi travail (2016), cela ne se fait plus. Faute de consigne de la préfecture, les black blocs sortent leurs banderoles,

préparent leurs projectiles et les policiers ne peuvent rien faire. Le comble, c'est que la police est dénoncée par les antirépublicains qui la présentent comme la milice d'Emmanuel Macron...

Quand vous évoquez les « antirépublicains », mettez-vous dans le même sac La France insoumise et le RN ?

Je vise essentiellement l'extrême gauche, même si des activistes d'extrême droite œuvrent avec plus de discrétion. Et je ne parle pas des idées, mais des actes. À partir du moment où le Conseil constitutionnel estime que le RN est un parti républicain, quel droit ai-je de juger le vote de ses électeurs ?

Les médias et l'opinion confondent régulièrement police et gendarmerie. Mais aujourd'hui, ces deux corporations ne font pas jeu égal. Autant la gendarmerie semble bien gérée, autant la police apparaît en proie aux malaises et aux scandales. Comment l'expliquer ?

Plusieurs facteurs entrent en jeu. Les gendarmes étant des militaires, ils appliquent une gestion militaire visionnaire des troupes, des moyens et des objectifs de travail à deux ou trois ans d'avance, alors que la police fait du bricolage à six mois. Le deuxième point, c'est la façon de communiquer : lorsque les gendarmes sont victimes de fake news ou d'attaques déstabilisantes, le directeur général de la gendarmerie nationale dégage immédiatement à coups de fact checking, alors que la hiérarchie policière ne fait rien pour allumer des contre-feux. Dans un certain nombre d'affaires, j'ai personnellement tenté de rétablir la vérité, ce qui m'a valu pas mal de menaces de mort et de viol.

Enfin, n'oublions pas que la police couvre 25 % du territoire français, mais 75 % des délits. On gère la misère sociale, les violences urbaines, le trafic de stupéfiants, ce qui modifie la perception de la population.

L'affaire Adama Traoré implique justement des gendarmes. À en croire sa sœur et le comité Adama, ce délinquant mort à la suite de son interpellation en 2016 serait un George Floyd français. Quelle est votre lecture des événements ?

Ma lecture est très factuelle. L'action de police exercée sur George Floyd a été unanimement condamnée par les policiers français, notamment parce que le geste technique en question (un homme menotté, couché sur le ventre, avec un genou qui coupe les voies aériennes) est interdit en France. Poser son genou sur une personne en train d'agoniser pendant neuf minutes est tout bonnement inconcevable dans l'Hexagone.

La seule ressemblance entre ces deux affaires, c'est la couleur de la peau de la personne qui est morte et la famille du jeune homme en joue. Quoi qu'en dise son avocat, qui ne fait pas du droit, mais du militantisme, les experts ont établi qu'Adama n'avait pas été tué par

l'action des gendarmes, mais du fait d'avoir couru longtemps un jour de canicule. Pour éviter l'arrestation, Adama Traoré s'est caché et enroulé dans une espèce de tapis, à la suite de quoi trois gendarmes l'ont immobilisé. Pendant qu'il se débattait et que deux gendarmes contrôlaient ses bras, un gendarme lui tenait simplement les jambes, ce qui n'a rien à voir avec un étouffement ! Le récit qu'en fait sa sœur est truffé de mensonges. Il se trouvait avec son frère qui était recherché et s'est enfui à la vue des gendarmes, parce qu'il avait sur lui des stupéfiants et une somme importante d'argent. Rien à voir avec la version de sa sœur qui prétend que les gendarmes ont sauté sur Adama parce qu'il n'avait pas sa carte d'identité (voir le récit de l'arrestation pages XX-XX).

Les militants fantasment une police blanche qui persécuterait des banlieusards issus de l'immigration. Mais entre forces de l'ordre et racailles, parfois issus des mêmes communautés, le clivage n'est-il pas plus culturel qu'ethnique ?

Oui. C'est une guerre de territoires, avec des délinquants qui se fichent de la couleur ou de la religion du policier en face d'eux. Face à des policiers noirs, un délinquant sera tout aussi violent qu'avec des policiers blancs. En réalité, le discours ethnociste militant ne s'adresse pas tant aux délinquants qu'à la jeunesse qui est notre future élite politique, culturelle et intellectuelle. C'est pourquoi les militants antirépublicains s'expriment si régulièrement dans les universités ou à Sciences-Po.

Avec 60 collègues, vous avez signé dans *Marianne* une tribune en tant que policiers issus de la diversité. Le débat est-il si ethnicisé qu'il faille se dire Arabe ou Noir pour se défendre des accusations du racisme ?

C'est triste d'en arriver là, mais quand des collègues se font traiter de « nègres de maison » ou de vendus parce qu'ils sont noirs, nous n'avons pas le choix. En tant qu'auteur de ce texte, je peux vous assurer qu'aucun de mes collègues ne l'a signé de gaieté de cœur. Nous avons voulu rappeler que la police n'était pas un corps issu du colonialisme ou de l'esclavagisme, qui persécuterait les ex-colonisés. En quoi sommes-nous des vendus de vouloir mettre de l'ordre là où on vit ? Ce serait un drame pour notre société que des gamins des cités, qui aspiraient à devenir policier ou gendarme, y renoncent de peur de se faire insulter ou rejeter par leur quartier.

Pour apaiser les tensions entre jeunesse des banlieues et forces de l'ordre, Christophe Castaner avait annoncé l'abandon de la méthode d'interpellation par étranglement. Le ministre a ensuite été désavoué par l'administration. Quelle est votre position sur le sujet ?



Rassemblement de policiers devant la préfecture de Bobigny (Seine-Saint-Denis), pour exprimer leur colère contre les récentes déclarations du ministre de l'Intérieur, 11 juin 2020.

Ce qui est dramatique dans le discours de Castaner, c'est qu'il associe la question du racisme à la technique de l'étranglement, en laissant croire que la police française pratique des étranglements sur les personnes racisées ! En réalité, cette technique est utilisée pour arrêter des personnes très violentes. Pour les forces de l'ordre, c'est une façon de maintenir l'interpellé, non en l'étranglant, mais en calant son menton dans le pli du coude et sa main sur l'oreille pour faire un effet de camisole. Le mot d'étranglement est mal choisi, d'autant que cette méthode indispensable au quotidien n'a jamais été remise en question dans des affaires. C'est un groupe de travail qui l'a interdite. Mais que préconise-t-on à la place ? On nous parle du Taser, qui cause plusieurs morts par an aux États-Unis. Nous n'avons pas envie de tuer des gens ! On ne prend pas les problèmes du bon côté. De même, on nous reproche de contrôler au faciès en banlieue. Mais si 70 % de la population est issue de l'immigration, qui voulez-vous qu'on contrôle ?

Conseilleriez-vous à votre enfant de devenir policier ?

Plus maintenant. Cependant, malgré le mépris, les injures, le dénigrement, on continue. Rien que pour cela, je suis fière de mes collègues. On ploie sous les critiques, mais on ne baissera pas l'échine. Les policiers ne mettront pas genou à terre. •

LA FAIBLESSE DE L'ORDRE

Par Aurélien Marq



Comment la République peut-elle se faire respecter sur tout le territoire ? A l'heure où nos forces de l'ordre sous-équipées ne peuvent pas compter sur le soutien de la justice, faisons appel au savoir-faire de notre armée. Et mettons en place une nouvelle garde nationale.

**Cocktails Molotov jetés contre les CRS,
Paris, 1^{er} mai 2017.**

Au XIV^e siècle, Ibn Khaldoun, considéré comme le « père de la sociologie », mettait ses lecteurs en garde : lorsqu'il se produit un divorce entre le peuple et les dépositaires de la violence légitime, la société est condamnée. Soit elle sombre dans le chaos, livrée aux bandes de pillards, aux conquêtes barbares et aux seigneurs de la guerre, soit l'un des groupes habitués à faire usage de la violence (légitime ou non) prend le pouvoir, et instaure un régime autoritaire.

La Grèce après la guerre du Péloponnèse et l'arrivée au pouvoir de Philippe de Macédoine, la fin de la République romaine et le triomphe de César, la chute des différentes dynasties impériales chinoises, des Trois Royaumes à la lutte entre Tchang Kaï-chek et Mao Zedong, confirment cette analyse d'Ibn Khaldoun. Et je ne lui connais aucun contre-exemple.

À cet égard, la situation présente de la France est catastrophique. Les affrontements entre les Gilets jaunes et les CRS, le deux poids, deux mesures d'un confinement pendant lequel des citoyens par ailleurs honnêtes et inoffensifs étaient verbalisés pour des broutilles alors que certains quartiers se moquaient ouvertement des règles sanitaires, les récentes manifestations autour de cette idole qu'est devenue Assa Traoré, les scènes de guerre tribale à Dijon où la République a totalement démissionné, laissant la résolution du conflit à un imam affilié à MF, l'ex-ULOIF, la branche française des Frères musulmans... Jusqu'à l'écho médiatique délirant donné à cette infirmière qui caillasse les forces de l'ordre et semble vouloir en découdre, mais réclame à grands cris sa Ventoline dès qu'elle est interpellée. Comment en sommes-nous arrivés là ?

Dans ce divorce entre le peuple et les détenteurs de la violence légitime, les torts sont partagés.

Du côté du peuple, une attitude infantile, « je veux me bagarrer, mais je veux ma Ventoline » ! Autrement dit, « je veux donner des coups, mais je n'accepte pas d'en prendre ». L'une des causes est l'effondrement du syndicalisme qui donnait jadis un cadre aux actions : il y a quelques décennies, les mouvements des ouvriers sidérurgistes ou des marins-pêcheurs étaient autrement plus violents que les manifestations d'aujourd'hui, mais il s'agissait de négocier avec la République, pas de remettre en cause l'existence de la France. L'immaturité médiatique joue également un rôle : si l'on compare la couverture des mouvements sociaux de l'époque et les images des derniers jours, le contraste est effarant. Et je ne parle même pas des interpellations de délinquants avérés : pour certains, un criminel se transforme en victime dès l'instant où un policier lui passe les menottes. Culture de l'excuse, du délinquant « victime ontologique de la société » que l'on exonère des responsabilités du libre arbitre, en oubliant les victimes bien

réelles du délinquant en question.

Du côté de la violence légitime, des forces de l'ordre, un double problème.

Problème de légitimité : l'action du gouvernement d'Emmanuel Macron est considérée par une proportion croissante de Français comme intrinsèquement illégitime, pour de multiples raisons. L'arrogance des propos et des attitudes, l'impression d'un pouvoir « fort avec les faibles, faible avec les forts » ne peuvent que saborder l'action des forces de l'ordre. Aux yeux de beaucoup, elles ne sont plus les protectrices du peuple, mais les mercenaires d'un pouvoir qui impose ses décisions au peuple au mépris de la volonté générale et du bien commun.

Problème de violence : oui, il y a des « bavures », oui il y a un vrai sujet de « violences policières », mais il n'a rien de systémique. L'analyser suppose toutefois d'admettre qu'il concerne surtout la police nationale. Non que la gendarmerie en soit totalement exempte : une institution de plus de 100 000 personnes contient inévitablement son lot de brutes et d'abrutis. Mais dans le cas de la police, plusieurs problèmes structurels se posent.

Le mode d'organisation de l'institution favorise la filière judiciaire au détriment de ce que l'on appelle la voie publique. Et la spécialisation des filières fait que jamais un enquêteur n'ira simplement patrouiller, même pour renforcer ses camarades de la voie publique. Résultat : ces derniers, qui concentrent les postes vacants, sont souvent incapables de monter en puissance rapidement en cas d'incident. Naturellement, les rythmes de travail plus que confortables obtenus par les organisations syndicales au fil des années n'aident pas. Autrement dit, une patrouille de police prise à partie dans un quartier sensible sait qu'elle est seule au monde. Les renforts, s'ils finissent par arriver, mettront très longtemps à venir. Les gendarmes, statut militaire oblige, ont un régime d'astreintes qui leur permet de battre le rappel des troupes beaucoup plus facilement et beaucoup plus rapidement, même si un drame est toujours possible – je pense à Collobrières en 2012¹.

Mais le problème majeur, qui concerne les deux forces, est l'indigence coupable de la réponse pénale. Les forces de l'ordre le savent, leur action n'est pas soutenue par les magistrats puisque les sanctions infligées aux délinquants ne sont en général absolument pas dissuasives.

Une patrouille de police confrontée à l'hostilité ne peut donc compter ni sur la force du nombre ni sur la force de la loi. Que lui reste-t-il ? Certains baissent la tête. D'autres bombent le torse. Pour s'imposer – parce que c'est leur mission, parce que s'ils ne s'imposent pas, ils ne pourront pas faire respecter la loi et ne protégeront personne –, des policiers en arrivent à se comporter comme des caïds face à d'autres →



Intervention des CRS lors de la manifestation des personnels soignants aux Invalides, Paris, 16 juin 2020.

caïds. Bien sûr, certains d'entre eux y prennent plaisir, pourcentage détestable, mais inévitable de brutes et d'abrutis, et ceux-là doivent être châtiés avec la plus grande sévérité. À ce sujet, la proposition de la syndicaliste Linda Kebbab est excellente : les sanctions prises contre les policiers et gendarmes qui abusent de leur autorité doivent être médiatisées, afin de montrer par l'exemple que ces institutions républicaines font le ménage dans leurs rangs chaque fois que c'est nécessaire. Reste qu'un grand nombre des policiers qui en arrivent à « jouer les caïds » le font par nécessité, parce que l'organisation du service, l'institution judiciaire laxiste et les médias majoritairement hostiles ne leur laissent aucun autre moyen de tenter d'accomplir leur mission. Cercle vicieux.

Faut-il désespérer pour autant ? Non, car la France dispose d'un atout majeur. D'après un sondage de début juin, 85 % des Français font confiance aux forces armées, 81 % à la gendarmerie, 69 % à la police – et pour mémoire, 51 % seulement à l'institution judiciaire, désaveu dont la plupart des médias se gardent bien de parler.

L'armée française est connue et reconnue pour son aptitude à « gagner les cœurs ». Sur tous les théâtres d'opérations extérieurs, c'est l'un des points forts de nos militaires, capables dans des conditions parfois extrêmes et malgré le manque de moyens de mériter la confiance des populations locales tout en accomplissant leurs missions.

On sait aussi le succès mérité des deux livres du général Pierre de Villiers : la France sent, confusément mais intensément, qu'elle a besoin qu'infusent dans toute la société le pragmatisme et l'éthique exigeante des armées. Cette attente populaire est une force.

Autre atout de nos armées : une longue et belle tradition d'intégration républicaine. À l'heure où certains accusent la France de « *racisme systémique* » alors qu'eux-mêmes promeuvent une vision raciale du monde, les armées sont un modèle à valoriser. Sous le feu, seuls comptent la loyauté et le courage, la couleur de peau n'est rien : ni les balles ennemies ni la fraternité d'armes ne s'arrêtent à une différence aussi superficielle.

Faut-il donc déployer l'armée dans les zones de non-droit et autres quartiers de reconquête républicaine ? Oui. Non pour « envoyer les chars », mais pour nous appuyer sur l'expérience et le savoir-faire remarquables de nos troupes, dont nous aurons bien besoin pour rétablir l'ordre sur le territoire national.

Si nous n'acceptons pas que nos militaires interviennent, nous aurons les milices ou les pillards

À Nîmes, une école a dû être « *délocalisée* », dit pudiquement la mairie, en raison de l'utilisation d'armes de guerre par des bandes rivales dans le quartier où elle se trouvait. En France, en 2020, des enfants doivent fuir des zones livrées aux affrontements armés pour pouvoir suivre leur scolarité. Et on se pose encore la question de l'état de siège ? Dijon en est la preuve : si nous n'acceptons pas que nos militaires interviennent, nous aurons les milices ou les pillards.

Et plutôt que des milices populaires, dont la bonne volonté gorgée d'exaspération risque hélas de dégénérer, nous devrions exiger la mise en place d'une véritable garde nationale, volontaires encadrés par des professionnels. Ainsi, nous disposerions des effectifs nécessaires pour tenir l'ensemble du territoire. Ainsi, ceux qui brûlent d'agir pourraient le faire sans risque de récupération par des groupes factieux ou extrémistes. Ainsi, un plus grand nombre de citoyens verraient de leurs yeux la réalité de la menace, et pourraient relayer un constat factuel face aux absurdités idéologiques. Ainsi, les forces de l'ordre et les forces armées ne risqueraient plus de se croire abandonnées du reste de la Nation, mais se sauraient soutenues, conscientes que c'est de ce soutien qu'elles tirent leur légitimité.

Un rêve : que tous les élus, magistrats, avocats, journalistes aient l'obligation, au moins une nuit par mois, de patrouiller avec les forces de l'ordre dans un quartier sensible. Anonymement, pour ne pas fausser l'expérience. Sans sécurité supplémentaire, dans les conditions qui sont au quotidien celles des policiers, des gendarmes, des soldats. Gageons que très vite le discours médiatique changera. Gageons que l'impunité prendra fin pour les délinquants.

Ces changements sont des prérequis indispensables : aucune police, aucune armée au monde ne peut sauver un peuple qui a décidé de se suicider et d'applaudir la disparition de sa propre civilisation. Trahison ignoble de quelques générations d'enfants gâtés capricieux qui privent leurs successeurs de ce que leurs prédécesseurs ont consacré des millénaires à bâtir.

Il ne servirait à rien de demander aux armées de reconquérir les parcelles perdues du territoire national, si c'est pour les brider comme on bride aujourd'hui la police et la gendarmerie. Jusqu'ici, tous les projets de simplification de la procédure pénale ont été des échecs retentissants. Il faut lire David Galula et son remarquable traité de contre-insurrection. Les sanctions doivent être immédiates et identiques sur tout le territoire. Les brutes qui font régner leur loi dans certaines zones doivent en être écartées dès qu'elles sont identifiées, afin d'en protéger le voisinage. Les quartiers calmes (notamment ayant un taux élevé de population d'origine étrangère) doivent bénéficier des politiques publiques en priorité par rapport à ceux qui se distinguent par les violences urbaines et les trafics : le respect des lois doit être récompensé. De même, il est urgent d'allouer plus de moyens aux bourses d'études ou au soutien scolaire à destination des adolescents et jeunes adultes sans histoire, plutôt qu'à une « réinsertion » qui revient à offrir à des délinquants ce que d'autres, honnêtes, n'auront jamais. Les ressources doivent être concentrées sur les services publics dirigés par des personnes fiables, et non données à des associations à la loyauté douteuse sur lesquelles l'État se décharge de ses responsabilités. Ce sont là des conditions indispensables de la victoire, avec la proclamation de l'état de siège au moins le temps de désarmer les « quartiers » et d'enfermer les chefs de bandes. La France et la République ne seront respectées que si elles savent se faire respecter.

C'est la leçon d'Ibn Khaldoun : pour ne pas tomber dans la spirale de la violence, nous devons redonner son sens et sa noblesse à l'usage de la force. En clair, si tu veux la paix, prépare la guerre. •

1. Deux femmes gendarmes avaient été abattues en juin 2012 au cours d'un cambriolage dans cette commune du Var.

PRIVILÈGE DE TA RACE !

Par Rokhaya Diallo

Rokhaya Diallo est une journaliste, militante antiraciste
et féministe française.



Convaincue qu'il existe un privilège blanc et un racisme systémique au cœur de la société française, Rokhaya Diallo interroge notre histoire commune. Cette féministe décoloniale et intersectionnelle critique la France au nom même des valeurs françaises.

Cher.e.s lectrices et lecteurs de *Causeur*,
Que les choses soient claires, je ne vous écris pas pour me rendre aimable à vos yeux. Lorsque je m'exprime publiquement, je ne le fais pas dans le but d'être appréciée, ma vie personnelle me nourrit suffisamment de ce point de vue. Mon objectif n'est pas non plus de ménager les sensibilités si françaises qui surgissent dès lors qu'il s'agit d'évoquer des questions relatives au racisme ou au sexisme.

Ainsi, si vous pouvez parfaitement honnir ma personne ou ce qu'elle semble incarner à vos yeux, de grâce, faites-le pour de bonnes raisons.

Les rares fois où mon regard a croisé des textes publiés dans *Causeur*, j'y étais vertement mise en cause, tantôt accusée de m'abreuver d'un racisme imaginaire, tantôt de vouloir asseoir la domination des minorités pour mieux éradiquer les pauvres hommes blancs étouffés dans leur culpabilité.

Pour commencer, l'obsession « raciale » que vous me prêtez témoigne surtout de votre inconfort à l'évocation des questions raciales en France. Je suis une femme noire et je l'ai découvert à travers les regards, les interrogations, les suspicions ou les stigmatisations qui ont jalonné ma vie. Si aujourd'hui je suis dans une position sociale plutôt privilégiée, je n'ai pas vraiment les moyens d'oublier ma condition raciale, car il se trouve toujours une personne ou une situation pour me la rappeler. Se penser en dehors de toute considération raciale (ou raciste) est un luxe dont ne disposent pas les personnes qui encourent vingt fois plus de risques d'être contrôlées par la police (les jeunes hommes perçus comme arabes ou noirs). Quand on se voit régulièrement rejeté.e dans la recherche d'un appartement, d'un logement ou de l'accès à un loisir du seul fait de sa couleur de peau ou de son patronyme, il est difficile de s'affranchir d'une lecture de la société tenant compte du racisme. Son impact aussi protéiforme que diffus est beaucoup plus lourd que ce que la plupart des

personnes qui ne le subissent pas sont prêtes à admettre. Aussi, faire comme moi le choix de mettre sa plume au service de la lutte contre les inégalités, en particulier contre celles qui font l'objet d'un déni massif, on prend le risque d'être à l'origine de rappels désagréables.

Je fais donc usage de ma position personnelle pour rappeler que la plupart des personnes minorées en France sont encore victimes d'exclusion et j'assume le fait de porter cette parole dans des espaces peu habitués à entendre des voix comme la mienne. Si cela fait grincer des dents, peu importe. Je n'aspire aucunement à devenir la fameuse amie noire qu'invoquent les gens qui ont besoin de se rassurer.

J'estime que mon expérience me rend particulièrement légitime pour évoquer les questions raciales, que je vis dans ma chair en plus de les explorer dans mes recherches, travaux et productions artistiques. Tout comme je pense être plus qualifiée qu'un homme cisgenre¹ pour décrire la douleur et l'inconfort que peuvent provoquer les règles périodiques dans une société dont la priorité n'est manifestement pas d'accommoder les femmes, mais plutôt de leur vendre des produits « hygiéniques » dont la toxicité a pourtant été démontrée à maintes reprises. On est spécialiste de sa condition, car elle charpente la manière dont on appréhende le monde et nous place dans des dispositions qui nous confèrent une acuité que ne possèdent pas les personnes qui ne partagent pas ce vécu.

Me qualifier de « raciale » est presque comique tant cela témoigne d'une inculture et d'un refus de voir la société telle qu'elle est. Je suis flattée que l'on m'accorde un tel pouvoir, mais je dois faire preuve d'humilité : les catégories que je mobilise pour décrire et dénoncer la mécanique discriminatoire existaient bien avant moi. J'imagine que de nombreuses personnes les ignoraient de manière bien commode et qu'il est plus facile de m'accuser de les inventer et d'insuffler des divisions, qui apparemment ne tiennent qu'à mon existence dans l'espace public, plutôt que de s'en prendre véritablement au mal qui ronge notre société. Tuer le messager porteur de nouvelles désagréables plutôt que d'affronter les conséquences de son annonce est un classique.

M'opposer un universalisme théorique alors que la réalité objective est gangrénée par les méfaits du racisme et du sexisme est une posture parfaitement hypocrite. Un universalisme incapable de nommer les problèmes et de décrire les discriminations et leurs sources est un leurre. À votre universalisme conservateur qui ferme les yeux sur les problèmes, je préfère mon universalisme qui implique la reconnaissance de tous les particuliers.

Si je parle des Blanc.he.s, c'est parce que j'en ai assez de voir le débat sur l'égalité se focaliser depuis des décennies sur les « minorités visibles » et autres « Noir.e.s ou Asiatiques de France ». Comme si elles étaient seules →

responsables de leur condition et seules engagées dans la dynamique raciale. Si une personne non blanche est discriminée du fait de sa couleur de peau, c'est qu'une personne blanche obtiendra le bien ou le service qui ne lui a pas été accordé. Et cette personne ne le saura probablement jamais. C'est pour cela que l'on parle de privilège blanc. Il ne s'agit pas de dire que toutes les personnes blanches vivent dans un luxe insolent, mais que leur couleur de peau seule ne sera jamais un obstacle pour avancer dans notre société, et qu'elle constitue même un avantage par rapport à des personnes qui, elles, savent que leur couleur de peau constitue un désavantage certain. À conditions égales, il est évident que le fait d'être blanc est plus favorable dans quasiment toutes les circonstances quotidiennes. Et surtout quand on est blanc, on a le choix de ne pas penser à sa couleur de peau, car elle ne nuit jamais à son évolution sociale.

Par ailleurs, je ne souscris pas à ce discours qui ne considère que la classe sociale, car elle ne préserve personne du racisme qui frappe, quelle que soit la position sociale (pensons à notre ancienne garde des Sceaux Christiane Taubira).

La question raciale n'est évidemment pas la seule clé de lecture des inégalités qui s'expriment aussi sur le plan socio-économique, ou à travers le sexisme, l'homophobie ou encore le validisme². Mais cette question est transversale, elle ne concerne pas qu'une partie de l'échiquier politique. Contrairement à ce qui dominait l'antiracisme des années 1980, je ne crois aucunement que la gauche soit miraculeusement hermétique à tout racisme, et que seule l'extrême droite pose un problème. Cette idéologie qui gangrène une société n'est pas celle d'un camp. Oui, vous avez bien lu, je crois en l'existence d'un racisme systémique, qui n'est pas le seul fait de quelques individus problématiques, mais le fruit d'une histoire. Comme aux États-Unis. Nos pays sont certes différents, ne serait-ce que parce que la violence policière, voire la violence en général, est autrement plus endémique en Amérique. Il n'est pas besoin d'importer » la grille de lecture des États-Unis sur la France, ce dont on m'accuse souvent : en matière de racisme, la France se débrouille très bien toute seule.

Nous avons une histoire esclavagiste et américaine qui est encore lisible dans la constitution même de nos territoires. Si des départements français sont situés sur le continent américain ou dans l'océan Indien, c'est bien parce que la France était une importante puissance esclavagiste. Nombre de nos concitoyen.ne.s sont les descendant.e.s de personnes torturées par l'esclavage. Et si l'esclavage français m'intéresse en premier lieu, c'est parce que je suis française : c'est notre histoire commune que j'interroge en priorité. Il me semble très périlleux de tenter d'extraire notre pays de cette réalité historique et d'affirmer que cette histoire ne produirait pas de conséquences sur nos vies actuelles. La France a été condamnée à maintes reprises par des

juridictions internationales et nationales du fait de pratiques racistes dans la police, sans que cela ne donne lieu à aucune décision politique annonçant une quelconque intention de changer quoi que ce soit. C'est donc bien l'institution qui refuse de remettre en question ses pratiques racistes, ce qui démontre donc une tolérance voire une complicité active avec un racisme évident.

On a tendance à valoriser les minorités lorsqu'elles se contentent de formuler une reconnaissance béate. Ce n'est pas mon cas

Je pourrais poursuivre ma démonstration et l'agrémenter de dizaines d'exemples, mais je crois que le sujet est ailleurs. Nous vivons dans un pays qui, à travers les fictions produites sur les écrans et dans sa littérature, est incapable de se représenter tel qu'il est, et qui, quand il présente des visages non blancs, persiste trop souvent à les cantonner dans des récits relatifs à une réalité liée à la banlieue ou à la migration. Cette absence est aussi perceptible sur les plateaux de télévision, où parfois même les débats relatifs au racisme se déroulent entre Blanc.he.s. C'est cette France du déni peu habituée à la remise en question que j'interpelle sans relâche. Cela suscite de l'inconfort, car on a plutôt tendance à valoriser les minorités lorsqu'elles se contentent de formuler une reconnaissance béate. Ce n'est pas mon cas. En tant que Française, je me sens parfaitement légitime pour critiquer mon pays. Je le rappellerai aux principes dont il m'a abreuvée aussi souvent qu'il le faudra.

Je n' imagine pas vous avoir convaincu.e.s de la pertinence de mes arguments, mais espère que vous prendrez la peine de critiquer mes idées en prenant connaissance de mes travaux au lieu de vous contenter de commenter quelques tronçons de phrases collectés çà et là par mes détracteurs. J'aimerais que dans votre opposition, vous fassiez preuve de respect pour ce que je dis réellement et que vous vous astreigniez à un minimum de discipline intellectuelle.

Si vous vous sentez personnellement attaqué.e.s à chaque fois que je dénonce les dysfonctionnements de mon pays, si vous avez l'impression que mes reproches vous visent en tant qu'individus, posez-vous les bonnes questions.

Oui, j'écris en écriture inclusive, désolée si ça vous pique les yeux, mais je crois qu'il est bon de savoir sortir de sa zone de confort. Disons que c'est pour votre bien.

Mes salutations cordiales, •

1. Qui s'identifie au genre qui lui a été assigné à sa naissance.
2. Oppression et discriminations des personnes vivant en situation de handicap.

Comprendre la géopolitique dans toutes ses dimensions



BLUES, JAZZ, ROCK, C'EST PAS DU GHETTO !

Par Sophie Bachat et Patrick Eudeline

Le déboulonnage des statues a relancé le procès en appropriation culturelle qui prétend que les musiciens blancs auraient pillé le patrimoine noir. Mais en musique, de Debussy aux Rolling Stones, l'appropriation est la norme.

En 2017, Sophie Fontanel publiait dans *L'Obs* un article intitulé : « Les tresses de Bo Derek ». L'actrice apparaissait dans *Elle*, le film de Blake Edwards, la chevelure entièrement nattée à la mode ancestrale des Africaines. La journaliste se demandait déjà comment une starlette hollywoodienne avait l'audace d'arborer ce symbole de l'oppression. C'est ainsi qu'a débarqué en France la notion d'appropriation culturelle.

Ensuite, tout est allé très vite. Et depuis le meurtre de George Floyd à Minneapolis, pas un jour ne se passe sans un déboulonnage de statues d'opresseur colonialiste, de mea culpa à la chaîne et de genuflexions. Résultat : un come-back fulgurant du procès en appropriation culturelle, jusque sur le plateau de Cyril Hanouna où Gilles Verdez invente un rap né en Afrique. On avait eu un avant-goût en avril 2019, quand la Ligue de défense noire africaine avait empêché la représentation des *Suppliants*, la tragédie d'Eschyle, où des acteurs étaient grimés en noir. Le fameux blackface. Ce fut une véritable bataille d'Hernani dans le milieu universitaro-artistique. Tout cela sur fond d'idéologie indigéniste.

Le premier blackface de l'histoire du théâtre fut un « whiteface » : l'*Othello* de Shakespeare, interprété par des Blancs, les Noirs ne courant pas les rues dans l'Angleterre élisabéthaine. Il n'y eut semble-t-il aucune manifestation devant le théâtre du Globe.

Aujourd'hui, voilà les Stones accusés à leur tour d'ap-



propriation culturelle. D'ailleurs, ils le revendiquent. Les petits British de la banlieue de Londres ont grandi avec l'idée que le blues était une croisade sacrée, ils ont voulu faire leur cette musique de révolte et de désespoir. Peut-être résonnait-elle aux oreilles de ces garçons nés sous les bombes du Blitz. Les tragédies sont universelles. Traité de voleur d'âme, Keith Richards fut si estomaqué qu'il balbutia : « *Personne n'est plus noir que moi* », réponse qui l'a disqualifié auprès de certains.

Quand on nous accusait de racisme, moi ou d'autres, on répondait par cet argument imparable : j'ai passé trente ans de ma vie à essayer de décrypter les géniaux plans blues de Lightnin' Hopkins, rêvé de chanter comme le grand Ray Charles et de tutoyer les étoiles comme l'immense Charlie Mingus. Tel Nino Ferrer qui chantait *Je veux être noir*, notre amour pour le blues, croyions-nous, ne pouvait que nous absoudre d'un tel péché.

Avant que les Stones fassent sa gloire, Muddy Waters était peintre en bâtiment. Deux ans après leur premier album, il s'offrait une flottille de Cadillac et tournait dans toute l'Europe. Et cela est vrai pour tous les bluesmen. Mais peu importe. Peu importe si les jazzmen noirs rejetaient le blues quand les rockers, eux, le découvraient.



Les Rolling Stones au Earls Court Exhibition Centre de Londres, accompagnés sur scène par Billy Preston, le « cinquième Beatles », mai 1976.

L'histoire de la musique populaire n'est faite que d'appropriations culturelles en tout sens.

L'art est à l'image de la vie, il est complexe et surprenant. Il n'y a pas de musique pure. Cette obsession de l'origine, cette phobie du mélange, ce refus des influences étrangères fait plutôt penser au nazisme qu'aux amoureux du rock. Pourtant, c'est la nouvelle doxa.

On peut dire que c'est Debussy qui a inventé le jazz en 1908. Il s'est inspiré du cake-walk, petites pièces musicales jouées par des esclaves qui parodiaient avec talent la musique et des mœurs blanches. Le « rythme blanc » des cake-walks fut repris un demi-siècle plus tard par les grands pianistes de ragtime, Scott Joplin et Jelly Roll Morton. Le jazz serait donc une musique de Blancs ? De quoi faire bondir les critiques de *Télérama*.

Quant au blues, il puise ses racines dans la musique celtique, et les Irlandais ne sont-ils pas les nègres européens ? L'usage de l'ambiguïté majeur/mineur, de la quinte diminuée, de la fameuse *blue note* (le *diabolus in musica* du Moyen Âge occidental), tout cela vient d'Europe. Comme les compositeurs ashkénazes qui, à Broadway, écriront le répertoire de tous les jazzmen, Coltrane inclus.

Il y a pléthore d'exemples, mais finissons avec le symbole du reggae et des fumeurs de joints : Bob Marley, devenu Bob Marley quand son producteur Chris Blackwell l'a convaincu de « blanchir » son reggae à coups de pop music. D'ailleurs, le reggae lui-même est d'une ascendance douteuse : polka, mazurka, scottish, quadrille, les musiques blanches coloniales ont engendré son ancêtre, le mento.

Finalement, l'appropriation culturelle n'est peut-être pas là où on le croit.

Le tissu wax, si prisé des modeuses et des actrices qui manifestent pour Adama ? Inventé et exporté par les Hollandais. Les dreadlocks, la coiffure des rastas et des zadistes ? Ça vient de la Bible, livre de chevet des rastas : « *Le rasoir ne passera pas sur sa tête.* » « *Tire sur ton joint pauvre rasta. Et inhale tes paraboles* », chantait le grand Serge qui avait encore une fois tout compris.

La nouvelle lubie des producteurs de cinéma est de faire jouer des rôles de Blancs par des Noirs. Tout le monde se souvient de l'interprétation, d'ailleurs assez médiocre, de Knock par Omar Sy. Morgan Freeman jouera le rôle de Lemmy, le chanteur culte et sulfureux du groupe Motörhead connu pour ses positions alt-right et ses collections de *memorabilia nazies*.

Mais noir n'est jamais assez noir. Maintenant, c'est Nina Simone. Zoe Saldana, choisie pour incarner la grande chanteuse, interprète à ses heures de Brel et des Bee Gees, est trop métissée, pas assez négroïde. Les acteurs sont soumis à des nuanciers. Comme le papier peint.

Les réacs ont raison. « C'était mieux avant. » Quand les emballages Oncle Ben's ou Banania, (un hommage aux zouaves qui ont combattu pour la France en 1914) ne choquaient personne, quand Miles Davis et Juliette Gréco filaient le parfait amour dans les caves de Saint-Germain-des-Prés, qui était d'ailleurs le refuge de nombreux artistes américains, noirs ou blancs. Quand dans la foule ivre de joie à la Libération des soldats noirs faisaient virevolter les petites *Frenchies*.

Quand Charlie Parker demandait à Ravel de lui apprendre l'harmonie traditionnelle, quand Hendrix jouait avec deux jeunes Anglais après avoir écumé le *Chitlin' Circuit* blues du Sud américain. Debussy, Gershwin, Joséphine Baker, les Stones ont été des passeurs, montrant au monde le génie noir. Mais tu n'as plus le droit. Le procès en appropriation culturelle, c'est la fin de toute création. Bien sûr, on ne reprochera jamais à un rappeur noir d'utiliser, sans les citer, des samples de musique classique ni à Pharrell Williams d'emprunter sans le dire le chapeau monté de la police canadienne. C'est cela le privilège blanc : fermer sa gueule et trouver ça cool. Puisqu'il n'a même plus le droit d'admirer qui il veut. •

C'EST LA FRANCE QU'ON DEBOULONNE

Par Bérénice Levet



Plus encore que la rage destructrice des manifestants identitaires, c'est notre incapacité à y répondre qui inquiète. Nous devons mobiliser notre héritage pour promouvoir le modèle universaliste français. Emmanuel Macron aura-t-il le courage de le faire ?



Vikash Dhorasoo et une vingtaine de militants antiracistes recouvrent d'un voile noir la statue du maréchal Gallieni, héros de la Première Guerre mondiale et administrateur colonial français, Paris, 18 juin 2020.

Nous avons quitté un monde où les féministes assiégeaient les salles de cinéma qui avaient l'audace de programmer le *J'accuse* de Roman Polanski et battaient le pavé contre une France qui, en honorant le cinéaste d'un César, confirmait, selon eux, sa complaisance envers les violeurs et les assassins de femmes ; et à peine sortons-nous du confinement que nous assistons à une nouvelle salve d'offensives contre la France, sa police, ses statues, ses noms de rues et d'institutions. Parmi ces cibles, Colbert, véritable abcès de fixation des associations antiracistes et indigénistes, déjà visé en 2017 dans le sillage des événements de Charlottesville, dont les militants ne savent et ne veulent savoir qu'une chose : qu'il fut l'instigateur du Code noir, et d'un Code noir lui-même réduit à sa plus sommaire expression.

J'aurais pu consacrer cet article à l'ignorance crasse dont font montre ces activistes, déboulonneurs et taggeurs de statues, à leur anachronisme, leur pathos de la table rase, leur refus de compter avec l'essentielle ambivalence de l'Histoire. J'aurais pu développer leur impuissance à admettre la vérité énoncée par l'historienne d'art, Anne Pingeot, dans un texte consacré à Paul Gauguin (autre abcès de fixation des indigénistes) et au travail de sauvetage par un colon des mythes et légendes du peuple maori : « *La civilisation occidentale qui détruit est aussi celle qui recueille, sauvegarde et recrée.* » J'aurais pu évoquer leur rébellion contre ce donné de la condition humaine qui fait que, par la naissance, nous entrons dans un monde qui nous précède, et que, par conséquent, nous sommes « *toujours, bon gré mal gré, les héritiers des actes d'autres hommes* » (H. Arendt).

Je préfère m'attacher à la réplique que nous opposons, ou non, à ces procureurs et fossoyeurs de la France. Ce qui frappe en effet dans ce nouvel épisode, mais plus largement dans toutes les offensives identitaires, qu'elles viennent des rangs des féministes, des LGBTistes, des Noirs ou des musulmans, c'est l'inconsistance de notre réponse. Jusqu'à quand, jusqu'où allons-nous consentir à ce réquisitoire perpétuel et toujours plus véhément contre notre histoire, notre singularité, notre identité ? Sans doute, dans ce cas précis, lors de son allocution du 14 juin, le président a-t-il eu le verbe haut : « *La République n'effacera aucune trace ni aucun nom de son histoire, a-t-il déclaré. Elle ne déboulonnera pas de statues.* » Cependant, quel crédit accorder à ces énergiques paroles ? Emmanuel Macron a donné trop de preuves de ce qu'il était acquis à l'idéologie identitaire et diversitaire pour que l'on puisse être véritablement rassuré. Et puis, quelle que soit la foi du président, que d'oreilles politiques et journalistiques compatissantes, que de génuflexions – au sens propre comme au figuré –, que de gravité face à ces contempteurs de la France.

« *Il ne faut jamais résister aux gens qui sont les plus forts.* » De toute évidence, nos élites ont fait leur la devise par laquelle le comte de Bréville, dans la nouvelle →

de Maupassant, escompte fléchir la farouche et patriotique Boule de suif. Or les forts aujourd'hui, ce sont les femmes, les Noirs, les musulmans, bref les minorités, la diversité. Et ils le savent. Ils savent que le fruit est mûr et ne demande qu'à tomber, d'où ces assauts de plus en plus réguliers et violents. Or, si, collectivement, nous nous souvenions encore de qui nous sommes, la réponse ne manquerait pas de fuser : Colbert n'est peut-être pas le grand homme des Noirs, mais en France il n'y a ni Noirs, ni musulmans, ni juifs, ni catholiques, ni protestants, ni hommes, ni femmes, il n'y a que des Français. Et Colbert est un grand homme pour la France. Il est de ceux qui l'ont faite, et qui l'ont faite éclatante et glorieuse. Et c'est la raison pour laquelle la patrie lui est infiniment reconnaissante et le célèbre au travers de ses statues. Ironie de l'Histoire d'ailleurs, c'est au moment où Colbert aurait pu redevenir une figure exemplaire pour la France post-Covid-19 redécouvrant les vertus de l'État stratège, du protectionnisme économique et promettant de s'engager sur la voie de la réindustrialisation, qu'il est de nouveau pris pour cible. Mais c'est précisément cette transcendance de la patrie que ces captifs volontaires de leur « race » récusent.

Nous sommes mis à l'épreuve et ce ne sont pas quelques biens qui nous sont ravis, mais un modèle de civilisation. Les fièvres identitaires sont destructrices partout, mais en France, elles portent atteinte à un élément constitutif de l'identité française, du génie français. Ce qu'on pourrait appeler la passion du monde commun, notre répugnance à voir les parties qui composent la France coexister, vivre les unes à côté des autres, superposées comme l'huile et l'eau, selon l'image de Renan. Par notre histoire, nous étions mieux armés que tout autre pays pour faire rentrer dans leur lit ces fleuves identitaires, féministes, indigénistes, LGBT-istes qui sont en train d'engloutir sous leurs eaux notre civilisation. Sauf que nous ne mobilisons pas cet héritage.

Trois facteurs éclairent la reddition que nous ne cessons de signer avec nous-mêmes. 1. Nous ne connaissons plus notre histoire, et pour le peu que nous en connaissons, nous la tenons pour coupable ; 2. Nous ne la comprenons plus, nous ne la jugeons donc plus légitime ; et 3. Conséquence fatale, nous ne l'aimons plus suffisamment pour la défendre.

Ces activistes, féministes, antiracistes, LGBT-istes, mais on pourrait ajouter antispécistes, se nourrissent d'abord de notre ignorance et de notre amnésie. Les maîtres de l'heure avancent en terrain d'autant plus sûrement conquis qu'il leur a été préparé par cinquante années d'éducation dite progressiste qui, depuis les années 1970, a fait de la liberté de l'enfant, de son génie originellement créateur, un alibi pour se dispenser de la tâche de transmettre l'héritage. « *D'autant que l'âme est plus vide et sans contrepoids, écrivait Montaigne, elle se baisse plus facilement sous la charge de la première persuasion.* » Que savent de la France les moins de 50 ans – ce qui commence

à faire du monde – sinon qu'elle a été et demeure raciste, patriarcale, sexiste, misogyne, islamophobe, homophobe, transphobe, cruelle aux bêtes ? À un Colbert réduit au Code noir, que seraient en mesure de riposter un écolier ou un adulte né dans les années 1970 ? On eût d'ailleurs aimé, dans ce contexte, entendre le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, car ce n'est pas sur des cartels escortant des statues que l'on apprend l'histoire de la France, mais sur les bancs de l'école. Ces militants de toute espèce se fortifient également de notre mauvaise conscience. Là encore, des décennies de tyrannie de la repentance ont fini par produire leurs effets. Il nous arrive ce qui arriva à l'instituteur interprété par Bernard Fresson dans *Les Feux de la Chandeleur* du cinéaste Serge Korber. Revenant sur ses années de jeunesse militante et interrogé sur l'identité d'une jeune femme noire qui figure parmi ses archives, il a cette réponse extraordinaire : « *C'était Monica, mon époque noire. Je faisais du racisme à l'envers. Je ne parlais que de négritude, de pouvoir noir. Résultat : Monica, tellement acquise à mes idées, les a appliquées au pied de la lettre : un jour elle n'a plus supporté la vue d'un Blanc, moi le premier !* »

Ils prospèrent enfin, et c'est à mon sens le point majeur, sur le sentiment d'illégitimité que nous inspire le modèle universaliste qui est le nôtre. Toute notre faiblesse vient de l'évidence que l'approche identitaire, diversitaire, communautaire a acquise au fil des années dans notre pays. Nous sommes en effet les héritiers d'une République qui, plus que toute autre, ne veut rien savoir des identités particulières, qui n'en demande pas le sacrifice, mais leur impose la discrétion dans l'espace public. Or, nous ne saisissons plus le magnifique pari sur la liberté que, au travers de cette exigence de neutralisation des appartenances privées, la République française fait sur l'homme. Elle postule l'existence en chacun d'une enclave de liberté, elle mise sur la capacité de tout individu, quel qu'il soit et d'où qu'il vienne, de faire un pas de côté par rapport aux déterminismes et aux appartenances. Non pas pour être jeté dans un vide identitaire, une abstraction prétendument libératrice, mais afin de prendre part à cette réalité supérieure, haute en couleur et en intrigues qu'est la nation.

Cessons donc d'être les dupes de toutes ces victimes autoproclamées de la civilisation française et recouvrons la fierté de nous-mêmes. Leur objet n'est ni la vérité ni la justice, mais une volonté opiniâtre de faire rendre gorge à la civilisation occidentale et singulièrement à la France. Leur « logique » est la suivante : nous aurions contracté, historiquement, une telle dette à leur endroit qu'ils seraient comme autorisés à tirer des traites sans fin sur notre capital civilisationnel. Et c'est là que la *généalogie* victimaire joue un rôle essentiel, se présenter comme des « fils et filles » d'esclaves ou de colonisés, du simple fait de leur couleur de peau, permet des demandes exorbitantes. Verra-t-on un jour sortir des rangs des indigénistes ou des décoloniaux un esprit digne du courage et de la lucidité d'un Finkielkraut et capable d'écrire « L'Esclave ou le Colonisé imaginaire » ? •

WOKE LA HAINE RECUITE

Par Jeremy Stubbs

Derrière le slogan #BlackLivesMatter, une organisation politique révolutionnaire née aux États-Unis promeut une idéologie manipulatrice et vindicative, le « woke », sorte de politiquement correct sous stéroïdes. Il y a urgence à y résister.

Dans la comédie satirique d'Aristophane, *Les Cavaliers*, le Peuple invite un nouveau leader politique surnommé le Charcutier à être son guide, par des paroles aussi naïves que terrifiantes : « Ré-éduque-moi ! » L'organisation qui se cache à peine derrière le slogan #BlackLivesMatter nourrit les mêmes →

La statue de Winston Churchill, sur Parliament Square à Londres, vandalisée par des militants antiracistes, 3 juin 2020.



Nancy Pelosi, la cheffe des démocrates au Congrès américain, ploie le genou en hommage à George Floyd, Washington, 8 juin 2020.

ambitions que le Charcutier : prendre le pouvoir en nous rééduquant, en nous imposant une idéologie manipulatrice qui déforme la réalité. À la différence du Peuple dans la pièce, nous devons tous résister à cet extrémisme politique qui cherche à racialiser et à diviser notre société pour mieux régner. Son idéologie, longtemps en gestation, tient aujourd'hui en quatre petites lettres : « woke ».

Parlez-vous *woke* ?

Le terme *woke* vient des activistes afro-américains. C'est littéralement une injonction à rester « vigilant » face à tout ce qui dans la société actuelle peut constituer une forme d'oppression des Noirs par les Blancs. Cet usage, consacré surtout à partir de 2012, s'est étendu à l'oppression des pauvres par les riches, des femmes par les hommes, des homosexuels par les hétérosexuels, et des transgenres par la nature « *hétéronormative* » de la société traditionnelle. L'idéologie *woke* peut être qualifiée de « totalisante » dans la mesure où il s'agit d'amalgamer les griefs supposés de différents groupes afin d'encercler et de mettre en accusation le groupe

social majoritaire qui, selon les activistes *woke*, domine les autres en abusant de son pouvoir. Ce groupe, composé de tous les Blancs, serait dominé à son tour par les êtres les plus *abusifs* de tous : les hommes blancs hétérosexuels. Détrôner ces tyrans est le but suprême. De même qu'on accumule les tares en étant blanc, masculin et hétéro, on peut accumuler les vertus en étant noir, femme et homo ou trans. Cette apothéose agrégative de la victimisation s'appelle l'*intersectionnalité*. La volonté de fédérer les doléances sans distinction s'exprime à travers des acronymes comme LGBTQIA+ ou le terme britannique « BAME » qui signifie « les Noirs et les autres minorités ethniques », c'est-à-dire tout le monde, sauf les Blancs. Le citoyen lambda est sommé de reconnaître en bloc le bien-fondé de tous ces griefs sous peine d'être voué aux gémonies comme le laquais des oppresseurs. Que ce soit sur les médias sociaux ou traditionnels, tout dissident à la doxa *woke* est dénoncé, persécuté et chassé de la scène publique.

Les doctrines sociales, culturelles et scientifiques qui composent cette culture de la revendication sont diffusées selon la stratégie définie dans les années 1920 et 1930 par le marxiste italien Gramsci. Cette

stratégie se base sur la notion d'*hégémonie culturelle* : pour préparer la conquête du pouvoir, il faut d'abord mener celle des esprits en investissant l'éducation, la culture, les médias et le débat intellectuel. La machine de propagande créée autour de BLM est le dernier avatar de cette opération gramscienne.

Lancé par trois femmes noires – dont deux se qualifient de *queer*¹ – en 2013, en réponse à l'acquittement de l'homme qui a tué l'adolescent noir Trayvon Martin, ce mouvement né comme un simple hashtag est devenu un réseau international décentralisé et une fondation habilitée à recevoir des dons. Dans une vidéo datant de 2015 et facile à trouver sur internet, une des fondatrices, Patrisse Cullors, se vante d'avoir reçu une formation d'organisatrice marxiste, de même que sa collègue, Alicia Garza. Il suffit de consulter le site de la branche américaine de BLM ou les pages Facebook et GoFundMe (un site de financement participatif) de la branche britannique pour comprendre que BLM n'est pas simplement un mouvement de lutte contre le racisme. On y découvre, exprimés dans une prose alam-

biquée, des objectifs qui relèvent à la fois du marxisme et de l'idéologie woke. Il s'agit d'« éradiquer la suprématie blanche », car les vies des Noirs sont « systématiquement ciblées et destinées à la mort » par une « oppression mortifère » et « une violence généralisée et délibérée » qui leur est « infligée par l'État ». Ainsi se forge la légende selon laquelle la société moderne commet une forme d'ethnocide. Il faut de surcroît « démanteler » le capitalisme, la patriarchie et le privilège hétéronormatif, et « subvertir les normes occidentales de la famille nucléaire ».

BLM veut fédérer les Noirs queers et trans, particulièrement les trans-femmes-noires, les handicapés, les sans-papiers, les queers des classes ouvrières, les prostituées et les musulmans. On notera que, parmi les pauvres, seuls les queers comptent. De toutes les religions, seul l'islam trouve grâce à leurs yeux – pas l'hindouisme ou le sikhisme –, malgré l'attachement bien connu des musulmans à l'hétéronormativité. Pour que cette armée de recrues révolutionnaires ait la voie libre, BLM développe « des stratégies pour l'abolition de la police ». Aux États-Unis et au Royaume-Uni, ces organisations ont reçu des sommes d'argent faramineuses de la part du public. Elles n'ont pas spécifié l'usage qu'elles allaient en faire.

L'action woke de BLM consiste donc à instrumentaliser la cause des citoyens noirs à des fins politiques extrémistes. Le discours se caractérise par une hyperbole qui, plus qu'une forme de rhétorique, incarne une relation – faussée – au réel. Les Noirs et les Blancs s'affrontent dans une lutte apparemment apocalyptique. La suprématie blanche n'est plus celle des néonazis ou du Ku Klux Klan, mais un ensemble de préjugés quotidiens. Il y a une continuité sans interruption entre l'esclavage d'autrefois et les actions de la police d'aujourd'hui. Finalement, le génocide, jusqu'ici réservé à la destruction des juifs ou des Tutsis, se banalise : un Christophe Colomb ou un Churchill en serait coupable. Tout ce château de cartes sémantique a été construit pour justifier les uns – les révolutionnaires noirs et queers – et culpabiliser les autres – les Blancs. Bon gré mal gré, beaucoup sont tombés dans le panneau.

Le blanc-seing

Au cours des derniers mois, nous avons pris l'habitude des auto-attestations : pour faire les courses ou de l'exercice, aller voir le médecin. La dernière en date est un certificat de bonne conduite que certains Blancs s'attribuent pour éviter qu'on puisse les accuser de racisme. Cela s'appelle le *signalement vertueux* (« *virtue signaling* »). On les a vus gagner leur certificat en s'agenouillant, voire en se couchant par terre pour s'humilier ; en publiant des mea culpa sur Twitter ou en aidant à détruire des statues pour se racheter ; ou encore en s'infligeant des sanctions pécuniaires pour abrégier le temps de leur pénitence. Des Blancs américains ont envoyé de l'argent par l'appli Cash App à des concitoyens noirs

qu'ils ne connaissaient pas et qui ne leur avaient rien demandé. Comme beaucoup d'entreprises, Uber Eats a montré patte blanche par un geste commercial : les frais de livraison sont offerts aux clients qui commandent leur repas à des restos dont les propriétaires sont noirs. Après avoir confessé, expié et payé ses fautes, la dernière étape de la réhabilitation consiste à dénoncer d'autres Blancs qui continuent à profiter allègrement de leur *privilège blanc*. Ce concept fondamental – théorisé par une féministe blanche – désigne une série de biens économiques et d'avantages sociaux dont jouirait chaque Blanc du seul fait d'être blanc et qu'il n'aurait pas acquis par le travail ou le mérite. Le statut de privilégié blanc est maintenu par une forme particulière de racisme qualifié de *systémique*. Dans l'impossibilité d'accuser chaque Blanc d'être raciste et en l'absence de politiques gouvernementales explicitement racistes, les théoriciens woke ont recours à un phénomène qui, comme le Dieu des théologiens, est omniprésent, invisible et responsable de tout ce qui arrive. La vie quotidienne d'un Noir serait faite d'exclusions, de menaces tacites, de brimades et de *micro-agressions* constantes qui le maintiennent dans une position subalterne. Pour se libérer de son privilège blanc, le Blanc doit devenir un *allié* des minorités marginalisées. Le concept d'allié – théorisé par une autre féministe blanche – oblige les Blancs à dénoncer les situations où les minorités sont sous-représentées, à céder le leadership aux membres de ces minorités et – au besoin – à leur céder leurs propres biens. Selon BLM(UK) : « *La redistribution des richesses est un facteur clé pour ceux qui veulent être nos alliés.* » Cela s'appelle la *justice sociale*.

Le résultat de ces doctrines est une asymétrie d'une injustice flagrante, mais assumée. Seuls ceux qui détiennent un pouvoir économique – les Blancs – peuvent être racistes ; les Noirs par définition ne peuvent pas l'être. De par leur « blanchité », les Blancs sont tous entachés d'un équivalent du péché originel : un Noir pauvre reste pauvre parce que le privilège blanc entrave son ascension sociale ; un Blanc pauvre reste pauvre parce qu'il est un bon à rien. Selon le tweet récent d'une spécialiste indienne des études postcoloniales de l'université de Cambridge, « *les vies des Blancs ne comptent pas* ». Loin d'être sanctionnée, elle a été promue à une chaire. L'injonction cinglante lancée à la tête de toute personne qui n'accepte pas d'emblée le récit simpliste et grotesque de l'idéologie woke est : « Éduque-toi ! » Mais ce qui nous est proposé aujourd'hui est une dé-éducation, destinée à travestir le réel plutôt qu'à le faire découvrir. Encore une fois, nous devons tous résister à cette appropriation gramscienne de la culture et du savoir. En nous inspirant d'un personnage historique qui sera sans doute bientôt rayé des manuels, disons que nous avons perdu quelques batailles, mais que nous n'avons pas encore perdu la guerre. •

1. Appartenant à une minorité : tout sauf hétérosexuel...

RACISTES, DU TROISIÈME MILLÉNAIRE

Par Sami Biasoni



Au secours, la race revient ! Né dans les campus américains des années 1970, le discours décolonial, qui sépare l'antiracisme de son héritage universaliste, nourrit l'imaginaire de la gauche radicale. Ses propagandistes attribuent tous les maux de la terre aux « Blancs », prétendus héritiers de l'impérialisme occidental.

Sami Biasoni est chargé de cours à l'Essec et doctorant en philosophie à l'ENS, auteur de *Français malgré eux*.

Angela Davis comparait au tribunal de San José (Californie), avril 1972.

On pensait, avec l'anthropologue Ashley Montagu, qu'il était acquis que « le mot "race" [était] lui-même un terme raciste ». D'aucuns prophétisaient alors le triomphe du modèle pacificateur de la démocratie libérale sur tous les grands récits qui ont structuré le xx^e siècle. Mais, n'en déplaise aux théoriciens de la fin de l'Histoire, comme Marx et Hegel avant lui, Fukuyama s'est fourvoyé ; les statues que l'on abat, les romans que l'on censure et les œuvres que l'on décroche sont autant de preuves *ex post* de cette erreur. Il ne s'agit pas de rétablir l'alternative défendue par Huntington

pour autant : ce qui se produit aujourd'hui, ce n'est pas l'avènement d'un multipolarisme géographique et civilisationnel, mais une fragmentation du corps social autour de *nouvelles utopies politiques*, à savoir ces identités transnationales que sont la sexualité, le genre, la race et même le spécisme.

Influence de la pensée postcoloniale

En France, le retour de la race dans le débat public s'est structuré sur la base du discours dit « décolonial¹ ». Ce dernier dérive d'une évolution ternaire de type *perfusion-infusion-diffusion* : perfusion depuis les campus américains des années 1970 où naissent et se développent les *x-studies* – ces disciplines visant à penser les « subalternités » en souffrance dans le cadre des rapports sociaux de domination ; infusion dans les années 1990 et 2000 dans un contexte de remise en cause de l'unité nationale (affaire des foulards de Creil, lois mémorielles, seconde intifada, émeutes des banlieues...) ; enfin, diffusion, avec la mutation de l'antiracisme et la remise en cause de sa forme morale et universaliste par des groupes communautaristes militants (PIR, CRAN, CCIF...).

La démarche décolonialiste se propose de défaire les héritages multiples issus de la colonisation occidentale, qui perdureraient non seulement au sein de nos institutions (« racisme d'État », « discrimination systémique », principe de laïcité), mais aussi dans l'esprit du « Blanc », ce dominant en puissance bénéficiant de l'insigne « privilège » de vivre normalement au sein de la nation française. Le décolonialisme est un militantisme radical qui prolonge et met en acte le travail de déconstruction philosophique entrepris il y a quarante ans au sein des départements de littérature de l'université américaine par les théoriciens du postcolonialisme, au premier rang desquels Edward Saïd et son épigone Gayatri Spivak. L'un et l'autre ont entrepris d'analyser la période coloniale ainsi que ses effets sur les pays jadis en situation de dépendance politique ayant entamé leur transition vers une souveraineté politique retrouvée. Cet exercice critique raisonné a notamment conduit à l'émergence de thèses toujours vivaces, au premier rang desquelles celle de la persistance des systèmes de représentation coloniaux à travers l'Histoire (Saïd) et l'impossibilité subséquente pour les populations *dominées* de « parler pour elles-mêmes » de manière « authentique » (Spivak). Largement influencés par la logique révolutionnaire marxiste d'affranchissement prolétarien, les promoteurs du postcolonialisme ont contribué au glissement du schème de la domination bourgeoise produite par le capitalisme vers celui d'un impérialisme de l'Occident entretenu et diffusé par la démocratie. Dans les années 1950, Fanon évoquait déjà la nécessité d'adopter une posture de défiance à l'endroit de l'universalisme, en raison de son rôle supputé dans la structuration hiérarchique des relations sociales entre colonisateurs et colonisés.

Les mutations de l'indigénisme

L'indigénisme désigne principalement l'ensemble des dispositifs mis en place pour permettre aux populations autochtones dépossédées de leurs territoires – et souvent aussi de leurs cultures – de redéfinir les conditions de leur autonomie politique. Il est rapidement devenu un terreau de revendications identitaires autant que de conquête de nouveaux droits, parfois dérogoires à la norme commune établie. L'une de ses figures intellectuelles les plus éminentes, le sociologue Ramon Grosfoguel, a également théorisé la colonialité en tant que processus transhistorique, n'hésitant pas à voir dans la domination une caractéristique (et non une déviance) des sociétés occidentales. La « blanchité » toxique conspuée par le décolonialisme contemporain s'inscrit en droite ligne de la vision de Grosfoguel : vision sélective ignorant à dessein la réalité de l'esprit belliciste de conquête qui a animé tant de peuples de tous les continents au cours de l'Histoire, tout en prônant une conflictualité intransigeante à l'encontre de l'Occident, jugé responsable au premier chef des turpitudes les plus terribles de nos temps.

L'indigénisme dont on se réclame aujourd'hui en France est une adaptation locale de la version originale. Faisant écho au Code de l'indigénat, qui définissait le statut juridique des populations autochtones de l'Algérie d'abord, puis de la plupart des possessions territoriales françaises, l'appellation « indigène » se veut témoigner du fait que les descendants des immigrés issus de ces colonies vivaient en somme ici comme leurs aïeux ailleurs, c'est-à-dire sous le joug d'un régime discriminatoire qui perdurerait.

Les nouvelles inquisitions

Tout oppose leurs visions de la place des femmes dans la société. Pourtant, les mouvements néoféministes et indigénistes partagent une aversion similaire de l'unité républicaine, qu'ils tiennent pour un leurre. Ils ont en outre recours aux mêmes méthodes fondées sur la récrimination victimaire permanente, la production foisonnante de pseudo-concepts sociologiques ad hoc, et sur l'usage galvaudé de statistiques publiques pour étayer des faits particuliers. Ils honnissent la liberté de pensée et de débattre sereinement de sujets complexes et lui préfèrent souvent le simplisme de l'expression émotionnelle et subjective. Souvenons-nous que dans *La Ferme des animaux*, on proclamait déjà : « Tous les maux de notre vie sont dus à l'Homme, notre tyran. Débarrassons-nous de l'Homme, et nôtre sera le produit de notre travail. » Ces mots terribles résonnent chaque jour un peu plus fort dans nos sociétés, au point d'étouffer le chant d'espoir de ceux, innombrables, qui n'aspirent qu'au silence et à la concorde humaniste qu'on leur refuse désormais. •

1. Afin de mettre en exergue l'idéologie politique qui sous-tend ce mouvement, nous plaçons pour l'emploi de l'adjectif « décolonialiste », mieux à même de rendre compte de la réalité du phénomène.

INDIGÉNISTES ET POLITIQUES

LES ACCORDS DÉVIANTS

Par David Duquesne



JUSTICE
POUR
ADAMA

Paris, juin 2020.

À rebours du mythe de la France raciste colporté par les indigénistes et leurs thuriféraires de gauche, la nation française a été une chance pour tous ceux qui refusent le discours tribaliste et victimaire. Témoignage d'un enfant de l'assimilation.

C'est avec beaucoup de peine que j'ai assisté dernièrement à la mise en cause publique d'un CRS noir qui fut traité de « *vendu* » par des manifestants soutenant le comité Adama Traoré.

Je ne suis pas noir, mais maghrébin par

ma mère et, enfant de l'assimilation, je peux me reconnaître dans la souffrance de ce jeune homme au service de notre nation. Ces images m'ont rappelé des expériences personnelles datant de la fin des années 1980 à la fin des années 1990. Dans ma cité minière de Lens, nous organisions régulièrement des matchs de foot dans la cour d'une école primaire que nous investissions en toute illégalité les samedis après-midi.

Une partition s'était opérée insidieusement, les « Maghrébins » de la cité ne voulaient plus de mixité lors de ces matchs. Nous étions condamnés à jouer des France-Maroc dans des ambiances survoltées où nos adversaires mettaient en avant leur orgueil identitaire. Par mon identification ambiguë, je devenais une cible privilégiée.

Tous savaient que ma mère avait trahi en se mariant avec un « Français », un « gwer », j'essuyais des tombereaux d'insultes et de propos dégradants : harki, faux frère, « bougnoule de service », « dégradé de gris »... Je me prenais aussi des coups, l'ambiance était explosive.

Il n'y a jamais eu de racisme dans la cité, nous avons été des camarades de jeu, des copains de classe, des complices de nos 400 coups. Nous faisions aussi beaucoup de « conneries » et la police, déjà, ne rentrait pas dans notre quartier. Il n'y a donc pas eu d'exclusion, mais plutôt une affirmation, une quête identitaire qui poussait certains à être le négatif de ce que nous étions, à nous rejeter, à ne pas se mélanger avec nous.

Pourtant la rengaine médiatique et politique de l'époque n'avait aucun rapport avec le réel. Entre le début des années 1980 et le milieu des années 1990, la démographie avait changé dans nos quartiers, favorisant la montée de ces oppositions ethniques. Faire son « Français » était mal vu quand on était d'origine nord-africaine.

Puis on a vu apparaître des clubs de foot communautaristes fondés sur l'origine des joueurs. En 1998, juste après la victoire de la France « Black Blanc Beur », le président de mon club s'est opposé à la création d'une équipe B « 100 % Maghreb ». Les joueurs qui la réclamaient ont trouvé leur bonheur dans un club rival.

Les assimilés comme moi ont été abandonnés par la République et principalement par la gauche qui prétendait protéger les plus faibles. Nous avons été livrés à la loi des plus forts, isolés face au tribalisme solidaire, livrés à ceux qui haïssaient la France. Nous sommes des « vendus », mais qui nous a vendus contre une paix sociale fictive en comparant l'assimilation à du racisme ?

Le plus révoltant est de m'être retrouvé face à de belles personnes de « souche » et de gauche, me taxant de raciste islamophobe pour avoir osé décrire ces réalités. Un jour, le responsable d'une association laïque me reprocha de mettre trop en avant ma francité au détriment de mon arabité ! J'ai eu la sensation de discuter avec un militant du FLN en 1958 ! À croire que la victimisation, la charia et la haine anti-française étaient inscrites dans mon génome !

Mes grands-parents musulmans sont arrivés d'Algérie en 1949. Mon grand-père est venu travailler dans les mines de charbon du bassin artésien. Ma famille a eu une meilleure vie que si elle était restée au bled, sous la dictature FLN qui s'est installée après leur départ.

Évidemment, par fierté, ils soutenaient le régime et affirmaient que tout était formidable en Algérie, mais jamais ils n'auraient voulu y retourner définitivement. Ni eux ni aucun de leurs dix enfants, dont ma mère.

Au début des années 1960, ils furent les premiers dans

leur rue à posséder une télévision. Leurs voisins et amis, la famille Descamps et leurs 12 enfants venaient tous les soirs regarder l'ORTF dans un silence de cathédrale.

Le régime minier des houillères du Pas-de-Calais payait des vacances aux mineurs et à leurs familles chaque année. J'ai encore des photos en noir et blanc de cette époque bénie.

Le plus gros danger ne venait pas du racisme, mais des luttes fratricides entre FLN et MNA (Mouvement national algérien) qui provoquèrent 1 700 morts en France. Le FLN exerçait une forte pression sur les Algériens qui devaient payer un impôt révolutionnaire et surveiller la respectabilité musulmane de leurs filles.

Une de mes connaissances, un mineur retraité d'origine italienne, me parla de l'épicier algérien égorgé chez lui, car il refusait de payer l'impôt. Il évoqua aussi son meilleur ami et collègue, italien comme lui, tué à la mitrailleuse à la gare de Lens avec un Algérien qui était du MNA par des types du FLN qui venaient de l'actuelle Seine-Saint-Denis, où étaient implantés les bureaux des indépendantistes algériens.

Après les accords d'Évian, ma mère, contrairement à sa sœur aînée, refusa la nationalité algérienne et choisit la nationalité française. Elle voulait éviter le mariage arrangé qui était la norme dans les familles musulmanes. Sa sœur fut mariée à un neveu de mon grand-père, puis emmenée en Algérie afin de servir de boniche à sa belle-famille. Mes grands-parents sont allés la chercher et négocier le retour des mariés à Lens afin de surveiller le mari violent qui avait envoyé leur fille à l'hôpital le soir de ses nocces.

Sachez bien que la légende sur la vilaine France raciste me met hors de moi. La nation française, le peuple français, la culture et l'art de vivre français ont été une chance pour moi et ma famille. Je n'ai jamais subi de contrôle au faciès, mon prénom et mon nom ne sont pas inscrits sur mon front, pourtant mon physique m'a valu de me faire taxer de vendu.

Je voudrais revenir à ce CRS traité de vendu. Je n'ai pas été surpris : cela fait belle lurette que la réalité des quartiers populaires (et désormais, des réseaux sociaux) contredit le discours médiatique ambiant. Lui et moi savons ce que nous risquons. Mais ceux qui me mettent le plus en colère sont ceux qui ont encouragé et légitimé la haine de la France, la criminalisation de l'assimilation. Ceux qui ont nourri et approuvé le discours victimaire antiraciste fallacieux qui a servi de bouclier immunitaire et de carburant idéologique à l'indigénisme et à l'islamisme. Sans leurs alliés, les indigénistes n'auraient pas un tel pouvoir de nuisance. La majorité de nos responsables politiques ont sacrifié notre sécurité et celles de tous les honnêtes citoyens de ce pays aux caïds identitaires et aux groupuscules racistes. Ce sont des accords déviants. •

CULTURE & HUMEURS

72

Itinéraire d'un enfant peu gâté
Patrick Eudeline

76

Le roman de Polanski
Patrick Mandon

80

La faute de Joseph K.
François Sureau

84

**Bruno Carrette, le génie
des Nuls**
Daoud Boughezala

86

**L'hymne à la joie de François
Sureau**
Élisabeth Lévy

88

Le bel été du mauvais genre
Jérôme Leroy

92

Tant qu'il y aura des... DVD
Jean Chauvet

94

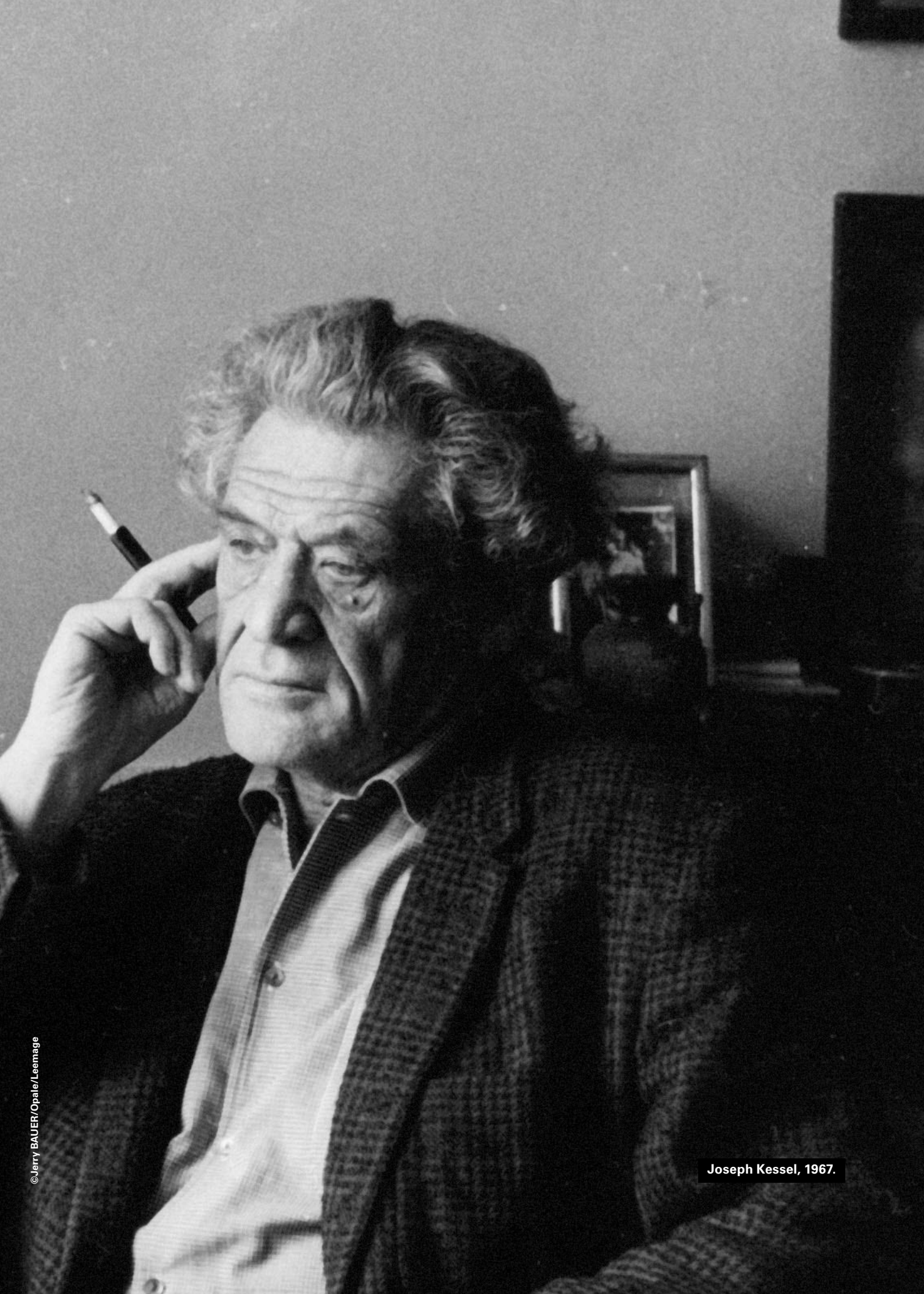
La glace prend le maquis
Emmanuel Tresmontant

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse





Roman Polanski, décembre 1981.

POLANSKI

ITINÉRAIRE D'UN, ENFANT PEU GÂTÉ

Par Patrick Eudeline

Que ce soit dans le ghetto de Cracovie, la Californie des sixties ou le monde post-Weinstein d'aujourd'hui, Roman Polanski a toujours été présumé coupable. Retour sur la vie d'un homme libre.

Cornichons malossol

Il y a dans *Le Pianiste* ce plan prenant où Adrian Brody, pourchassé dans le ghetto par les nazis, survit grâce à une boîte de cornichons malossol périmés, qu'il dévore, faute de mieux.

Cette scène ne vient pas de nulle part, mais d'une semblable conserve ramassée par la mère de Roman Polanski dans le ghetto. Le jeune Romek en avait fait ses délices, avant de se tordre en deux peu après, son estomac quasi vide ayant mal supporté la saumure.

Le ghetto de Cracovie ! Il faut imaginer le jeune Romek, huit ans, malingre, y cavalier et vivre d'expédients. Bientôt, sa mère part à Auschwitz, comme sa sœur ; son père disparaît. Devenu vagabond, Roman est hébergé de-ci, de-là, ne survit souvent que grâce au marché noir, au cache-cache journalier avec les Allemands qui le traquent. Mais déjà, le cinéma le fascine. Pourtant, les projections sont rares dans les salles où il s'introduit en douce. Grâce à un projecteur à manivelle rudimentaire, il découvre les frères Lumière et Abel Gance. Films de propagande, navets de cape et d'épée, westerns et péplums, il avale tout ce qui est à sa portée. Le cinéma est mal vu, pourtant, en ce monde entre Hitler et Staline. « *Seuls les porcs vont au cinéma* », clament des graffitis.

Absolute beginner

Dans la Pologne d'après-guerre, il se reconstruit tant bien que mal, sans son père, revenu de Mauthausen, mais remarié à une Wanda qui ne le supporte guère.

Le joug allemand s'est desserré, mais reste le communisme, celui d'avant Khrouchtchev et la détente. Le jeune Roman rate sa maturité (le baccalauréat local), se fait virer des Beaux-Arts, mais arrive à s'incruster dans des programmes de radio, joue même dans une bêtise de propagande, *Le Fils du régiment*. Enfin, grâce à l'amitié d'Andrzej Wajda, alors débutant, qui le fait tourner dans son *Génération*, il est finalement reçu à l'unique école de cinéma de Lodz. Nous sommes en 1955.

Roman Polanski est un rebelle. Fou de films, donc, mais aussi de jazz et de culture occidentale ou américaine, de tout ce qui peut lui permettre d'échapper à la chape de plomb stalinienne qui pèse alors sur la Pologne. Bientôt, il est un « faisan », l'équivalent local des zazous ou des « Teddy Boys » : longs cheveux graissés en banane et « queue de canard », pantalon serré et tout le tremblement.

Dès lors, animé par la double détestation du nazisme et du communisme, il ne rêve plus que de Paris ou Londres. Du monde libre. Il veut vivre comme dans les films et livres occidentaux, traduits au compte-gouttes. Licence sexuelle, alcool, liberté, jazz... Les années 1950 arrivent, et avec elle, la contre-culture. Beatniks, existentialistes, mods et rockers. De tout cela, Polanski est un *absolute beginner*.

Après plusieurs aventures, il épouse Barbara Lass, la « Sophia Loren polonaise », rencontrée au temps des premiers courts-métrages d'étudiants et avec laquelle Polanski a partagé ses premiers voyages à Paris. Elle le quittera juste avant la célébrité internationale. À Londres, que bouleversent alors les Beatles, David Bailey et Mary Quant, il tourne ses *Répulsion* et *Cul-de-sac*, ses premiers chefs-d'œuvre transcendés par Deneuve et Dorléac. On cite Hitchcock. Il est lancé.

Satan chef d'orchestre

Tout cela le mène à Hollywood, pour *Le Bal des vampires* et, surtout *Rosemary's Baby*. Une des périodes les plus importantes de sa vie commence. Ce sont les mid-sixties et le monde explose, il a rencontré Sharon Tate et un amour comme il n'en a jamais connu. Pour elle, il est quasi fidèle, dans un milieu et à une époque où cela →



Roman Polanski, au lendemain de l'assassinat de Sharon Tate, embarque depuis Londres dans un avion à destination de Los Angeles, 10 août 1969.

n'est guère la norme. Pour elle, il achète le 10050 Cielo Drive.

Mais les médias rôdent : dépravé et noceur, Polanski serait de plus fasciné par Satan, ses films le prouvent. En réalité, il ne croit en rien. Marxisme et nazisme l'ont vacciné contre les idéologies et les religions, même s'il baigne dans cette Californie préhippie de tous les excès et tocades mystiques. Polanski est un homme libre, qui se méfie profondément des États et des doxas. Ce qu'on appelait jadis un anarchiste de droite ?

L'assassinat de sa femme enceinte, en août 1969, par une secte néohippie, est une déflagration. Polanski y gagne, au-delà de l'insondable peine, une culpabilité qui le ravage. Déjà, il n'était pas là pour la protéger. De plus, il se demande si Anton LaVey n'a pas voulu le punir en commanditant le meurtre. Grand-prêtre sataniste, conseiller sur le tournage de *Rosemary's Baby*, il reprochait au cinéaste d'avoir manqué à sa promesse de lui attribuer le rôle du diable. Et Susan Atkins, l'une des meurtrières, faisait partie de la Church of Satan créée par LaVey. De même, les membres de Led Zeppelin ont toujours cru que la mort de Karac, fils du chanteur Robert Plant, et celle du batteur John Bonham avaient été causées par le refus de Jimmy Page, le leader, de financer les projets de Kenneth Anger, cinéaste et sataniste.

Avant même que l'on connaisse l'auteur des crimes (voir l'article de Patrick Mandon pages 76-78), la presse américaine, *Newsweek* et *Time* en tête, est tombée à bras raccourcis sur Polanski – drogué, hippie de luxe,

partouzeur, sataniste pédophile, entouré de bizarres et de pervers. On prétend qu'il a tourné des *snuff movies* avec des mineurs. On insinue même que la mort de Sharon Tate était le prix à payer pour le succès, puisque c'est dans le scénario de *Rosemary's Baby* – Guy, l'époux de Rosemary, joué par Cassavetes, accepte de se faire complice de sorciers en échange de la célébrité. Cela n'a pas de sens, mais la presse s'enivre de l'odeur de sang. Même quand la vérité se fait jour, on continue à penser qu'il l'a bien cherché.

Polanski est coupable. Coupable dans le ghetto d'être juif, coupable de vivre à fond les sixties. Coupable même d'avoir perdu sa femme assassinée.

Il part en Europe : l'Italie, Gstaad, la dépression, la bande d'amis sans laquelle il ne se déplace plus : Gérard Brach avec qui il écrit les films, le producteur Rassam, Warren Beatty. Ensemble, ils skient, boivent trop, sortent et traînent avec de trop jeunes filles. Faut-il préciser qu'il est courtoisé, notamment par Nastassja Kinski, qu'il a découverte et avec laquelle il a une aventure qui lui sera lourdement reprochée : elle a 16 ans, lui approche la quarantaine.

On voit dans son *Macbeth*, qui sort en 1970 une obsession pornocrate – Lady Macbeth, pensez !, s'y promène nue –, ainsi, encore une fois, qu'une fascination prétendue pour la violence et le meurtre, la magie noire et l'occultisme. Tout juste si on n'y voit pas un aveu de sa culpabilité. Alors, comme pour *J'accuse*, des années plus tard, on en conclut que Polanski parle de lui, qu'il cherche à se dédouaner. C'est dans ce contexte que Valentine Monnier prétendra, presque un demi-siècle plus tard, l'avoir rencontré. Polanski jure n'en avoir aucun souvenir.

Il obtient la nationalité française. La France, où il est né avant de partir pour la Pologne, est l'un des rares pays à le laisser à peu près tranquille.

Suétone et hot pants satin

Mars 1977, Polanski est de retour à Hollywood pour préparer *Tess*. Il est engagé par *Vogue* comme rédacteur en chef d'un jour. On lui a suggéré notamment un portfolio « à la Hamilton ». Jane Gailey, aspirante actrice, lui présente sa fille, Samantha Geimer. Polanski la photographie plusieurs fois. Samantha, qui partage le rêve de célébrité de sa mère, en redemande. C'est une de ces groupies-gamines qui hantent les soirées d'Hollywood et les backstages des concerts de rock en *hot pants satin*, *platform shoes* vertigineuses et maquillage coulé agressif. Quel âge ont-elles ? On ne sait pas, on ne veut pas savoir, on en plaisante. Elles sont là de leur plein gré, parfois avec leur petit ami, voire leur mère qu'elles lâchent au gré des rencontres. Décadent comme du Suétone, certes, nous sommes entre Bowie et le punk rock. Le temps de tous les excès. Je sais, j'y étais. Il y a prescription, non ?

Dans un mauvais jour, Polanski partage avec elle une

plaque de Quaalude, mélangée au champagne qui coule à flots. La Quaalude est un sédatif, un *downer* qu'on appellera bientôt la « drogue du viol », avec le GHB, le Mandrax, la kétamine, le Rohypnol et même les opiacés. Tous ces produits ont un même effet : Inch Allah ! et advienne que pourra. Mandrax et Quaalude vous garantissent le confinement dans une boule cotonneuse.

Roman Polanski s'est toujours plus ou moins méfié des drogues. Mais en pleine parenthèse enchantée, les « produits » sont partout. Alors oui, acide, herbe, coke, évidemment, cela lui arrive. Et donc la Quaalude, dont raffole son ami et hôte de ce soir funeste, Jack Nicholson.

Les choses dérapent. Le témoignage de Samantha est flou. Elle était vierge ? Non. Polanski était brutal ? Non. Elle était consentante ? Oui et non. On ne saura jamais vraiment ce qui s'est passé alors entre Polanski et la jeune Samantha. Tous les deux sont trop défoncés pour en avoir un souvenir cohérent. Rappelons que Mackenzie Phillips, la fille du grand musicien John Phillips, raconte avoir, sous acide, couché « par erreur » avec son père lors d'une de ces soirées. La veille de son mariage. Le monde allait ainsi. À Hollywood en tout cas.

Rentrée chez elle, Samantha raconte tout à son petit ami, qui la rassure : tout cela n'est pas si grave. Mais sa sœur l'a entendue. Sa mère et elle appellent la police. Le lendemain, le 11 mars, Polanski est arrêté. Puis libéré sous caution. Viol ? Il tombe des nues. Il s'installe au Château Marmont, afin de fuir les paparazzis. Il est lâché par la Columbia et ses producteurs. Il veut fuir les États-Unis qui le harcèlent. La famille de Samantha souhaite un arrangement financier. Les deux experts psy nommés par la cour tranchent : « *La victime n'était pas seulement physiquement mature, mais désireuse.* » Néanmoins, Polanski est condamné, il fait quarante-deux jours de prison. Pire, le juge Rittenband, soucieux de son image dans la presse et dans le public, suggère une condamnation à durée indéterminée.

Polanski sent que ce petit juge veut sa peau, et le 31 janvier 1978, il fuit Los Angeles pour Paris. La France refuse l'extradition et aux États-Unis, même le procureur s'étonne de l'acharnement du juge.

C'est à cette période que je le rencontre. Chanteur punk – nous sommes à l'acmé du mouvement –, je fréquente assidûment une famille atypique qui vit dans un grand appartement HLM. Le père français, absent, est un avocat d'extrême droite, la mère anglaise, héritière déclassée d'Oscar Wilde, une hippie de luxe. Un des frères joue de la guitare avec moi, l'autre est mon dealer. Les trois sœurs travaillent dans l'agence de mannequins de Catherine Harlé, et « connaissent » Madame Claude qui, alors, se dépêtre avec la police.

Polanski est un habitué. Les filles, qu'il sort régulièrement, l'adorent. *Roman a appelé ! Roman va passer !* C'est là que

je le croise. Petit, musclé, *chain smoker* et cheveux longs, intensément nerveux, un regard d'aigle qu'on n'oublie pas.

Livre de chevet

Polanski tourne *Tess*, en hommage à Sharon Tate : la dernière image qu'il garde d'elle, c'est le livre, sur sa table de chevet. Le film sort en 1979. Théâtre, opéra, *Amadeus*, les films et les projets s'enchaînent. Jusqu'au *Pianiste*, en 2002, Polanski collectionne les récompenses. Il rencontre Emmanuelle Seigner sur le tournage de *Frantic*, un thriller qui célèbre Paris. Avec elle, il s'apaise et s'assagit. Naîtront Morgane et Elvis (!).

Las, en 2009, il est rattrapé par l'affaire de 1977. Arrêté à Zurich, il fait de la prison, puis est assigné à résidence dans son chalet de Gstaad. En France, cependant, on parle peu encore de sa mauvaise réputation.

Backlash

Mais le XXI^e siècle arrive avec son retour de bâton moral. À partir de 2010, les accusations se multiplient, surgies d'un passé lointain. On se rappelle soudain que, selon Interpol, Polanski est un fugitif. Tout autre pays que la France, la Suisse et la Pologne lui sont interdits.

Vient l'affaire Weinstein. Parmi les témoignages contre Polanski qui affluent, cinq ont été recueillis anonymement contre la promesse d'une récompense de 20 000 dollars sur le site imetpolanski.com, dirigé par un « militant féministe », Matan Uziel. Polanski lui intente un procès en diffamation, mais renonce, par peur des paparazzis, à apparaître en personne au procès. On en déduit bien sûr qu'il a le nez sale.

Parmi les accusatrices, il y a aussi Charlotte Lewis. L'ennui, c'est que, trois ans après les faits allégués, elle a tourné dans *Pirates*. À la sortie du film elle a raconté dans tous les tabloïds que, prostituée depuis l'âge de 14 ans, elle avait toujours voulu être la maîtresse de Polanski : même *Libération* finit par douter. Cependant, les plaintes s'accumulent : Robin M., Marianne Barnard, Renate Langer, toutes apprenties actrices. La douzième plaignante, qui tient à garder l'anonymat, se répand dans *The Sun* : alors qu'elle avait dix ans (!), Polanski l'aurait violée et pratiqué sur elle des rites sataniques. Rien que cela. La plus crédible est encore Valentine Monnier : deux de ses amis d'alors assurent en avoir entendu parler à l'époque. C'est mieux que rien.

Bilan : une flopée d'accusations, une presse déchaînée, des militantes exaltées, mais une seule plainte déposée, qui de plus n'a donné lieu à aucune poursuite. Le 8 mars 2020, 114 avocates, outrées par le cirque anti-Polanski de la soirée des Césars, publient une tribune publiée sur le site du *Monde* pour défendre la présomption d'innocence, et donc Polanski. Dans les médias, c'est silence radio.

Roman Polanski se repose à Gstaad, dans son fameux chalet. Dujardin est son invité. •

LE ROMAN DE POLANSKI

Par Patrick Mandon



Les meilleurs films de Roman Polanski, de *Rosemary's Baby* au *Pianiste*, brouillent désespérément la frontière entre le réel et l'imaginaire. Ils ne conduisent pas à la solution d'une énigme, mais nous enfoncent au cœur de cette énigme. Là se trouve la clé de son cinéma, comme celle de son existence.

Roman Polanski et Mia Farrow sur le tournage de *Rosemary's Baby*, 1968.

C'est par un court-métrage, *Deux hommes et une armoire* (1958) que Polanski a été repéré en France, d'abord par les cinéphiles. On aime ici son esprit d'absurdité troublante : deux hommes portant une armoire sortent des flots de ce qui pourrait être la Baltique. Ils errent ensuite

dans une ville où ils croisent des voyous, des tueurs de petits chats, des exemplaires d'humanité capables du pire.

Depuis, Polanski n'a pas cessé de nous inquiéter.

Il se méfie de la réalité, mais n'en prend sans doute pas assez soin, car elle n'a cessé de se venger. Polanski est un survivant. Durant la soirée des Césars (plus vulgaire et navrante que d'habitude¹), quelques manifestantes, aveuglées par les lacrymogènes et la colère intersectionnelle consécutive ont protesté : « *C'est Polanski qu'il faut gazer !* » Les nazis y auraient pensé avant elles, si par malheur le petit Roman était tombé entre leurs mains...

Le Pianiste : fenêtre sur mur

Né à Paris de parents polonais, en 1933, il suit sa famille dans le pays de ses origines trois ans plus tard (voir l'article de Patrick Eudeline pages 72-75). Il aime les « salles obscures » du cinématographe : « *J'adorais le rectangle lumineux de l'écran, le faisceau qui perçait l'obscurité depuis la cabine du projectionniste, la synchronisation miraculeuse du son et de l'image² [...]* ». Mais les nazis, qui envahissent la Pologne le 1^{er} septembre 1939, ont d'autres projets pour lui, et pour les juifs en général...

La mémoire ancienne est imprécise, mais elle fixe des moments forts. Pour l'enfant du ghetto, la persistance rétinienne fait surgir un mur de briques, annonciateur des calamités. Ce mur, qui ferme brutalement une rue, dans *Le Pianiste* (2002), Polanski l'évoquait parmi d'autres souvenirs sauvés du temps et de l'oubli dans son autobiographie, et dans un entretien accordé à Catherine Bernstein³ : « *Nos fenêtres donnaient l'une sur une église, l'autre sur une petite rue. Un jour, ma sœur m'appelle, je me penche à la fenêtre : "Regarde". J'ai vu qu'ils construisaient un mur, fermant ainsi la rue d'un bout à l'autre. J'ai compris qu'on nous emmurerait. Je me souviens très bien de ce moment ; ma sœur et moi, nous avons pleuré. C'était vraiment le ghetto.* »

En retrouvant ce mur dans *Le Pianiste*, l'on éprouve l'accablement de l'enfant Polanski.

Ainsi, si la vraie vie n'a pas ménagé Polanski, il en a fait du cinéma !

« Je vivais dans un monde à part... »

Roman Polanski est un esprit rationnel. Lorsqu'il convoque le surnaturel, c'est pour démontrer qu'il n'existe que par notre consentement, notre faiblesse émotive, parce que nous l'autorisons à gouverner nos peurs. Dans son œuvre, cela donne le meilleur et... le moins bon.

Rosemary's Baby (1968) appartient à la première catégorie. Une jeune mariée (Mia Farrow), et son mari (John Cassavetes) emménagent dans un appartement new-yorkais. Le quartier est plaisant, l'immeuble⁴ a vue

sur Central Park, mais son architecture énorme et la manière dont il est filmé en font un décor angoissant. Nous assistons à la lente montée de l'effroi chez une femme environnée de présences inquiétantes. Est-elle la cible d'un complot fomenté par des adorateurs de Satan, et va-t-elle accoucher des œuvres de celui-ci ? Ou bien toute cette histoire trouve-t-elle sa résolution dans un épisode paranoïaque de la future maman ? Et nous, spectateurs tourmentés, avons-nous vu l'effrayante scène d'accouplement entre la gracieuse épouse et le formidable démon ? De qui sommes-nous les dupes ? De Polanski assurément, maître de l'illusion et de l'onirisme, qui réussit un tour de force cinématographique. Il prend un « malin » plaisir à nous égarer : « *Aussi loin que je remonte dans mes souvenirs, la frontière entre le réel et l'imaginaire a toujours été désespérément brouillée. Il m'aura fallu presque une vie pour comprendre que c'était là la clef de mon existence même.* »

L'huissier du diable

Polanski l'agnostique ne croit pas à l'existence du diable, pas plus qu'à la présence des vampires. Ces figures redoutables du cauchemar sont la face noire du monde, la faille cachée sous l'édifice de la civilisation, le ricanelement hypercritique des partisans de la négation. Mais elles stimulent la création. Polanski n'est pas seulement un cinéaste pour ciné-clubs, il est à sa façon un maître du cinéma « de genre ». Il veut séduire, « embobiner » le spectateur. La plupart du temps, il l'entraîne dans un récit affolant, gouverné par les principes de l'angoisse, du mystère, de la surprise épiciée d'ironie cruelle. Ainsi *La Neuvième Porte* (1999) suit un magistral parcours dans un labyrinthe ésotérique. Un jeune et hitchcockien pourvoyeur de livres rares, incarné par Johnny Depp, se met en quête d'un volume, auquel le diable en personne aurait collaboré : au terme d'un voyage initiatique, ce Tintin sans Milou, mais pourvu d'un ange gardien amusé (Emmanuelle Seigner), pousse lui-même la neuvième porte. Même si la fin est quelque peu bâclée, on suit en frémissant le périple de l'huissier faussement ingénu du royaume des ténébres. Quelle peur Polanski veut-il conjurer en la partageant avec nous ?

Frantic (1988) entre également dans la colonne des films de genre de grande facture. Richard Walker (Harrison Ford) est un cardiologue américain présent à Paris avec sa femme, Sondra (Betty Buckley), à l'occasion d'un congrès. Sondra disparaît dans des conditions mystérieuses, irréelles. Autour de lui, il ne trouve que scepticisme : l'épouse est sans doute avec son amant... La ville de Paris lui est inconnue, elle lui devient hostile. Rien ne tient durablement, les pistes se perdent, se brouillent. Mais on sent dans la progression de cet homme perdu un faisceau de menaces. Le dénouement, c'est la fatalité qui trouve en Michelle (Emmanuelle Seigner) une victime expiatoire. Comment être sûr des apparences alors qu'elles s'effacent quand on va les saisir (ou les comprendre) ? Polanski est à son aise dans les signes d'une piste qui mène à l'énigme plutôt qu'à sa solution. Que sait-on vraiment, que →

reconnaît-on que l'on croyait connaître : « *On dirait que mon histoire a été écrite par quelqu'un d'autre, quelqu'un, de surcroît, que j'ai à peine connu.* »

Prenez garde au vampire !

Au contraire de *Rosemary's Baby*, de *Répulsion* (1965) et du *Locataire* (1976) – démonstrations réussies d'un savoir-faire jamais pris en défaut –, et malgré sa parfaite maîtrise technique et la valeur de ses décors, *Le Bal des vampires* (1967) n'a pas résisté à l'épreuve du temps. Polanski et Gérard Brach, son coscénariste, ont semé leur récit de blagues et de gags simples (à quelques exceptions près, telle la scène du vampire juif aucunement impressionné par la croix chrétienne qu'on lui oppose), de clins d'œil ironiques, qui plaisent peut-être encore au lectorat et aux critiques de *L'Obs* et de *Télérama*, mais signalent surtout une parodie ratée. Le parti pris de distance sarcastique avec le genre « film de vampires », qui procura au public du cinéma Midi-Minuit, à Paris, d'adorables sueurs froides, a creusé les rides de ce long-métrage qu'un peu d'humilité artistique lui aurait épargnées. Persifler n'est pas jouer : quand on moque une « manière », il convient de se hisser à sa hauteur.

Dracula résiste à Polanski

Fort heureusement, *Dracula* – imaginé par le romancier irlandais Bram Stoker (1847-1912) – disposait de réserves de sang frais. Les films dont il fut le héros, avec Christopher Lee dans le rôle-titre, réalisés principalement par Terence Fisher pour le compte de la compagnie Hammer, ont mieux résisté aux outrages du temps que l'œuvre qui prétendait les ridiculiser. En 1992, Francis Ford Coppola démontra que les nombreuses et anciennes apparitions de l'hématophage blafard, si habile à forer la veine la plus fine du cou le plus gracile, n'avaient pas épuisé notre capacité d'éblouissement : son *Dracula* est à ce jour la plus parfaite représentation du suceur de sang des jeunes filles séduites et abandonnées. En face de lui, l'infortuné professeur Abronsius du *Bal* (Jacky MacGowran) et Alfred (Polanski lui-même), son tremblant assistant, tous deux minables chasseurs de vampires, font pâle figure. Leur valeur comique n'est pas suffisante pour lutter contre le prestige du Transylvanien. Le ridicule se retourne contre eux, et contre le film. Pris entre le goût de la farce et la tentation de l'épouvante, *Le Bal des vampires* trahit l'un et l'autre, même s'il apporte la preuve du tempérament « fantastique » de son auteur, servi par son réalisme.

Macbeth ne souffre pas de l'encombrant esprit de dérision néfaste, selon nous, au *Bal des vampires*.

« *La vie n'est qu'une ombre errante [...]. C'est une histoire Racontée par un idiot, pleine de bruit et de fureur, Et qui ne signifie rien.* » (*Macbeth*, V, 5)

Au cinéma, Roman Polanski n'a adapté qu'une seule pièce de William Shakespeare, *Macbeth* (1971), soit deux ans après l'assassinat de Sharon Tate, son épouse

enceinte, dans la nuit du 8 au 9 août 1969 par quatre personnes qui agissaient sur l'ordre d'un certain Charles Manson. Le film maintient son rythme haletant jusqu'à la fin et réserve des surprises spectaculaires.

Bernard Pivot : « La vie de Polanski est un scénario extraordinaire qu'il faudrait filmer »

On imagine aisément quel était son état intérieur, lorsque Polanski entreprit la réalisation de *Macbeth*. L'ambiance crépusculaire de la pièce initiale, par instant saturée de peur et de violence, peuplée des créatures que suscitaient la démonologie médiévale, hantée par la figure de *Macbeth*, soldat valeureux, mais époux faible à la raison vacillante, poussé au régicide par sa femme, *Lady Macbeth*, produit à l'écran de superbes images. Mais est-ce un hasard si Polanski a choisi cette tragédie à ce moment précis de son existence ?

« *Première sorcière : Où as-tu été, sœur ?*

Deuxième sorcière : Tuer les cochons. » (*Macbeth*, I, 3)

Macbeth est fondé sur une impeccable mécanique de terreur sacrée. On y voit s'unir des forces obscures, des créatures démoniaques, des êtres humains dévorés d'ambition, prêts à perpétrer le crime le plus odieux. On y assiste au grand spectacle du Mal...

Charles Manson (1934-2017) connut une enfance de tumulte et de misère, puis la délinquance et la prison. Son bagage scolaire était mince, mais lorsque ce garçon chétif au regard perçant prenait la parole, on l'écoutait. Un cercle se forma autour de lui, qui s'agrandit, jusqu'à constituer une « famille ». Catherine Share, qui en fut membre, déclarera plus tard : « *Il donnait aux femmes ce dont elles avaient besoin et, de maintes façons, ce qu'elles désiraient.* »

L'expédition punitive lancée par Manson dans la résidence où séjournaient Sharon Tate et ses amis comptait trois femmes, Susan Atkins, Patricia Krewinkel, Linda Kasabian (elle fit le guet, à l'extérieur) et un homme, Tex Watson. Krewinkel et Atkins maniaient le couteau, sans précision, mais féroce. Susan Atkins écrivit avec le sang de Sharon Tate le mot « *Pig* » (cochon) sur la porte d'entrée de cette belle propriété, construite pour Michèle Morgan pendant son séjour hollywoodien.

L'un des policiers déclara qu'il se dégageait de la scène une atmosphère de crime rituel...

« *La vie de Roman Polanski est un scénario extraordinaire qu'il faudrait filmer.* » (Bernard Pivot, « Apostrophes »)



Jon Finch dans *Macbeth* (1971), de Roman Polanski, adapté de la tragédie de William Shakespeare.

Des individus malfaisants prétendront que Sharon Tate et ses amis se livraient à des orgies, se droguaient, qu'ils attiraient une population interlope : finalement, leur sort funeste était une punition méritée ! Mensonge et calomnie : « *Sharon était plus qu'un visage adorable et une silhouette séduisante. Elle m'enchantait par sa perpétuelle bonne humeur, sa nature enjouée et généreuse, l'amour qu'elle vouait aux hommes et aux animaux – à la vie elle-même.* »

La vie de Roman Polanski deviendra peut-être un jour un biopic au cinéma. En attendant, nous avons ses films, témoignages et héritages d'une vie à grand spectacle. •

1. Dans son hommage rendu aux morts de l'année, l'académie césarienne a oublié volontairement le nom de Jean-Claude Brisseau, auteur d'une œuvre très au-dessus de la majorité des films français de ces dix dernières années. Nul, dans la salle, n'a manifesté au moins son étonnement sinon sa réprobation. Doit-on s'étonner de cette preuve supplémentaire de bassesse morale, d'incompétence et de lâcheté de groupe ?
2. Roman Polanski, *Roman par Polanski* (trad. Jean-Pierre Carasso), Robert Laffont, 1984 (rééd. Fayard, 2016).
3. Dans la collection « Grands entretiens, mémoires de la Shoah », disponible sur le site de l'INA.
4. Le « Dakota Building », à Manhattan. C'est devant son porche que fut assassiné John Lennon, qui y habitait, le 8 décembre 1980.

C'ÉTAIT ÉCRIT URINOIRS : L'ENVIE EN ROSE

Par Jérôme Leroy

Si la réalité dépasse parfois la fiction, c'est que la fiction précède souvent la réalité. La littérature prévoit l'avenir. Cette chronique le prouve.

Un des principaux obstacles à l'égalité homme-femme reste la manière de faire pipi, notamment en milieu urbain. Les femmes ne peuvent même pas se consoler en pensant à Vespasien qui a laissé son nom à une invention que tout le monde connaît et en avait fait une source de revenus en imposant les mictions masculines comme nous le rappelle Suétone : « *Son fils Titus lui reprochait d'avoir mis un impôt sur les urines. Il lui mit sous le nez le premier argent qu'il perçut de cet impôt, et lui demanda s'il sentait mauvais. Titus lui ayant répondu que non : "C'est pourtant de l'urine", dit Vespasien.* »

Mais malgré tout, cela reste une maigre consolation quand l'envie se fait vraiment pressante. Soucieuse d'en finir avec cette injustice, la ville de Rennes, apprend-on par *Ouest France* et France 3 Bretagne, a décidé d'expérimenter des urinoirs féminins collectifs. Les dames pourront s'asseoir presque face à face et côte à côte à la fois dans un prototype en forme d'hélice, « *récompensé d'une médaille d'or au concours Lépine de 2019.* »

L'installation est hélas d'une couleur rose bonbon, ce qui est, on en conviendra, scandaleusement genré. L'inventeur (-trice ? ; -teuse ?) Gina Perier fait contre mauvaise fortune féministe bon cœur commercial : « *On sait que c'est un cliché, c'est la couleur des femmes. Mais quand on met une innovation sur le marché et qu'il faut communiquer le fait que c'est destiné aux femmes, c'est utile de se servir des clichés.* »

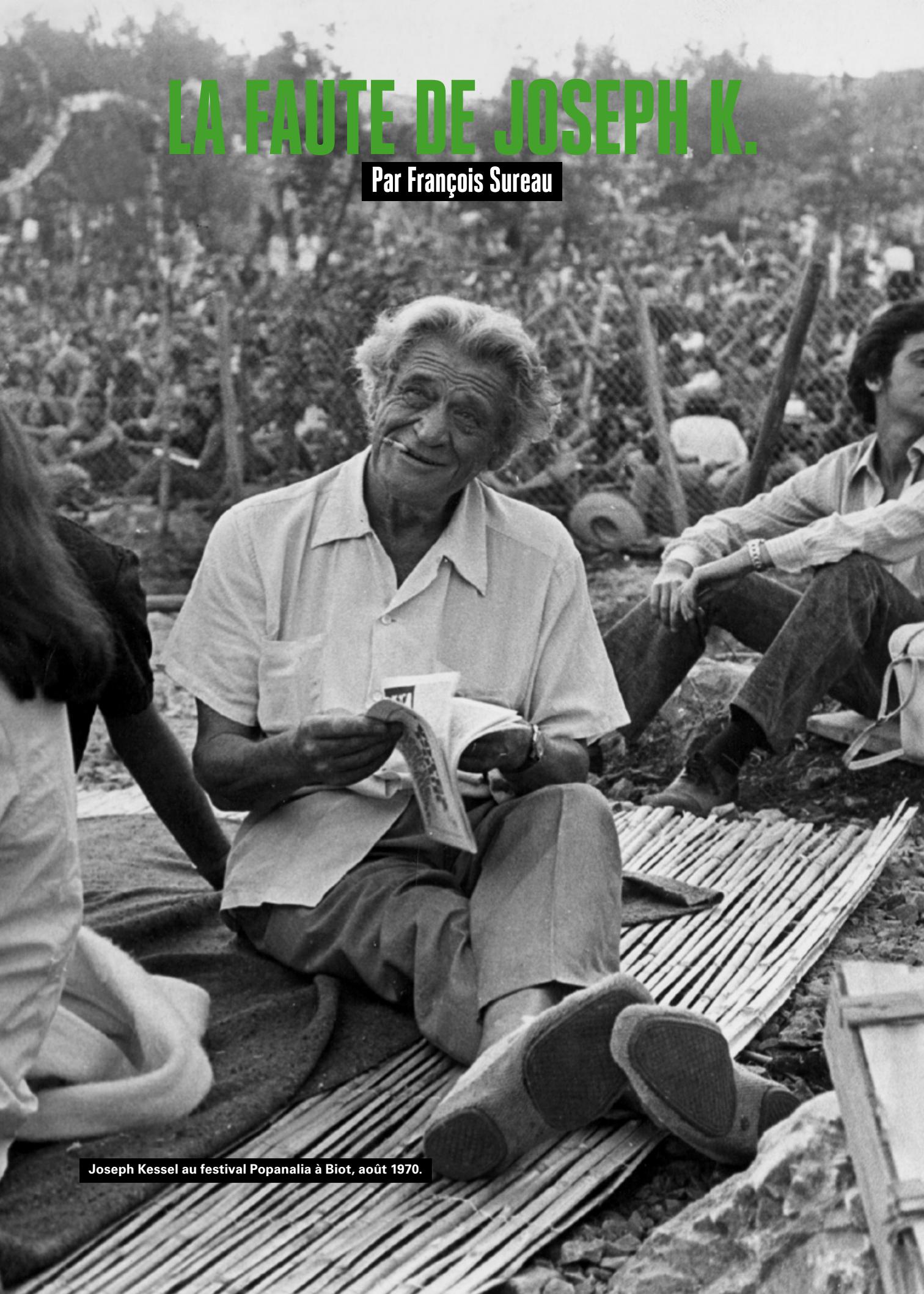
Sans compter que le comble du sexisme est ailleurs sur cette question, si l'on y songe. Pourquoi, en effet, alors qu'elles ont tant de mal à faire leurs besoins dans l'espace public, ce sont elles qui forment le gros du contingent des dames pipi, comme l'indique le nom de cette profession qui n'a pas son pendant masculin ? Et on se souviendra, chez Proust, de la dame pipi des Champs-Élysées, ancienne marquise, qui a des bontés pour le narrateur enfant : « *Cette marquise me conseilla de ne pas rester au frais et m'ouvrit même un cabinet en me disant : "Vous ne voulez pas entrer ? En voici un tout propre, pour vous ce sera gratis."* »

Au moins, grâce à la ville de Rennes, ces dames pourront parler ensemble pendant ce moment de soulagement, comme le font les hommes qui échangent souvent à cette occasion des informations capitales. Et bientôt, elles aussi pourront connaître la véritable émancipation entrevue par Bardamu, dans *Voyage au bout de la nuit*, quand il découvre New York et ses toilettes publiques : « *Entre hommes, comme ça, sans façons, aux rires de tous ceux qui étaient autour, accompagnés des encouragements qu'ils se donnaient comme au football. [...]* Découverte du joyeux communisme du caca. »

On a hâte... •

LA FAUTE DE JOSEPH K.

Par François Sureau



Joseph Kessel au festival Popanalia à Biot, août 1970.

La Pléiade publie les grands récits de Joseph Kessel (1898-1979). De l'Irlande à l'Afghanistan, ce juif exilé devenu Français libre a écrit une œuvre entre reportage et roman. Même coupable, l'homme ballotté par les tempêtes de l'histoire y est admirable car conscient du tragique de sa condition.

Que l'on me passe une anecdote, à moi qui n'ai pas connu le centième des aventures de Joseph Kessel, si j'ai souvent rêvé de sa vie. C'était au Cambodge, en novembre 1991. Le 1^{er} régiment étranger de cavalerie était stationné à Kampong Trach, près de la frontière du Vietnam. Il avait pour mission, donnée par l'ONU après les accords de Paris, de convaincre ce qui restait des Khmers rouges, qui, réfugiés dans les collines, s'y livraient au trafic des bois précieux en attendant des jours meilleurs, de rendre leurs armes et de participer au processus électoral.

Un matin, nous nous sommes postés dans une plaine marécageuse, un capitaine, deux légionnaires et moi, et après un long temps, nous avons vu progresser vers nous une longue ligne d'adolescents en noir, avec autour du cou, comme autant de taches rouges de sinistre augure, l'espèce de torchon de cuisine que tout le monde portait là-bas. Sachant à qui nous avions affaire, nous n'en menions pas large. C'étaient des bandes de vieux enfants formés par la guerre et l'horreur, lobotomisés, drogués le plus souvent. S'ils jouaient aux cartes, il n'était pas rare que le perdant, en s'en allant, jette derrière lui une grenade défensive, de cet air d'indifférence de ceux qui sont passés de l'autre côté du miroir et que je n'ai jamais retrouvé ensuite, ni en Yougoslavie ni en Afghanistan. Le conducteur, un légionnaire hongrois, a armé le 7,62 mm sur le capot. Le capitaine m'a dit : « *Tu voulais du Kessel. En voilà.* »

Je n'ai vraiment compris ce qu'il voulait dire qu'en relisant, à l'occasion de leur publication en Pléiade, les grands récits de Kessel. L'impression que mon camarade voulait rendre tient à l'endroit où Kessel se tient lorsqu'il parcourt l'histoire. Il paraît suspendre son jugement. Ce n'est pas ce qu'on appelle un « *témoin engagé* ». Le témoin n'est pas vraiment affecté par ce qui se passe, alors que Kessel l'est. L'engagé y voit l'occasion de vérifier, ou de se former, un jugement sur les choses, ce que Kessel ne fait à peu près jamais. Les préfaciers de la Pléiade notent justement que dans ses reportages, il a le plus souvent adopté la doxa des journaux dans

lesquels il écrivait, sans y attacher trop d'importance. Aussi, d'ailleurs, est-il difficile, ayant écrit à peu près partout, à situer politiquement. On se souvient de son extraordinaire relation du 6 février 1934, où l'état d'esprit des émeutiers, anciens combattants comme lui, rencontre une indulgence frémissante, à cent lieues d'un esprit de « *défense républicaine* ». Dès l'origine, il s'est établi au-delà des condamnations. On le voit dans *Stavisky, l'homme que j'ai connu*. Cela n'en fait nullement un hésitant quant à l'essentiel. Après 1935, il s'éloignera de Carbuccia et de *Gringoire*, affligé par une xénophobie chaque jour plus impudente ; et l'on sait la part qu'il devait prendre à l'aventure de la France libre. Il m'a toujours semblé d'ailleurs qu'il y aurait pris la même part s'il n'avait pas été juif, en raison de ce « *simple amour de la patrie* » qui l'avait déjà saisi en 1915.

Quel est donc alors cet esprit si particulier de Kessel lorsqu'il va là où l'on se bat, là où l'histoire se fait ; de l'Irlande à l'Afghanistan ? C'est qu'il se tient simultanément aux trois points d'un triangle. Le premier, c'est celui de la politique, du destin des nations et des groupes, des représentations qu'ils se forment d'eux-mêmes. Le second, c'est celui des drames individuels : « *C'est comme la poésie. Plus vrai que la réalité apparente. Et puis, il y a l'aventure intérieure, le roman vécu par les hommes que l'on trouve sur son chemin.* » Le troisième, c'est le mouvement que les rencontres impriment à la conscience du narrateur. Et qu'il reste discret, ne se donnant jamais le premier rôle, devant Bourgoïn, l'ataman Semenoff ou l'extraordinaire sergent Hippolyte, pour ne rien dire de quelques extraordinaires figures de femmes, ajoute encore à la puissance de ses évocations. On a parlé à ce propos de « *vaporisation du moi* », de « *flottement générique* », de « *navigation à vue entre reportage et roman* ». Ces questions n'ont d'importance que pour ceux qui ont de l'histoire, du journalisme ou de la littérature une vision ascétique, pour le meilleur, ou fétichiste, pour le pire, qui sont très éloignées de celle que Kessel a très tôt prise du monde. Il n'y a qu'un seul grand continuum d'expériences humaines, comme une tunique sans couture, et tout est récit, ni plus ni moins, avec ce que ce mot de récit comporte, la promesse d'un envoûtement, et peut-être aussi d'un salut, où le bien et le mal inextricablement mêlés viendraient concourir à une rédemption qui ne se dit jamais. Aussi, qu'elle porte sur la vie intérieure ou sur l'aventure extérieure, de *Fortune carrée* au *Tour du malheur*, en passant par ces états en quelque sorte intermédiaires que sont *L'Équipage* ou *Les Cavaliers*, l'œuvre de Kessel est-elle la forme la plus aboutie, à l'époque moderne, de ce cycle du Graal où l'auteur apparaît et disparaît avec la grâce de celui qui sait qu'il n'existe qu'une seule nature humaine, dont les éclats brillent et s'éteignent au hasard des rencontres.

J'ai curieusement trouvé l'une des meilleures représentations de l'art de Kessel dans l'un de ses dossiers →

administratifs. Kessel l'exilé a trouvé refuge dans ce monde de l'Occident, où, de la Préfecture de police à l'Académie française, l'on ne sait rien des hommes si l'on ne peut les ranger dans les cases prévues par l'État. Il n'en a pas moins conservé la nostalgie et le goût de ces univers où leur honneur et leurs drames excèdent la portée des formulaires. Il l'a magnifiquement évoqué à propos des Tcherkesses de Collet, de l'Afghanistan du bouzkachi. Dans « *le bouc* », c'est un Corse qui, comme de juste, sert de passerelle entre le monde de l'honneur et celui du dossier – un pied sur la paperasse et l'autre dans l'éternité des caractères. J'y ai pensé en feuilletant les notes du dossier de Kessel à la grande chancellerie de la Légion d'honneur. On y trouve d'abord des renseignements pris auprès de ses chefs militaires à la mission française de Sibérie : ses sentiments « *à l'égard de la France sont bons et sincères. Sa moralité diffère un peu de la nôtre et se rapproche de celles des Slaves. Il est d'une intelligence supérieure à la moyenne.* » Puis viennent les rapports des employés de la chancellerie. Leur succession donne à rêver, et à comprendre. Pour la croix de chevalier, en 1927, on relève que Joseph Elie est un engagé volontaire, cité au combat dans l'aviation, et l'« *un des auteurs de la jeune génération qui s'impose à l'attention* ». Pour la rosette d'officier, en 1949, le ton change. Kessel est un « *romancier d'une large notoriété* », Grand Prix du roman de l'Académie française ; mais assez curieusement ses services de guerre se limitent à ceux rendus au cours du premier conflit, et silence sur le reste. La Seconde Guerre n'apparaît que dans le mémoire de proposition pour commandeur, en 1964, qui est signé par le Premier ministre. Sont mentionnés les deux croix de guerre, l'engagement dans la Résistance et dans les Forces françaises libres. Quant au jugement sur l'écrivain, il s'efface devant une longue liste d'œuvres. Le rédacteur paraît avoir été saisi par l'incongruité de donner des justifications. Le mémoire pour la dignité de grand officier, en 1977, est encore plus court. Ici tout renseignement, toute opinion semblent superflus. On donne ses titres de guerre, une main anonyme écrit simplement que Joseph Kessel restera comme « *un écrivain indifférent aux idéologies, épris d'action héroïque et aventureuse, en prise directe sur la vie* ».

Pour rejoindre la France libre, Kessel était passé en Espagne par Collioure, en compagnie d'une jeune femme qui voulait rejoindre un homme qu'elle aimait et lisait *Le Banquet* de Platon à la lueur d'un feu, dans la montagne, parce que l'ayant rejoint elle voulait continuer ses études de philosophie. « *Et à cause de la chétive silhouette, éclairée par un feu de proscrits, à cause de son livre et de son amour, cette nuit est entrée dans ma mémoire, sans que je l'aie su alors, avec plus de douceur et de beauté que tant d'autres nuits de Noël paisibles ou joyeuses.* »

Mais il ne semble pas que la paix et la joie aient été au fond de la mémoire de Kessel et c'est de cela que

je voudrais parler à présent. Cet espoir invoué du salut qui s'incarne d'une manière aussi obsessionnelle qu'imprécise dans son œuvre, sans doute ne peut-il naître sans une conscience aiguë de la faute. Le remords apparaît dans les livres de Kessel pour ne plus les quitter après la mort de son frère Lazare, qui s'est suicidé le 27 août 1920 d'une balle dans le cœur dans sa chambre d'hôtel, au Quartier latin. Il avait laissé une lettre destinée à sa famille, qui a disparu mais dont une phrase hantera Joseph jusqu'à la fin : « *Vous prétendez m'aimer et vous ne m'aimez pas.* » Cinquante ans après, Kessel disait encore : « *Je ne peux pas y penser.* » Dès 1923, le lieutenant Herbillon, de *L'Équipage*, y pense pour lui. Dans le film de Litvak, son rôle est tenu par Jean-Pierre Aumont, qui vingt années plus tard accompagnerait, engagé dans la France libre – comme Kessel lui-même –, Diego Brosset pour sa dernière aventure, au tournant de Passavant. On voit l'acteur magnifique et altier, sur une couverture de *Cinéma*, comme s'il passait en photo de la Première à la Seconde Guerre, du personnage au soldat, de la fiction à la réalité du courage. Au premier tiers du film, l'acteur reçoit la croix de guerre, que le lieutenant Aumont recevra dix ans plus tard.

Malgré la mort de Lazare, l'année 1922 sera celle du bonheur, la dernière peut-être, celle du moins de ces moments où le bonheur de l'amour se conjugue avec l'innocence vitale de la jeunesse. Mais, brièvement exorcisé dans *L'Équipage*, le remords recommencera de couler un peu plus tard, accru par d'autres occasions. Sa première femme et son premier grand amour, Sandi, mourra seule dans un sanatorium à Davos, n'ayant cessé de pardonner à Kessel ses excès, l'opium, les autres femmes, tout ce qui l'avait trop vite éloigné d'elle. Si sur certaines natures le pardon de ceux qui vous aiment a aussi peu d'effet que le reproche, il n'en colore pas moins l'existence tout entière d'une tache sombre, impossible à laver. Lorsque, ensuite, Kessel reprend la plume pour décrire les années sibériennes dans *Les Temps sauvages*, il paraît avancer la main sur le fil noir de la faute. C'est l'épopée de coupables dans un monde coupable. Le plus fort est que le narrateur n'y sombre pas. « *Je me suis dit que commencer par l'enfer pouvait être une chance.* »

Kessel décrit un monde où les victimes n'adorent pas leurs bourreaux, et ce monde nous paraît étrange et vrai. Nous avons pris l'habitude inverse. Nous voyons des raisons partout, et nous nous efforçons de les aimer. Lorsque nous n'en trouvons aucune, nous les disons cachées par quelque conspiration malveillante, et nous essayons de les faire venir au jour. Quand bien même elles n'existeraient pas, nous les inventerions. Il nous faut des raisons à comprendre, pour pouvoir nous soumettre aux institutions qui les servent, ou à d'autres, que nous aimerions créer, révolutionnaires aux esprits d'esclaves. À la violence des rapaces répond la niaiserie des victimes, qui font tant d'efforts pour les aimer. Kessel n'a ni ces tentations ni ces illusions. Le rédac-



Joseph Kessel répond aux questions de Jean Oberlé et Philippe Bouvard, 1958.

teur anonyme du dossier de la grande chancellerie a vu juste. L'idée de l'homme est chez Kessel si vive, que même coupable, l'homme y reste admirable parce qu'il ne se raconte pas d'histoires sur la déchéance de tout. Il a quitté le Jardin et il le sait.

On a parlé niaisement du style de Kessel comme on a parlé de celui de Simenon. Mais il n'y a qu'un seul style qui tienne, c'est celui qui épouse son objet. Là-dessus Kessel, comme Simenon, n'est pas plus en défaut que Balzac. La phrase de Kessel rend à merveille cette oscillation entre le drame et l'espoir, l'absence et la présence de l'homme, la faute et le pardon, qui est comme le battement du cœur secret de son œuvre. C'est la même pulsation, parfois évidente, parfois assourdie, mais qui ne se laisse jamais oublier. À la fin de *Wagon-lit*, Nina demande au narrateur de l'accompagner à la gare y voir entrer le Paris-Riga. Son « *allons voir arriver le train* »

me bouleverse encore aujourd'hui. Ils entrent en fraude dans un compartiment vidé de ses voyageurs et tirent les rideaux. Elle lui demande de décrire Paris, la « *ville-lumière* ». Elle rêve à voix haute le passage de la frontière. « *Elle ne savait plus que je la regardais. Peut-être avait-elle oublié ma présence. Peut-être étais-je pour elle un autre, celui qu'elle n'avait pas trouvé en moi.* » Comme Lazare ou Sandi, et tant d'autres, comme chacun de nous pour ceux qu'il aime, avant le dernier jour.

Il n'y a presque pas de pages de ses livres, de moments de cette immense aventure que le temps n'a pas refroidie, où l'on ne se voit pas prendre la place de l'écrivain, où l'on ne s'entend pas, poussé par une force venue de loin, dire à l'ange aux cent visages d'un dieu absent, les mots de cette vieille comptine russe qu'il a souvent citée : « *Aime-moi noire. Blanche, tout le monde m'aimerait.* » •

BRUNO CARETTE LE GÉNIE DES NULS

Par Daoud Boughezala



Disparu à 33 ans, Bruno Carette (1956-1989) était le membre le plus prometteur de la troupe des Nuls. Pour la première fois, son frère Didier ouvre la boîte à souvenirs, de l'enfance en Algérie à ses débuts au cinéma en passant par leur jeunesse militante nationaliste-révolutionnaire.

Bruno Carette dans le film de Gérard Jugnot, *Sans peur et sans reproche* (1988).

Trente ans de trop. Fin 1989, le comédien Bruno Carette nous quittait à 33 ans. Membre de la troupe des Nuls, il laissait à ses acolytes comiques Chantal Lauby, Alain Chabat et Dominique Farrugia le souvenir d'un acteur surdoué. Nul ne le raconte mieux que son frère aîné Didier Carette, comédien et ex-directeur de théâtre aujourd'hui conseiller régional (RN) d'Occitanie.

Avec sa voix de basse et ses yeux rieurs, Didier passerait facilement pour une réincarnation de Bruno. Son histoire est en grande partie la sienne. Elle débute dans les années 1950 en Algérie. Un ingénieur métropolitain électrifiant la Kabylie rencontre une institutrice d'origine espagnole enracinée depuis cinq générations dans la wilaya de Tipaza. De leur union naissent Didier (né en 1950), Bruno (1956-1989) et leur sœur, qui grandissent à Alger jusqu'à leur départ pour la métropole en mai 1962. « *Nous sommes partis persuadés de revenir. Nous ne pouvions imaginer l'indépendance de l'Algérie* », se souvient Didier avec émotion. Une certaine France moisie les accueille en intrus. Un jour, dans un hôtel miteux, quelques Palois réunis au petit déjeuner commentent ainsi un reportage télévisé sur l'arrivée des pieds-noirs : « *Putain, ils pouvaient pas rester chez eux ces cons-là !* »

En réaction, les frères Carette héroïsent « *les quelques personnes qui s'étaient battues pour nous* », l'OAS et Bastien-Thiry dont Bruno a toujours conservé la photo. « *Lorsque ma sœur a été présentée aux membres de sa belle-famille, ils attendaient une voilée !* » en glousse encore Didier. Le temps d'une escale de trois ans au Maroc, où leur ingénieur de père est affecté, la famille retrouve les joies du Maghreb. Retour à Toulouse en 1966. Par nostalgie de l'Algérie française, Didier adhère à Occident. Son cadet Bruno entre au Mouvement jeune révolution, qui deviendra le Mouvement solidariste français, avant de passer à l'Ordre nouveau. Les frères ont alors les cheveux longs jusqu'aux épaules. Mai 68 étant passé par là, même à la droite de la droite, « *on exprimait un rejet très fort du conservatisme* » et des sympathies anarchistes. Leur esthétisme les pousse aussi bien vers « *un vieil anar espagnol qui avait des livres jusque dans son frigidaire* » qu'aux côtés du gudar Jack Marchal, créateur du fameux rat noir et auteur du tube alternatif *Les nazis font des bêtises*. Une fibre méditerranéenne les conduit régulièrement en Italie aux réunions du parti néofasciste MSI dont ils apprécient le chef charismatique Giorgio Almirante (1914-1988). « *Bruno l'avait rencontré par hasard dans un train* », raconte Didier. Un éditeur d'essais traditionalistes, ami de jeunesse de Bruno qu'il accompagnait régulièrement dans les couscous toulousains ou autour d'un joint, confie : « *Bruno n'avait pas une once de début de commencement de racisme. La dernière fois que je l'ai vu, à la fin des années 1970, il était monté à Paris voir Almirante.* » De l'autre côté des Alpes, l'aura du patriarche sicilien va bien au-delà de son propre camp puisque à sa mort, le président de la République italienne, le dirigeant du Parti socialiste et même l'ancien chef des partisans communistes se recueilleront sur sa dépouille.

Pour Bruno Carette, la décennie 1970 s'achève à Paris. Pendant que Didier pratique l'art dramatique, Bruno intègre l'École française des attachés de presse (EFAP) et signe son dernier coup d'éclat politique. Lorsque la justice menace d'expulsion les cathos tradis qui occupent Saint-Nicolas-du-Chardonnet, il dort dans l'église en soutien à monseigneur Lefebvre. À la sortie de l'EFAP, faute d'emploi, Bruno descend chez ses parents installés à Cannes. Après six mois à vendre des assurances, il répond à une annonce de FR3 Méditerranée. La station recherche des animateurs radio. C'est là, au début des années 1980, qu'il fait la connaissance de Chantal Lauby, avec laquelle il présente des programmes radio puis l'émission « Bzzz ». À coups de sketches, Lauby et Carette moquent le téléphone rose, la publicité, les journalistes, les Français, les Arabes, les juifs, les antisémites... Gros succès local. Repérés par Canal +, Chantal et Bruno montent à Paris sur invitation de la chaîne cryptée qui leur adjoint l'animateur météo Alain Chabat puis Dominique Farrugia. Dans la série « Objectif nul », Carette campe naturellement le cuisinier Zeitoun, à l'accent aussi piquant que les merguez.

Certains s'étonneront du passé droitier de Bruno Carette tant les Nuls incarnent la gauche culturelle version Canal +. Des fausses pubs telles que le diptyque épicier Hassan Céhef (« *C'est pôssible !* ») / Robert Tripoux (« *La maison ne fait pas crédit !* ») semblent défendre la préférence immigrée en pleine vague SOS racisme. Avait-il tourné casaque ? Non, songeons au petit pied-noir méprisé à son arrivée sur le continent. « *Bruno détestait les reniements. Ça peut paraître paradoxal pour des gens qui se situent à l'extrême droite, mais la France rance de l'épicier Robert Tripoux avec le portrait encadré de Raymond Barre ne nous convenait en aucune façon. Aujourd'hui, la chose ne serait certainement pas présentée de la même façon parce que le contexte a totalement changé* », décrypte Didier Carette.

Bien que l'œuvre des Nuls ne s'y réduise pas, les blagues scato finissent par le lasser

De la galerie de personnages créés par Bruno émergent deux héros récurrents devenus cultes : Jean Meyrand et Mizou-Mizou. Avec sa tignasse bouclée et son bandana autour du cou, le premier est un Léo Ferré de sous-préfecture qui entonne inlassablement : « *68 c'était hier pour moi aussi / Et puis y'a eu la rue Lepic / On bouffait du riz cantonais / Et puis soudain ils ont chargé, les flics...* » Sa source d'inspiration ? Un chanteur à textes toulousain ami de Didier. Après avoir assisté à son tour de chant dans un cabaret, Bruno reçoit une illumination comique. Quant au pétomane espagnol Mizou-Mizou, interprète des tubes du top 50, Bruno Carette en a un jour conçu l'idée à la plage. « *Ma mère était totalement retournée en disant "Mais tu ne vas pas faire ça ! Enfin, c'est pas possible !" Et Bruno a persisté et signé* », en sourit Didier.

Bien que l'œuvre des Nuls ne s'y réduise pas, les blagues scato finissent par le lasser. Au cours de ses derniers mois, Bruno Carette s'émancipe de plus en plus du groupe. Admirateur de Peter Sellers, Youssef Chahine et Vittorio Gassman, lecteur de Nimier et Blondin, il se destine au grand écran. Après une comédie de cape et d'épée signée Gérard Jugnot, Bruno trouve un emploi à sa mesure dans *Milou en mai*. Louis Malle lui offre le rôle de Grimaldi, un chauffeur routier fort en gueule et avide de sexe. « *Moi les communistes, je les emmerde !* » tonne ce prolo en plein Mai 68. À Michel Piccoli qui le prend avec mépris pour une starlette du petit écran, Carette répond ironiquement : « *Vous avez totalement raison Docteur Teyran !* [NDLR : du nom du héros de série B que Piccoli jouait quelques années plus tôt sur TF1] » Sorti en salles peu après sa mort, *Milou en mai* lui est dédié. Comme cet article. •



François Sureau.

L'HYMNE À LA JOIE DE FRANÇOIS SUREAU

Par Élisabeth Lévy

Odyssée à travers la culture humaine, *L'Or du temps* est aussi un roman des origines. L'avocat mystique et guerrier y déploie ses talents de conteur, d'érudit et de lecteur pour nous entraîner dans ses infinies digressions.

« **J**e connais toutes les raisons de ne rien aimer. » Cette phrase, nichée au début de *L'Or du temps*, annonce le programme, en même temps que l'état d'esprit de son auteur, saumon remontant vers sa source plein d'allégresse, ignorant les regrets, rancœurs et acidités qui rongent celui qui prend trop au sérieux la comédie sociale. Il n'est pas anodin que, dans le livre, cette quête des origines emprunte le trajet inverse, descendant la Seine, fleuve rêvé autant que raconté, de la source à la mer (et, dans ce premier tome, de Châtillon à Paris). Le passé mène à l'avenir et réciproquement. Pour François Sureau, les morts sont aussi présents que les vivants, bien plus même, les personnages qu'il invente aussi réels que ceux qu'il côtoie chaque jour. Et s'il n'a pas, loin s'en faut, renoncé à l'existence

charnelle, ni à la vie mondaine, selon le mot de son cher Pascal, il aspire à ce que la vie des sens et celle de l'esprit fusionnent dans une harmonieuse continuité.

Il cherchera donc – et nous à sa suite – *L'Or du temps*, conformément à l'épithaphe inscrite sur la tombe d'André Breton. C'est-à-dire les infinies raisons d'aimer infiniment.

Dans les plis de ce monument littéraire foisonnant de mille personnages, lieux, bâtiments, œuvres, fourmillant de recoins, passages secrets et chemins de traverse, se cache le secret d'une libération, dont l'instrument, en effet, est moins la littérature que l'amour. Qu'on ne

se méprenne pas, Sureau ne nous chante pas la blquette de la petite gorgée de bière. Il connaît « *l'épaisse tristesse des souvenirs* » (Isaac Babel), il sait que le mal existe, il l'a rencontré. Parfois, rarement, sous les traits du bourreau sanguinaire, plus souvent sous ceux du bureaucrate ou de l'énarque, qui croient que le monde n'a pas d'âme, qu'il se réduit à des problèmes et à des solutions, ou encore chez ces si nombreux écrivains français qui, au xx^e siècle, choisirent le totalitarisme parce qu'ils cherchaient « *moins une espérance à inventer que des ennemis à abattre* ». Le mal, en somme, vient de tous ceux qui, à l'inverse du général Diego Brosset, commandant de la 1^{re} division française libre, emploient « *leur intelligence à chercher des raisons d'accepter* ».

Sureau le sait : « *Il n'y a pas de raison d'admirer ceux qui ont conquis les premières places. Leurs mérites n'y étaient pour rien. Le pouvoir est une loterie et la seule énergie qui vaille est celle de miser, sans se lasser, jusqu'au bout.* » Il affectionne le mot de Baudelaire selon lequel on a oublié deux droits dans la déclaration de 1789, celui de se contredire et celui de s'en aller. On comprend qu'à l'instar de l'auteur anonyme d'un texte intitulé *J'ai payé* (texte et auteur étant probablement chimériques), François Sureau a senti un jour son esprit se fendre en deux, une moitié vivant et l'autre regardant.

Lui-même a quitté la table. Énarque sorti dans la botte, il a passé quelques années au Conseil d'État qui lui inspire des pages savoureuses, et enseigné à Sciences-Po, où j'ai eu le bonheur de l'avoir comme professeur¹, avant de devenir avocat aux conseils (Cour de cassation et CE), profession où il peut laisser libre cours à sa fibre anarchiste prononcée. Sureau adore batailler contre l'État qu'il incarnait autrefois et qu'il soupçonne des pires menées liberticides, parfois à raison, même si cet État, aujourd'hui faible et fragile, réclame notre protection. S'il aime l'armée, ce n'est pas par goût de l'ordre, mais parce qu'il y a rencontré des gens qui, moins bien nés que lui, étaient meilleurs que lui, et qu'elle est le dernier lieu où chacun compte pour ce qu'il est. L'exact contraire de la politique.

De très nombreux articles sont parus sur *L'Or du temps*. Ce diable d'homme, qui se serait senti moins étranger à l'époque de Perceval ou de Port-Royal, que dans « *la marée de merde du monde moderne* », et se fait une gloire de ne pas avoir d'opinions, fait l'unanimité, de France Inter à *Causeur*, de Mediapart au *Figaro*. Peut-être parce que, nourri de ses contradictions, il est l'unique spécimen connu de réac-progressiste, si on me passe l'usage de la navrante taxinomie contemporaine.

Tous les journalistes ont souligné le caractère inclassable de ce livre. Curieusement, aucun ne s'est avisé qu'il avait affaire à un roman – peut-être, au moins dans l'ambition secrète ou inconsciente, un descendant de la *Recherche du temps perdu*, écrit à la manière des aventures de *Tristram Shandy*, sur le mode de la digression et de l'association

d'idées qui donne au livre son rythme presque endiable de jeu surréaliste où chacun des participants ajoute un mot au récit en construction. L'auteur brouille les pistes et, passant et repassant de l'autre côté du miroir, il fait intervenir à côté du narrateur, en note de bas de page, son propre personnage, « *le petit-fils du professeur M.* ». Et puis, il y a son double bienveillant, Agram Bagramko (un nom en forme d'anagramme – mais de quoi ?) Malicieux, Sureau n'avoue jamais s'il est sorti de son imagination. Chacun se fera son idée. Mais si Bagramko est sa créature, il l'a inventée avec la minutie d'un chef des services secrets fabriquant la légende de son agent.

Chaque personnage, chaque lieu, chaque œuvre, chaque édifice est prétexte à de vastes détours enchaînés les uns dans les autres, qui racontent avec minutie et un réjouissant sens du détail incongru l'enchaînement des causes qui ont conduit à ce personnage, à ce lieu ou à cette œuvre, aussi bien que les événements dont ils seront les agents inconscients. Époques, livres, êtres dialoguent et s'entre-croisent, se passant d'invisibles témoins. Tel un pianiste dont les doigts courent des touches les plus graves aux plus aiguës, Sureau monte et descend l'échelle du temps, orchestrant des rencontres qui n'ont jamais eu lieu.

Dans cette odyssée, il se choisit des compagnons, qui sont autant d'intercesseurs.

Des écrivains bien sûr, Pascal, Apollinaire, Simenon, Kessel, Koestler qui disait qu'« *aucune mort n'est aussi triste que celle d'une illusion* », bien d'autres encore ; des moines, des soldats, des voyous, des femmes du monde, des prostituées, des aventuriers, un maniaque du droit que l'on croirait sorti des *Plaideurs*, des aviateurs, des personnages de roman, des anarchistes, des surréalistes, « *des veilles Bretonnes en coiffe qui défient les gendarmes mobiles en pissant debout, robes à la Bécassine relevées, sur leurs brodequins réglementaires*² », des célébrités oubliées et des anonymes, des Russes, beaucoup de Russes, et toutes sortes de mêtèques, qui sont autant de figures de la liberté. La liberté, c'est la grande affaire de Sureau, pas seulement celle qui se décline en articles de loi, mais l'élan vital, la flamme intérieure qui est l'aune à laquelle se mesure la grandeur d'une existence ordinaire. Bernanos s'est trompé : les médiocres n'ont pas raison de tout³. •



François Sureau, *L'Or du temps*, Gallimard, 2020.

1. Qu'il me soit permis, à moi aussi, de payer ma dette. Bien que quelques années seulement nous séparent, François Sureau fait partie des professeurs qui ont changé ma vie. Je me rappelle encore son premier cours sur Paix et Guerre entre les nations.
2. C'était à la fin des années 1970 ; la Bretagne se révoltait contre le projet du pouvoir giscardien d'implanter une centrale nucléaire à Plogoff. L'État (et les technos) ont dû céder. (*L'Or du temps*, p. 89 et suivantes)
3. C'est ainsi que Bernanos refuse, en juin 1945, le poste que lui offre le Général dans le Gouvernement provisoire : « *Les médiocres auront raison de vous. Les médiocres ont raison de tout.* » (*L'Or du temps*, p. 778.)

A portrait of Sébastien Rutés, a man with light brown hair, a beard, and round glasses, smiling and standing with his arms crossed against a yellow background. He is wearing a dark blue jacket over a patterned shirt.

LE BEL ÉTÉ DU MAUVAIS GENRE

Par Jérôme Leroy

Sébastien Rutés.

Comment oublier l'ennui du confinement ? En lisant quatre romans azimutés : un road-movie dans un Mexique halluciné, un polar français méthodique comme un rayon laser, une uchronie prolongeant la guerre de Cent Ans et une quête spirituelle dans un univers parallèle belge.

O n a beaucoup écrit, dans les gazettes, que le confinement avait été propice à la lecture. Cette généreuse proclamation me laisse dubitatif. Si j'en crois ma modeste expérience et celle de quelques amis qui sont comme moi des lecteurs affamés, les festins que nous nous étions promis n'ont pas forcément été au rendez-vous. L'appétit manquait, on picorait sans conviction, on en laissait dans les assiettes. Les plongées ininterrompues dans de gros romans qui auraient permis d'oublier, les lectures ou relectures de classiques que nous nous étions depuis longtemps promises ne se sont pas révélées aussi riches que nous l'aurions souhaité.

Il faut croire que, ne faisant partie ni de la première ligne ni de la deuxième, on avait la tête ailleurs, entre inquiétude et léthargie. Relisant *Le Lys dans la vallée*, j'ai eu soudain un sursaut d'inquiétude pour Félix de Vandenesse et Madame de Mortsaufr qui ne respectaient visiblement pas les gestes barrières. La réalité d'aujourd'hui avait contaminé un livre d'hier : je ne sais toujours pas si cet épisode est drôle ou inquiétant, sans doute les deux à la fois.

Alors, essayons de nous rattraper avec l'été, qui doit être une saison « *apprenante* » d'après le ministre de l'Éducation. Si l'on pouvait simplement retrouver le pur plaisir de la lecture, sans brouillage extérieur, ce serait déjà une bonne chose. Et même si les livres proposés ici appartiennent aux « mauvais genres », leurs auteurs ne sacrifient jamais le style aux histoires qu'ils racontent.

Mitclàn, une saison en enfer

Commençons par un écrivain qui prouve que le roman noir peut lui aussi être un lieu d'expérimentation narrative. Sébastien Rutés est un universitaire spécialiste de la littérature latino-américaine, en particulier mexicaine. Déjà auteur de plusieurs romans, dont *La Vespasienne* qui se déroule sous l'Occupation vue à travers les divers usages parfois surprenants de ce lieu, il donne avec *Mitclàn* un roman qui frappe par sa perfection formelle au service d'une histoire atroce racontée sans complai-

sance, mais sans fausse pudeur. *Mitclàn* s'inspire d'un fait divers de 2018, quand on a découvert à Guadalajara un semi-remorque abandonné dans un terrain vague, rempli de 157 cadavres. Mais dans *Mitclàn*, qui est le lieu des morts dans la mythologie aztèque, le pays n'est pas nommé, ce qui confère au roman de Sébastien Rutés l'allure d'une fable d'un réalisme cru, sur une société sombrant dans la violence généralisée.

Le décor désertique, miteux, caniculaire, entre églises en ruine et zones de brûlis, est post-apocalyptique et le récit passe du road-movie au huis clos dans une cabine de camion envahie par l'odeur de putréfaction. À bord, deux chauffeurs qui doivent se relayer avec interdiction de s'arrêter, sauf pour faire le plein. Ils sont désignés par des surnoms, le Gros et le Vieux. Plus personne n'a de nom dans ce monde littéralement innommable.

Cette expédition a été commanditée par le Gouverneur qui, en vue de sa réélection, doit prouver que la criminalité a baissé dans sa province où les cartels de la drogue se livrent à une guerre sans merci. Le chargement du camion, supervisé par le Commandant, est constitué des dernières victimes en date. À l'approche du scrutin, mieux vaudrait qu'on ne les retrouve pas tout de suite puisque les morgues sont déjà pleines à ras bord.

Les deux chauffeurs sont bourrés d'amphétamines et évoluent dans des hallucinations étouffantes, des pensées désordonnées et la peur de ne pas réussir, car eux aussi jouent leur peau dans cette histoire. Le Gros aimerait tout de même s'arrêter pour vérifier si dans tous ces corps, il n'y aurait pas celui de sa fille récemment disparue.

Ce voyage funèbre est aussi une course contre la montre et pourtant le Gros et le Vieux ne roulent pas vite. Pour ne pas attirer l'attention de la police ou risquer une crevaillon, mais aussi pour une raison plus intime et plus étrange : ils ne veulent pas, dans la remorque, « *déranger ce bel alignement, toute cette belle organisation, le dernier refuge d'ordre et de propreté dans le chaos du monde, cette sensation d'harmonie que Gros a ressentie quand le Commandant a ouvert les portes* ». Évidemment, à la première station-service, les choses vont commencer à se compliquer dans un pays où il y a encore plus de paramilitaires que de cactus.

Sous la plume hypnotique de Sébastien Rutés, *Mitclàn* flirte avec le mythe. Le semi-remorque n'y est plus seulement un mausolée roulant, mais un trait d'union entre le monde des morts et celui des vivants, un Styx mécanique troué par les impacts de balles où on essaie en vain de se souvenir qu'« *un mort, ce n'est pas qu'un cadavre, c'est autre chose* ».

La balistique est un art

Sorti en mars 2020, *Les Militantes* de Claire Raphaël n'a pas eu le temps de rencontrer son public, comme →



Claire Raphaël.

des dizaines d'autres. Il serait néanmoins dommage de passer à côté. Les romans écrits par des policiers nous inspirent une certaine méfiance. Pas pour des raisons idéologiques, mais pour des raisons littéraires. Ces romans sont souvent écrasés par leur propre documentation et tiennent alors plus du reportage que de la fiction. On s'empêtre dans des détails de procédure. La profession de Claire Raphaël, ingénieur dans la police scientifique, pouvait laisser craindre une resucée à la française des *Experts*.

Il n'en est rien. *Les Militantes* est un roman bien écrit, fluide, qui met en scène un personnage attachant, Alice Yekavian, experte en balistique. Alice, dès les premières pages, donne au lecteur une définition de la police qui ne manque pas de justesse : « Certains aimeraient que la police soit une association sportive de gens qui courent vite derrière les voleurs, alors que nous sommes devenus des intellectuels, patients et méthodiques, assez intelligents pour critiquer nos propres intuitions, assez durs pour ne jamais céder. »

De l'intuition et de la méthode, elle en a besoin quand elle est invitée à participer à l'enquête sur le meurtre

d'une femme en pleine rue, dans un quartier pavillonnaire de Meudon. Elle a été tuée de neuf balles de calibre 45 dans le dos, fait assez rare pour une femme. Les morts de ce genre concernent plutôt les truands. Puis une autre femme est abattue dans des circonstances similaires. Et encore une troisième. L'enquête tourne assez vite autour d'une association s'occupant des violences conjugales et d'un suspect, Grégoire Berger, ancien de l'extrême gauche armée devenu journaliste, écrivain et alcoolique – ce sont des choses qui arrivent.

Aucun désir de prêcher chez Claire Raphaël qui évite les pièges de la bonne conscience, ce poison d'un certain polar contemporain. Si les victimes étaient des militantes, ce n'est pas le cas de ce roman à l'objectivité cruelle. Il vaut autant par la minutie de l'enquête, les fausses pistes qu'il ménage, la résolution à la fois logique et ambiguë que par le portrait d'une femme flic, Alice, dont l'esprit est aussi précis que les lasers utilisés pour déterminer l'angle des tirs.

Une guerre de mille ans

Si on se fie au roman noir, qui n'est jamais que le reflet de l'actualité, notre monde n'est guère aimable. On rêve

parfois que l'Histoire ait pris un autre cours. Philip K. Dick, le maître de la science-fiction, disait : « *Si ce monde vous déplaît, inventez-en un autre.* » C'est le principe de l'uchronie, qui définit une date de divergence : Christophe Colomb ne découvre pas l'Amérique, les nazis ont gagné la guerre ou, plus radical encore, Jésus est gracié et le christianisme n'existe pas – hypothèse explorée dans le remarquable *Ponce Pilate* de Roger Caillois.

Michel Pagel se livre aussi aux délices amers de l'uchronie dans *Orages en terre de France*. Désorienter son lecteur est tout un art. Comment en est-on arrivés là, dans le Toulouse de 1991, où circulent des 2 CV et des Panhard Levassor, tandis que des affrontements militaires larvés opposent la ville à Bordeaux ? Michel Pagel est trop malin pour dévoiler d'un seul coup pourquoi et comment le passé a déraillé. Sachez seulement que la guerre avec l'Angleterre commencée en 1337 dure encore...

Il ne sera donc pas question de guerre de Cent Ans dans les manuels. Mais les lointaines conséquences de l'affrontement religieux et géopolitique entre le pape Pie XIII et l'archevêque de Canterbury sont la libanisation de la France.

La composition d'*Orages en terre de France* est par ailleurs assez séduisante. Quatre longues nouvelles, « Ader », « Bonsoir, maman », « Le Templier » et « L'Inondation » peuvent se lire indépendamment, mais nous font avancer dans l'exploration de l'univers imaginé par Pagel. À travers des personnages ordinaires comme un professeur de physique à l'université ou un jeune soldat d'origine française dans le Poitou contrôlé par les Anglais, qui se fait traiter de collabo par son père, Pagel montre comment les deux églises, catholique et anglicane, qui brident la recherche scientifique s'associent en sous-main pour encourager l'innovation militaire. Le premier avion est ainsi mis au point à Toulouse par un certain Clément. Il est condamné à mort pour hérésie, mais on laisse son assistant poursuivre ses recherches et, quatre ans plus tard, l'armée française dispose d'une aviation suffisante pour une bataille décisive. De leur côté, les médecins anglais en France mettent au point des traitements mystérieux qui prolongent la vie quelques jours après la mort. S'il n'invente pas un futur désirable, Michel Pagel est un maître de l'imaginaire.

Maugis, l'initié

Christopher Gérard, helléniste et spécialiste du paganisme, qui a rencontré Jünger, serait peut-être surpris d'être classé parmi les auteurs de mauvais genre. Cet érudit belge, amoureux de Bruxelles à laquelle il a consacré un des plus beaux essais écrits sur cette ville, traducteur de *Contre les Galiléens* de Julien l'Apostat, l'empereur qui a failli changer l'histoire en renouant avec la religion de ses ancêtres, sait ce qu'il doit aux littératures de l'imaginaire en général et aux écrivains fantastiques du plat pays comme Jean Ray, Michel de Ghelderode ou Marcel Thiry.

Plus qu'une uchronie, son dernier roman, *Maugis*, invente une réalité parallèle qui ressemble à la nôtre, mais qui a connu une histoire radicalement différente depuis les origines. L'action de *Maugis* commence alors que les armées des XVII Provinces se battent désespérément contre les blindés teutoniques en tenant une dernière ligne de défense au sud du canal Albert. On peut voir ici, et on ne se trompera pas, un reflet diffracté de la Belgique de 1940. Mais aucune date ne permet de nous repérer dans cet univers où on adore à la fois Apollon et le Christ.

La bataille perdue, le lieutenant François d'Aygrement refuse de se rendre. Réfugié avec quelques hommes dans les profondeurs de la forêt ardennaise, il mène sa propre guerre. Il se rappelle ses études à Oxford où il fut admis au sein de la Phratrie des Hellènes, une société secrète qui continue à célébrer les anciens dieux. On y garde comme un trésor la sagesse antique qui mêle la raison et l'enchantement, la philosophie et l'occultisme. Initié sous le nom de Maugis, en souvenir d'un magicien des Ardennes qui n'est pas sans ressemblance avec Merlin, François d'Aygrement, dandy en tweed, va jouer à Bruxelles, à Paris, en Irlande, à Rome un jeu dangereux pour tenter de contrer l'occupant germanique et l'Ordre Noir qui tente de détruire la Phratrie, dernier rempart contre la barbarie. Métaphore de la Seconde Guerre mondiale et de la lutte contre l'hitlérisme, comme *Sur les falaises de marbre* de Jünger, *Maugis* joue sur les ressorts du roman d'aventures et du roman d'espionnage pour mettre en relief une quête spirituelle qui finira en Inde, puis au sommet de l'Himalaya.

Christopher Gérard montre ici une ambition dont il a de toute évidence les moyens et son récit bouleverse, enthousiasme et émeut dans son obstination à démontrer que, si la vraie sagesse ne vient jamais, nos bibliothèques demeurent malgré tout le seul antidote à l'éternel et mortifère retour du nihilisme. •



Christopher Gérard, *Maugis*, Pierre-Guillaume de Roux, 2020.



Michel Pagel, *Orages en terre de France*, Hélio, 2020.



Claire Raphaël, *Les Militantes*, Le Rouergue, 2020.



Sébastien Rutés, *Mitclân*, « La Noire », Gallimard, 2020.

TANT QU'IL Y AURA DES... DVD

Par Jean Chauvet

Les salles de cinéma sont enfin ouvertes mais avec une programmation aussi stupidement pléthorique que platement médiocre. Pour cet été, mieux vaut compter sur quelques réjouissants DVD pour ne pas désespérer du septième art.

Repassons le dépassement

**Le Fanfaron, de Dino Risi
Coffret édité par LCJ**

Oui, il fut un temps où le cinéma italien fut une arme de destruction massive de la société dont il était l'impitoyable reflet. Oui, Dino Risi avec *Les Monstres*, son film à sketches de 1963, en fut l'un des cinéastes dynamiteurs majeurs. Oui, ce temps est révolu, même si Moretti, le moine-soldat, et Sorrentino, le sous-Fellini, en raniment un peu les braises dans des genres différents, voire opposés et sans retrouver la recette de l'acidité initiale. Quoi de plus normal puisque entre-temps, tout est passé par là : la chute du communisme, la déchristianisation, l'ultra libéralisme en tous domaines, sans oublier Berlusconi et son désert culturel assumé. Que reste-t-il alors à nos amours ? Voir et revoir ces



films italiens qui ne pourraient plus exister. Au premier rang d'entre eux, *Le Fanfaron*, réalisé par le susnommé Risi en 1962, avec, excusez du peu, trois atouts maîtres : Jean-Louis Trintignant, Vittorio Gassman et Catherine Spaak. *Il Sorpasso*, en italien, ce qui veut dire « le dépassement », soit bien plus que la simple « fanfaronnade » du titre français : au banal dépassement automobile, il faut évidemment ajouter le dépassement de soi, des bornes et des limites, des conventions, entre autres. C'est le week-end du 15 août à Rome, les rues sont absolument désertes. Au volant de sa voiture de sport décapotable, le bellâtre volubile et sans gêne Bruno (c'est Gassman) rencontre Roberto (c'est Trintignant), un étudiant sérieux et coincé. S'ensuit un road-movie au cours duquel ces deux contraires vont se découvrir, apprendre à se connaître et s'estimer. Avec à la clé des rencontres, des visites, des découvertes plus ou moins piquantes. Au bout de leur chemin, il y aura l'inévitable certitude que le clown Bruno vaut mieux que sa caricature. Il y aura une autre certitude, mais depuis quand raconte-t-on la fin d'un film aimé ?

Au centre du *Fanfaron*, trône, magistral, un couple de cinéma absolument idéal, digne de Molière ou de Marivaux. Gassman est ici un cabot génial, omniprésent et définitivement « donquichottesque », suffisamment fou et lumineux pour camper ce personnage qui drague le spectateur sans cesse et parvient à ses fins en permanence. Face à lui, le discret Trintignant fait des merveilles de retenue dans le genre « faire-valoir » de comédie : l'économie de moyens est sa réponse parfaitement adéquate à la déferlante Gassman. L'un ne va évidemment pas sans l'autre. Risi le sait, qui jusqu'au bout veille à cet équilibre entre les deux, intercalant temporairement l'incroyable charme de Catherine Spaak. Le cinéaste et ses deux coscénaristes (Ettore Scola et Ruggero Maccari) organisent autour de ce couple un fabuleux portrait de la société italienne de ce début des années 1960. Tout y passe ou presque, dans un registre moins farceur et décapant que dans *Les Monstres*, mais avec une acuité identique. Sortie des douleurs de l'après-guerre dans une sorte d'illusion lyrique, l'Italie se vautre dans une modernité consumériste que représente ici et entre autres le flamboyant et tape-à-l'œil coupé sport de Bruno, ou comment on passe du voleur de bicyclette au conducteur de bolide. On y voit une société catholique en plein désarroi avec

ses séminaristes en panne qui ne parlent que le latin. Une société xénophobe qui s'affiche ouvertement comme telle face à une touriste noire, tandis qu'elle semble perdre toute mémoire récente et honteuse en reluquant des touristes... allemandes. Mais on aurait évidemment tort de n'y voir qu'un film « historique » ou le témoignage d'une époque. Ce qui fait la force des films de Risi, quand ils sont réussis comme c'est le cas ici, c'est une indéniable capacité à mêler très habilement le particulier et l'universel, le pamphlétaire du jour et le moraliste du temps. C'est pourquoi, soixante ans plus tard, *Le Fanfaron* n'a rien perdu, ni de son charme ni de sa force. On se réjouit donc de cette belle édition en DVD qui, aux bonus de rigueur, ajoute un livret très pertinent, écrit par Marc Toullec. Oui, décidément, il faut voir et revoir ce film ! •



un film catastrophe lacrymal et obscène. Ici, c'est tout le contraire : la cinéaste assume le pathos, sans jamais lui céder un pouce de dignité narrative et cinématographique. Aidée en cela par un casting tout aussi improbable sur le papier. Or, Anémone comme Richard Berry, dans le rôle forcément casse-gueule des parents, n'ont jamais été aussi bons. Bien des années plus tard, Nanni Moretti, avec *La Chambre du fils*, parviendra à renouveler l'exploit de Christine Pascal sans rien lui enlever de sa force et de sa singularité. •



Une tragédie non lacrymogène

***Le petit prince a dit*, de Christine Pascal
Édité par Gaumont**



Comment ne pas se réjouir de la sortie en Blu-ray de l'un des plus beaux mélés français des années 1990 ? Écrit et réalisé par l'actrice Christine Pascal, qui fut notamment l'égérie des premiers films de Tavernier, *Le petit prince a dit* raconte sans détour la mort annoncée d'une petite fille de dix ans atteinte d'une tumeur incurable au cerveau. Confié à la majorité des cinéastes français (ou non d'ailleurs), ce synopsis engendrerait

Bijou cherche écran

***La Rumeur*, de William Wyler
Coffret édité par Wild Side Video**



À l'heure où l'industrie française de la vidéo tire la sonnette d'alarme face à l'hydre tentaculaire de la VOD, il est bon de dire haut et fort combien elle assure un incroyable travail patrimonial que Netflix and co seraient bien en peine d'afficher. En donnant au film de William Wyler, *La Rumeur*, un si bel écran (avec DVD, Blu-ray et livret illustré conséquent), son éditeur s'avère à la hauteur d'une démarche éditoriale digne de ce nom. Réalisé en 1961 (après une première version en 1936, déjà réalisée par Wyler), adapté de Lillian Hellman, porté par Audrey Hepburn et Shirley MacLaine et magnifié par le noir et blanc de Franz Planer et par la musique d'Alex North, ce bijou noir du cinéma américain sidère par sa vigueur absolument intacte. Ou comment la calomnie d'avant les réseaux sociaux faisait son œuvre tout aussi efficacement... •



LA GLACE PREND LE MAQUIS

Par Emmanuel Tresmontant

Le secret des glaces d'exception est dans la maîtrise absolue de la température. Combinant toutes les nuances du froid avec les parfums de sa Corse natale et du monde entier, Pierre Geronimi propose des créations sublimes dignes d'un véritable alchimiste.

Dans l'Antiquité, les Grecs et les Romains aimaient mélanger de la neige immaculée à du jus de fruit, du miel et du moût de raisin. Alexandre le Grand et Néron étaient friands de ces desserts d'un luxe inouï. Pour fabriquer ces ancêtres de nos sorbets (le mot vient de l'arabe « *chorbet* »), il fallait en effet organiser en plein hiver de véritables expéditions, au sommet des montagnes et des volcans (comme l'Etna) où la glace était très pure. Puis s'efforcer de conserver celle-ci avec du salpêtre dans des grottes ou des puits, sous de la paille et de la fourrure.

Qui fut l'inventeur de la crème glacée, à base de bon lait et de bonne crème ? Nul ne le sait à ce jour. On raconte que Catherine de Médicis s'en délectait à Florence et l'aurait apportée à Paris en 1533. La mode des glaces fut vraiment introduite en France vers 1660 par un certain Procopio Coltelli, né à Palerme en 1651 et mort à Paris en 1727, à qui l'on doit le fameux café Procope, fondé en 1686. La première glacière de la capitale fut donc créée à cette époque (à l'actuel emplacement de la rue de la Glacière !) dans des carrières proches de Montsouris où l'on stockait la glace des étangs gelés de la Bièvre...

Il existe aujourd'hui plusieurs bons artisans glaciers, mais le plus précis et le plus créatif est peut-être le Corse Pierre Geronimi. Je n'oublierai pas ma première visite chez lui, à Sagone, à une trentaine de kilomètres au nord d'Ajaccio. Son laboratoire, fondé en 1969 par son père, lui-même artisan-glacier, est situé face à la plage, entre la mer et le maquis. Quand on entre, on sent les parfums de tous les beaux produits de Corse qui arrivent ici chaque jour : melons de Pascal Colombani, miel de Florence Marsili, praliné d'Alexia Santini, safran d'Anna Nocera, immortelles de Paul et Jean-Pierre Caux (que les femmes, naguère, utilisaient en sorbet pour effacer les rides et les plaies du visage),

sans oublier les fulgurants citrons, pamplemousses et autres figues de barbarie cultivés sur la côte orientale de l'île...

Pierre Geronimi n'utilise que des produits frais d'exception et met un point d'honneur à ne pas faire ses glaces à partir de purées de fruits industrielles (contrairement à 95 % des « glaciers »). Il gratouille donc lui-même ses gousses de vanille bleue de la Réunion, dénoyaute ses cerises et ses abricots, et s'en va en Sicile commander ses amandes et ses pistaches, sans oublier le citron noir d'Iran au goût envoûtant, la datte medjool, l'ail confit d'Aomori au Japon, les raisins de Sorrente, le rhum du Venezuela, les chocolats grands crus de la maison Bonnat à Voiron, etc.



Glace au brocciu, au poivre de Timut et à l'huile d'olive... un accord fabuleux.



Pierre Geronimi, un génie du froid, inventeur de la glace au champagne, les bulles étant enfermées dans une meringue à l'italienne...

La première glace qu'il me fit goûter était à base de brocciu (un fromage frais corse au lait de brebis, puissant et épicé). Une merveille absolue, à la fois crémeuse et parfumée, qui donne l'impression d'être au cœur du maquis. « *Je veux absolument rencontrer le type qui a fabriqué ce brocciu*, lui dis-je avec enthousiasme. – *Impossible. – Pourquoi ça ? – C'est Yvan Colonna...* »

Pour faire connaître ses glaces exceptionnelles, Pierre Geronimi a créé un autre laboratoire sur le continent à Seyssins, près de Grenoble, avec son fidèle ami Jean-Jacques Domard, qui applique à la lettre toutes ses recettes.

Notre Corse est en effet un génie du froid, un technicien hors du commun qui, comme les chefs japonais, sait qu'entre le « trop froid » et le « trop chaud » il existe une infinité de nuances et de stades intermédiaires. Comment fixer la quintessence d'un produit dans le froid en restant au plus près de son goût naturel et sans ajouter de sucre ? À quelle température et pendant combien de temps une vanille doit-elle infuser pour

délivrer tout son parfum ? Ces questions, il n'a cessé de se les poser, depuis que son père lui a passé le relais, il y a près de trente ans.

Le chocolat et le café, par exemple, il les fait macérer une nuit entière dans la meilleure crème fraîche possible à 50 degrés, la pistache à 60, le praliné à 80... « *Mon but est ainsi d'obtenir une texture crémeuse et moelleuse qui éveille les papilles et exalte le goût pur du produit.* »

Côté sorbets, la plus grande précision est de rigueur : « *La marjolaine sauvage infuse douze minutes à 60 degrés : plus, le produit est mort.* »

Alors que la mangue se suffit à elle-même, d'autres produits ont besoin d'être mariés pour exprimer leur potentiel, comme le gingembre et la passion, la tomate jaune et le romarin, le poivre et l'huile d'olive, la pêche et la verveine...

Une fois la macération accomplie, Pierre évite d'ajouter trop de sucre : « *Je ne veux pas que les gens aient soif après avoir goûté mes sorbets ! Ils doivent désaltérer, comme le sorbet à la grenade, au melon ou à la pastèque. Mon préféré, c'est le sorbet au pamplemousse corse, le plus difficile à faire, car je n'ajoute pas de sucre pour le stabiliser.* »

Il verse alors ses crèmes ou ses sorbets dans sa *macchine per gelato* fabriquée près de Bologne en Italie, « *une vraie Rolls-Royce qui permet de programmer la température de froid adaptée à chaque produit, ainsi que la vitesse de rotation de la pale afin d'obtenir la texture que je souhaite. L'air foisonne dans les cylindres horizontaux et donne du volume à la glace. Le truc ? Plus il y a d'air, plus on fait des économies, et moins il y a de goût ! C'est le principe de la glace italienne industrielle... Chez moi, c'est tout le contraire : un minimum d'air pour un maximum de goût.* »

Après huit ou dix minutes de turbinage, la crème sort de la machine à moins trois degrés : c'est à ce moment-là que les parfums et les goûts de la glace sont à leur paroxysme !

En janvier 2017, les admirateurs parisiens de ce Napoléon de la glace avaient eu la joie de le voir ouvrir une boutique rue Férou, en lieu et place des éditions de l'Âge d'Homme, entre la place Saint-Sulpice et le jardin du Luxembourg. Mais ce quartier de rêve s'est révélé être un biotope plus complexe que le maquis corse... Son salon de glace, qui n'avait pas l'heur de plaire à certains habitants, est donc momentanément fermé. En attendant sa réouverture, ici ou ailleurs, on pourra déguster ses merveilles au Fouquet's, ou à L'Arbre à Café, 61 rue Oberkampf. •

www.glacespierregeronimi.com



LES CARNETS DE ROLAND JACCARD

UNE SEMAINE EN JUIN



CE 9 JUIN 2020

Au courrier ce matin le roman de Jean-Paul Enthoven : *Ce qui plaisait à Blanche*. D'un classicisme raffiné, d'une érudition qui désarçonne les jeunes générations, d'un snobisme élevé au rang des beaux-arts. Avec des réflexions philosophiques qui m'enchantent. Par exemple, sur ce qui reste de la vie quand on prend conscience que tout ce que l'on vivra jusqu'à son dernier jour, le meilleur comme le pire, a déjà été vécu. « *Ce moment, écrit Jean-Paul Enthoven, où l'on sait que toutes les sensations à venir, bonnes ou mauvaises, ne seront jamais que la répétition de sensations anciennes et déjà éprouvées. Le reste de la vie, c'est ce qui advient quand, par un décret du destin, rien d'inédit ne peut plus surgir dans l'existence. Ni un paysage. Ni un être. Ni un désir. Ni un chagrin.* » Il faut être tenté par la déchéance et imprégné de Benjamin Constant, de Proust et de Cioran pour apprécier à sa juste valeur ce roman hors du temps de l'ami Enthoven. C'est ma première impression, mais comme chacun le sait, la première impression est presque toujours la plus juste. Les « unhappy few » seront comblés par ces adieux à la littérature d'Enthoven. Les autres se perdront dans les brouillards d'un temps jamais retrouvé.

Je suis toujours troublé par ces jeunes filles, souvent des adolescentes encore, qui se masturbent sur

Snapchat en implorant d'être traitées de salopes et de grosses putes. Ce spectacle me laisse songeur. C'est parfois excitant de les encourager dans ces exercices d'humiliation qui me rappellent les confidences d'un psychanalyste qui avait sur son divan une féministe aguerrie et célèbre qui passait des nuits à se faire baiser par des Noirs dans des hôtels miteux proches de la gare de Lyon. Même Freud n'ayant rien compris à la psychologie féminine, selon son propre aveu, j'y renonce aussi. Tout en soupçonnant que seule l'humiliation leur procure une réelle jouissance. Évidemment, on peut rétorquer avec Lacan que si toute femme cherche un Maître, c'est pour mieux le dominer ensuite.

CE 10 JUIN 2020

Je souscris pleinement à cette formule de Bernard-Henri Lévy, irrité par notre hygiénisme exacerbé, qui ne comprend pas qu'à la place de l'ancien contrat social, on ait instauré un nouveau contrat vital qui nous conduit tout droit à cette servitude volontaire, chère à La Boétie. Il s'explique dans un petit livre : *Ce virus qui rend fou*. L'instauration d'un État thérapeutique me révolte et, pour ma part durant ce confinement, j'ai veillé à ne changer en rien mon style de vie. J'ai toujours été persuadé qu'il faut pleurer les hommes à leur naissance et non à leur mort. Rares sont ceux qui m'ont approuvé. Seule une étudiante de Sciences-Po, attirée par ma





sulfureuse réputation, a bravé les interdits pour passer quelques nuits intenses chez moi. J'espérais la revoir après le déconfinement : ce ne fut pas le cas. J'appris par des amis communs qu'elle avait fait une tentative de suicide. Ce serait à porter à son crédit si elle n'avait pas totalement disparu, me laissant plus que des regrets : je m'étais vraiment attaché à elle. Elle me rappelait mon passé et, pour une fois, sans doute la dernière, j'avais trouvé avec elle une complice avec laquelle je pouvais parler de Walras et de Pareto.

Qui se souvient encore de Vilfredo Pareto (1848-1923) ? Avec Léon Walras, il enseigna l'économie politique et la sociologie à l'université de Lausanne. Prophétique, il avait annoncé quelques traits de la crise européenne d'aujourd'hui. Par exemple, que l'élite dirigeante d'aujourd'hui, composée presque uniquement de « renards », hommes de ruse et d'expédients, déracinés et toujours enclins à la nouveauté – Emmanuel Macron en est un bel exemple –, a perdu la confiance des masses, mais croit encore pouvoir résoudre tout problème par des combinaisons médiocres. Affaiblié par un humanitarisme sans vigueur, elle recule devant l'emploi de la force, dessinant ainsi le paysage politique que nous avons sous les yeux. Pareto est l'auteur d'une sentence qui est restée gravée dans tous les esprits : « *L'Histoire est un cimetière d'aristocrates.* »

Comme il était excitant entre deux ébats amoureux de pouvoir évoquer Pareto et sa circulation des élites avec cette délicieuse amante qui pensait avoir encore un avenir devant elle. Mais y a-t-il encore un avenir pour les insoumis et les êtres d'exception ? J'en doute fort : les médiocres, les incultes et les conformistes ont désormais toutes leurs chances. Oui, le monde d'après sera le même que celui d'avant, mais en pire.

Je ne vous ferai pas l'affront de citer le nom de l'auteur de cette réflexion. Sans doute un lecteur de Pareto.

CE 11 JUIN 2020

Après avoir livré un combat acharné contre le réchauffement climatique, après avoir soutenu Meeto, après avoir lutté contre le virus de Wuhan et nous être confinés, nous voici toujours en vaillants petits soldats sommés d'étrangler l'hydre raciste. Décidément, les humains soucieux de s'enrôler sous la bannière du Bien ne ménagent pas leurs efforts pour des causes perdues. Est-ce par esprit moutonnier ? Par hypocrisie ? Pour flatter leur narcissisme ? Pour tromper leur ennui ? Peu importe, en réalité. Si j'osais, je dirais que c'est par une forme d'aveuglement qui les empêche de voir que tout est foutu et que leurs engagements ne changeront rien au fait que les humains n'ont jamais été et ne seront jamais disposés à s'aimer. Chacun patauge dans ce monde boueux, s'efforçant de s'en tirer au mieux, fût-ce aux dépens d'autrui. Certains y parviennent et c'est rarement glorieux. « *Autant en emporte le vent* », comme disait François Villon, voleur, assassin et poète. Comment d'ailleurs n'a-t-on pas interdit depuis longtemps le film inspiré par le roman de Margaret Mitchell ? Hitler le considérerait comme un chef-d'œuvre absolu. Voilà qui aurait déjà dû éveiller des soupçons.

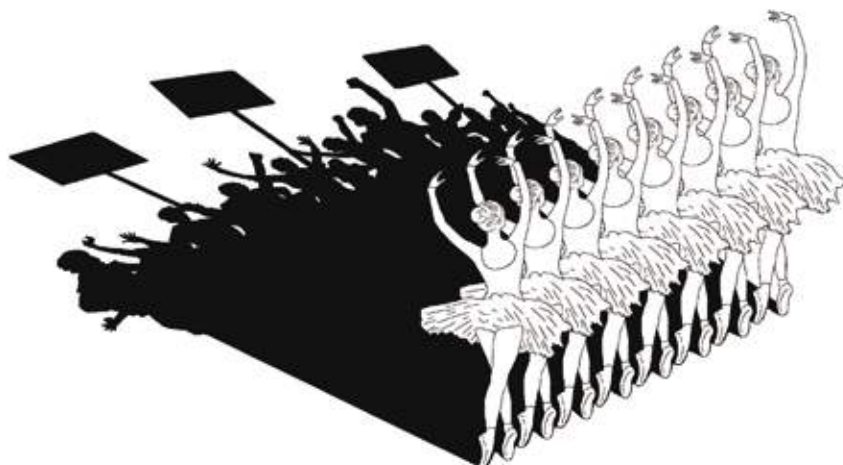
CE 12 JUIN 2020

Il a suffi qu'elle apprenne que j'étais un ami de longue date de Gabriel Matzneff et que je travaillais avec Élisabeth Lévy à *Causeur* pour que cette étudiante à Sciences-Po rompe immédiatement tout lien avec moi. Pourtant, au départ, je la fascinai : elle me proposait même de jouer aux échecs avec elle, voire à d'autres jeux. Bientôt, il ne me restera plus que Marion Maréchal ! •



DEMAIN L'OPÉRA

**Plus que le critique, le comédien, le musicien et le danseur,
c'est l'ouvreuse qui passe sa vie dans les salles de spectacle.
Laissons donc sa petite lampe éclairer notre lanterne !**



Vous avez les bons soldats – Vieilles Charrues, Chorégies d'Orange – morts sous les ordres du Général Sanitaire. Vous avez les astucieux – Puy du Fou, Roque d'Anthéron – qui ont attendu la déconfinade pour refaire surface. Vous avez les prudents qui, comme le Tour de France, ont remis à septembre. Vous avez les farces genre Avignon : festival *in* liquidé pour cause de ministre aux fraises ; festival *off* réanimé vu qu'il s'en cogne, du ministre. Vous avez les salles qui bricolent, les acteurs qui poussent, les musiciens qui tirent.

Et vous avez l'Opéra de Paris. Gilets jaunes, grèves... fermé tout l'hiver. Au bout du tunnel, cadeau du patron Stéphane Lissner : le *Ring* de Wagner. Énorme, le *Ring*. Excellent pour l'ego. M. Lissner s'en était offert un au Châtelet en 1995, un autre à Aix-en-Provence en 2006. Le *Ring*, c'est sa couronne. Commencent donc à l'Opéra Bastille les répétitions du prologue, *L'Or du Rhin*. Pas de gilet, pas de grève, tout baigne. Et vlan ! Covid. Le *Rhin* tombe à l'eau. *La Walkyrie* aussi. Les deux épisodes de rentrée, pareil. Pour finir, le dirlo annonce dans *Le Monde* du 13 juin qu'il rompt son contrat avec six mois d'avance, au prétexte que ce sera mieux pour la santé de son successeur Alexander Neef.

En réalité signor Lissner, vexé de n'être pas reconduit, a pris le 1^{er} avril la direction du Teatro di San Carlo, à Naples. Problème : le successeur est toujours en poste à Toronto. Pas prêt. Pas même au courant. Jupiter non plus. Personne ne sait, personne ne comprend. Vaisseau fantôme cherche capitaine.

Et vite !, car il coule. « *Nous affichons 45 millions d'euros de dette, l'Opéra de Paris est à genoux* », soupire le boss qui profite de son départ pour charger SUD Spectacle

et la CGT : « *La grève du mois de janvier, qui a vu une poignée d'individus bloquer l'entreprise, n'était plus acceptable.* » Une poignée. Dans ce système, il suffit que deux électros débraient pour renvoyer chez eux 4 600 clients. Système qui flatte le *non* au point de rendre tout *oui* suspect. *Oui* ce soir on lève le rideau, revient à dire : je suis un traître, un collabo. Alors on dit *non*, de plus en plus *non*. Mieux : on laisse bouillir le public jusqu'à la dernière seconde. « *Ce chantage continué au lever de rideau, le fait de devoir attendre jusqu'à une demi-heure avant un spectacle pour savoir s'il sera joué ou non, tout cela n'a plus rien à voir avec notre métier.* » Cocasse quand on y pense. La Bastille ne doit-elle pas son existence à la grève surprise du 20 mars 1976 qui renvoya chez eux 1 500 « Français méritants » invités par Notre Président Giscard d'Estaing ? On n'a pas construit le nouvel Opéra pour les spectateurs. On l'a construit pour le régime, pour changer les conventions collectives, pour neutraliser les grévistes.

Rêve que Jupiter refait trente ans plus tard. Le successeur au *Figaro* : « *Le ministre m'a confié une nouvelle mission.* » Quelle mission ? « *Revisiter le modèle économique, social et organisationnel.* » Revisiter le modèle ? Ouuh là, ça sent le DRH. Vu le climat, voilà une promesse qui promet. Surtout que l'Opéra de Paris métaphorise le nouveau monde : choix du patron par Jupiter + retrait de l'État = enfourchez le tigre et revenez me voir quand il vous aura bouffé. Garnier et Bastille fermés par le virus, les travaux prévus en 2021 sont avancés à ce mois-ci. Dernière chance pour « *L'Opéra moderne et populaire* » attendu depuis 1989. Je ne sais pas vous, mais nous, rats du navire, milliers que nous sommes, avons hâte de voir. •

NOUVEAU

N°1



ABONNEZ-VOUS AU TRIMESTRIEL LE SPECTACLE DU MONDE

MEILLEURE OFFRE !

2 ANS | 8 N° | 60€

LA VERSION PAPIER, au lieu de 95,20 €*

Abonnez-vous avec ce bulletin ou en un clic sur
lespectacledumonde.fr

Tous les trimestres, retrouvez un décryptage des enjeux géopolitiques et sociétaux par des grands experts internationaux (les spécialistes universitaires, chercheurs, penseurs reconnus de toutes les nationalités, sur les enjeux géo stratégiques et sur les problématiques planétaires majeures)

LE SPECTACLE DU MONDE, VOUS ÊTES AUX PREMIÈRES LOGES !



BULLETIN D'ABONNEMENT

PGSM1

Remplissez et renvoyez ce bulletin avec votre règlement sous enveloppe affranchie à :
VALMONDE - Service diffusion 24, rue Georges Bizet - 75116 Paris

OUI! Je m'abonne au trimestriel
"LE SPECTACLE DU MONDE"

☐ **1 AN** - 4 N° pour **40€** au lieu de ~~47,60€~~*

☐ **2 ANS** - 8 N° pour **60€** au lieu de ~~95,20€~~*

MEILLEURE OFFRE !

☐ Mme ☐ M. NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Ville : Téléphone :

Je paye **par chèque** à l'ordre de *Valmonde et Cie*

Pour accéder à la version numérique, indiquez votre adresse mail :

E-mail :@.....

☐ Je souhaite également recevoir les informations des partenaires de *Valmonde* société éditrice de *Spectacle du Monde*.
Si vous ne souhaitez pas recevoir d'informations, bons plans et autres offres de *Valmonde* cochez la case ci-contre ☐.

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31/08/2020.

Les informations collectées via ce formulaire servent à la gestion de votre abonnement sous la responsabilité de VALMONDE et Cie, SAS au capital 1 410 497 € (Siège social : 24 rue Georges Bizet - 75116 Paris - Siren 775 658 412), société éditrice du magazine *Le Spectacle du Monde*. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de portabilité de vos données. Vous pouvez vous opposer à leurs traitements par VALMONDE et Cie (ou en demandant la limitation). Pour exercer vos droits, il vous suffit de nous contacter à l'adresse postale mentionnée ci-dessus ou à l'adresse électronique contact@lespectacledumonde.fr ou dpo@valmonde.fr en justifiant de votre identité. Vos données pourront être cédées à des partenaires commerciaux pour une finalité de prospection commerciale sauf si vous cochez la case ci-contre ☐.

À PARIS,

Bernard-Henri Lévy, Laurent Joffrin, Claude Askolovitch,
Jean-François Kahn, Maurice Szafran, Jean-Michel Apathie,
Le Monde, France Inter, l'Obs, Libération, France Culture

I'ont déjà tellement détesté...



... que vous allez forcément l'adorer !

LE 23 JUIN EN KIOSQUE
LE 25 JUIN EN LIBRAIRIE
ET DÈS À PRÉSENT SUR LE WEB :
FRONTPOPULAIRE.FR